

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1934

THÈSE

POUR LE

432

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'Etat)

PAR

Henry INGRAND

Né le 18 Août 1908 à Echiré (Deux-Sèvres)

LE COMITÉ DE SALUBRITÉ
de l'Assemblée Nationale Constituante
(1790 - 1791)

Un Essai de Réforme de l'Enseignement Médical, des services d'Hygiène
et de Protection de la Santé publique

Président : M. TANON, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE MÉDICALE MARCEL VIGNE

11 & 13, RUE DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE

1934

THÈSE
POUR LE DOCTORAT
EN MÉDECINE

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1934

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'Etat)

PAR

Henry INGRAND

Né le 18 Août 1908 à Echiré (Deux-Sèvres)

LE COMITÉ DE SALUBRITÉ
de l'Assemblée Nationale Constituante
(1790 - 1791)

Un Essai de Réforme de l'Enseignement Médical, des services d'Hygiène
et de Protection de la Santé publique

Président : M. TANON, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE MÉDICALE MARCEL VIGNE

11 & 13, RUE DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE

—
1934

LE DOYEN : G. ROUSSY

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie	ROUVIERE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale.....	PROUST.
Physiologie.....	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	Robert DEBRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.....	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale.....	CLERC.
Pathologie chirurgicale	CHEYASSU.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LOEPER.
Hygiène et médecine préventive.....	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée.....	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie.....	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	ACHARD.
	BEZANÇON.
	CARNOT.
Hygiène et clinique de la première enfance	Marcel LABBE.
Clinique des maladies des enfants	LEREBoullet.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	NOBECOURT.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	H. CLAUDE.
Clinique des maladies du système nerveux	GOUGEROT.
Clinique des maladies infectieuses	GUILLAIN.
	LEMIERRE.
Clinique chirurgicale.....	CUNEO.
	GOSSET.
	GREGOIRE.
Clinique ophtalmologique.....	LENORMANT.
Clinique urologique	TERRIEN.
	MARION
Clinique d'accouchements.....	BRINDEAU.
	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologie.....	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale.....	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique.....	SERGEANT.
Clinique de la tuberculose.....	Leon BERNARD.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
	HOVELACQUE.
Professeurs sans chaire	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ALAJOUANINE. Neurologie et Psychiatrie.
 BENARD (Henri) Pathologie médicale.
 BERNARD (E) .. Pathologie médicale.
 BOULIN..... Pathologie médicale.
 BROCC..... Pathologie chirurgicale
 BULLIARD..... Histologie.
 CATHALA Pathologie médicale.
 CHABROL Pathologie médicale.
 CHEVALLIER.. Pathologie médicale.
 DOGNON..... Physique.
 DONZELOT Pathologie médicale.
 FEY..... Urologie.
 GALLIARD..... Parasitologie.
 GASTINEL..... Bactériologie.
 GATELLIER ... Pathologie chirurgicale
 DE GAUDART D'ALLAINES Pathologie
 chirurgicale.
 GAYET..... Physiologie.
 GIROUD..... Histologie.
 HAGUENEAU... Pathologie médicale.
 HALPHEN..... Oto-rhino Laryng.
 HAZARD..... Pharmacologie.
 HUGUENIN..... Anatomie pathologique
 JOANNON..... Hygiène.
 LABBE (Henri). Chimie biologique.
 LACOMME..... Obstétrique.
 LANTUEJOUL. Obstétrique.

MM.

LAROCHE (Guy) Pathologie médicale
 LEMAIRE..... Pathologie expérimentale.
 LEVEUF Pathologie chirurgicale
 Mlle J. LEVY.. Pharmacologie.
 LEVY-VALENSI Neurologie et Psychiatrie.
 MOREAU..... Pathologie médicale.
 MOULONGUET. Pathologie chirurgicale
 MOUQUIN..... Pathologie médicale.
 OBERLING..... Anatomie pathologique
 PETIT-DUTAILLIS.. Pathologie chirurgicale
 PIEDELIEVRE . Médecine légale.
 PORTES..... Obstétrique.
 QUENU..... Pathologie chirurgicale
 RICHEL..... Physiologie.
 SANNIE..... Chimie biologique.
 SENEQUE..... Pathologie chirurgicale
 SEZARY..... Dermatologie et syphiligraphie.
 TROISIER Pathologie expérimentale
 TURPIN..... Pathologie médicale.
 VALLERY-RADOT
 (Pasteur) ... Pathologie médicale.
 VELTER Ophtalmologie.
 VIGNES Obstétrique.
 WILMOTH..... Pathologie chirurgicale

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE pour le service des examens

MM.

ALGLAVE..... Pathologie chirurgicale
 BUSQUET..... Pharmacologie.
 CHAILLEY-BERT Physiologie.

MM.

LEROUX Anatomie pathologique
 NEVEU-LEMAIRE Parasitologie.
 ZIMMERN..... Physique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE A TITRE PERMANENT

MM.
 ABRAMI Clinique médicale.
 AUBERTIN..... Clinique médicale.
 BRULE Clinique médicale.
 CHIRAY Clinique médicale.
 DUVOIR Clinique médicale.
 HARVIER..... Clinique médicale.
 LIAN Clinique médicale.

MM.
 GUENIOT..... Clinique obstétricale.
 LE LORIER Clinique obstétricale.
 LEVY-SOLAL ... Clinique obstétricale.
 METZGER..... Clinique obstétricale.

MM.
 BASSET Clinique chirurgicale.
 CADENAT Clinique chirurgicale.
 HEITZ-BOYER.. Clinique chirurgicale.
 MOCQUOT Clinique chirurgicale.
 MOURE Clinique chirurgicale.
 SCHWARTZ Clinique chirurgicale.

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.
 CHAILLEY-BERT, agrégé..... Education Physique.
 FREY..... Stomatologie.
 LEDOUX-LEBARD..... Radiologie clinique.
 WEILL-HALLE Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que es opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR TANON
PROFESSEUR D'HYGIÈNE ET DE MÉDECINE PRÉVENTIVE
A LA FACULTÉ
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Qui nous a fait le grand
honneur d'accepter la présidence
de notre thèse.

A MONSIEUR LE DOCTEUR L. MERLE

DIRECTEUR DES SERVICES D'HYGIÈNE
DES DEUX-SÈVRES

Nous tenons, en lui dédiant
cette thèse, à témoigner notre
reconnaissance à l'historien
distingué qui nous a inspiré
ce travail et qui a grandement
facilité notre tâche.

A NOS MAITRES DANS LES HOPITAUX
HOPITAL D'ANGERS (STAGE)
HOPITAUX DE PARIS (EXTERNAT)
HOPITAL DÉPARTEMENTAL DE LA SEINE (INTERNAT)

A NOS MAITRES DANS LES LABORATOIRES
LABORATOIRE D'HYGIÈNE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
DE PARIS
LABORATOIRE DE PARASITOLOGIE DE LA FACULTÉ DE
MÉDECINE DE PARIS
LABORATOIRE DES ÉPIDÉMIES A LA PRÉFECTURE
DE POLICE DE PARIS
INSTITUT PROPHYLACTIQUE

A mon ami G. CASTELLO

En témoignage de notre vieille
amitié.

A mes camarades de la Salle de Garde de Nanterre

En témoignage de cordiale
sympathie et en souvenir d'agréa-
bles années.

INTRODUCTION

Lorsque l'Assemblée Constituante se sépara, après avoir voté la Constitution, l'œuvre qu'elle avait entreprise était loin d'être achevée. On avait beaucoup détruit, le temps avait manqué pour reconstruire. Au surplus, on était las. Le pays l'était de l'Assemblée; l'Assemblée l'était d'elle-même. Pour avoir voulu trop embrasser, on avait mal étreint; de là une lassitude extrême, un désir d'en finir, une hâte de se séparer qui fit que le rapport de Talleyrand sur l'Instruction publique qui englobait la réforme de l'enseignement médical, fût tout juste lu à la Tribune, sans que la discussion générale s'en suivit, non plus que le vote des décrets qui le devaient sanctionner.

Aussi, les habitudes aidant les apparences, entend-on dire encore qu'en matière de Médecine, la Constituante se borna à supprimer Corporations et Facultés, laissant le néant là où elle avait trouvé des institutions archaïques, sans doute, mais qui avaient au moins le mérite d'exister.

C'est là un jugement trop sommaire et, partant, inexact. S'il est vrai que la Constituante se sépara sans réparer les ruines qu'elle avait amoncelées, il n'en reste pas moins que, dans son sein et dans celui de ses comi-

tés, un travail préparatoire s'élabora, qui fut repris plus tard par les successeurs des Députés de 1789 qui trouvèrent dans les travaux de leurs devanciers les éléments essentiels des réformes de l'an III et de l'an XI.

En 1789, dit Thiers, la Nation française sentait et connaissait tous ses maux. Si l'on peut douter que le pays ait eu dans tous les domaines une perception aussi précise de ses besoins, il faut convenir qu'en matière d'enseignement médical et d'hygiène, le jugement de Thiers est exact.

De grandes réformes avaient été déjà entreprises dans ce domaine au cours du règne de Louis XVI. Turgot, puis Necker, avaient conçu et mis en œuvre une vaste politique de la santé publique : réforme des études médicales, organisation du service des épidémies, institution de cours pour chirurgiens et sages-femmes, réorganisation des hôpitaux, création, enfin, de la Société Royale de Médecine, rivale heureuse et privilégiée de la vieille Faculté.

La Société Royale de Médecine, à laquelle la sollicitude des ministres de Louis XVI s'était étendue avec une particulière prédilection, avait, en effet, rénové la médecine et dépossédé la Faculté de son prestige et de ses prérogatives. Sa création avait été une véritable renaissance de l'art de guérir; la clinique, restaurée dans ses droits, avait détrôné l'enseignement scolastique, l'observation supplanté le dogme.

La voie était ouverte. Mais trop d'abus, trop de traditions vénérables encombraient encore le chemin. Ni Turgot, ni Necker, n'avaient osé ou voulu ou su les

renverser. Ce que les ministres du « meilleur des Rois » n'avaient pu faire, la Constituante va l'entreprendre avec une audace déconcertante pour l'époque. Un souffle puissant va balayer les vieilles institutions caduques, stériles; à la place, l'Assemblée Nationale (ou plutôt son Comité de Salubrité) va essayer d'organiser un ensemble d'institutions qui, s'il avait été appliqué, aurait doté le pays d'un enseignement médical qu'il devra attendre durant plusieurs années et d'une organisation d'hygiène qui lui manque encore.

L'œuvre de la Constituante, en effet, restera sur ce dernier point, comme sur beaucoup d'autres, lettre morte. Les gouvernements qui suivirent, s'ils s'employèrent à réorganiser les Facultés, négligèrent de s'occuper de l'hygiène publique, laissant en friche le terrain que le Comité de Salubrité de la Constituante avait si profondément défoncé.

Ces travaux de la Constituante méritent cependant d'être connus; surtout ceux qui, en raison de leur hardiesse et de leur nouveauté, furent négligés par les législateurs de la Convention et du Consulat.

La vérité, qui exige qu'un hommage soit ainsi rendu à l'Assemblée Nationale, veut cependant qu'on ne lui attribue, dans les projets qu'elle élaborait, que ce qui est spécifiquement à elle. Pour hardies que soient les conceptions de la Constituante, il ne faut pas oublier que, dans bien des domaines, les grandes réformes qu'elle essaya d'accomplir furent enfantées durant les dernières années de la monarchie, sous l'impulsion des philosophes et des économistes. En matière d'enseignement

médical et d'hygiène, la part qui revient à la Société Royale de Médecine est considérable.

Les travaux du Comité sont mal connus et n'ont fait l'objet d'aucune étude d'ensemble. Seul Dreyfus leur a consacré quelques pages ⁽¹⁾.

Nous avons eu la bonne fortune de consulter aux Archives nationales le registre des procès-verbaux du Comité de Salubrité ainsi que le nouveau plan de Constitution pour la Médecine en France présenté au Comité par la Société Royale de Médecine.

Qu'il nous soit permis, à cet effet, de remercier M. M. Patry, archiviste aux Archives nationales;

D^r M. Genty, bibliothécaire de l'Académie de médecine;

D^r Noir, directeur du concours médical, qui nous aidèrent dans notre documentation.

Nous tenons aussi à remercier tout particulièrement le docteur Merle, directeur des services d'hygiène des Deux-Sèvres, qui, connaissant admirablement la question, nous a facilité notre tâche au maximum.

(1) DREYFUS (F.). Notes sur le Comité de Salubrité, *Revue Philantropique* du 10 septembre 1907.

CHAPITRE I

L'ENSEIGNEMENT DE LA MEDECINE A LA VEILLE DE LA REVOLUTION

I. Les Facultés de Paris, de Montpellier et de province. —

II. L'esprit de la Faculté de Paris. — III. L'Académie de Chirurgie, l'Académie de Médecine. — IV. La Société Royale de Médecine.

A la fin de l'ancien régime, l'enseignement de la médecine, de l'art de guérir — comme on disait à l'époque — était dispensé par les Facultés, qui veillaient, en outre, à la police de la profession.

Voici quel était, au XVIII^e siècle, le cycle des études à la Faculté de Paris ⁽¹⁾ : pour conquérir le grade envié de docteur, les études étaient longues et compliquées. Tout d'abord, pour s'inscrire comme étudiant à la Faculté, il fallait :

(1) Cf. LOTTE. Les études médicales du XVI^e au XVIII^e siècles. *Le Monde Médical*, 2 mars 1929, Paris, Baillière.

Cf. DELAUNAY. Le Monde médical parisien au XVIII^e siècle. *Thèse*, Paris, Rousset, 1905.

1° Posséder le diplôme de maître ès-arts (notre baccalauréat actuel) ;

2° Etre catholique ⁽¹⁾ ;

3° Faire connaître ses nom, prénoms, surnoms et âge (vingt-deux ans au moins), son lieu de naissance, sa nationalité.

L'ouverture des cours se faisait le 18 octobre, le jour de la Saint-Luc, patron des médecins, par une messe solennelle célébrée dans la chapelle des Ecoles, par le curé de Saint-Etienne de Mont.

L'étudiant ou *philiatre* prenait alors sa première inscription trimestrielle ⁽²⁾ et assistait aux cours qui étaient faits par les *bacheliers* et les *docteurs récents*. Ce cours, qui consistait uniquement en lectures et explications des auteurs orthodoxes, comprenait :

— L'explication des aphorismes d'Hippocrate ;

— L'étude des choses naturelles (anatomie, physiologie) ;

— L'étude des choses non naturelles (hygiène et régimes) ;

— L'étude des choses contre nature (pathologie et thérapeutique).

Les leçons se faisaient en latin : le matin par les bacheliers, le soir par les docteurs récents).

(1) Cette condition qui était rigoureusement exigée au moment où le pouvoir royal persécutait les protestants, c'est-à-dire à la fin du règne de Louis XIV et au début de celui de Louis XV, tomba en désuétude vers 1750. A partir de cette époque, on tolérait que les protestants fissent leurs études médicales.

(2) L'étudiant était tenu de prendre quatre inscriptions par an dont le prix était de 6 livres chaque.

Un enseignement spécial, destiné à l'instruction des chirurgiens barbiers, était donné en langue française.

On remarquera qu'aucun exercice pratique, qu'il s'agisse de dissection ou de clinique, ne venait illustrer cet enseignement purement livresque. A la vérité, de temps à autre, on faisait une « anatomie », c'est-à-dire qu'on procédait à la dissection d'un cadavre. Comme ceux-ci étaient rares (il fallait attendre que le lieutenant de police mit à la disposition de la Faculté le corps d'un supplicié), l'opération se faisait en grande pompe, toute la compagnie réunie. Mais les étudiants ne disséquaient pas. Une dissection était surtout le prétexte à de longs discours et à d'abondantes discussions d'ordre théorique.

Au bout de trois ans, l'étudiant, qui avait pris douze inscriptions, était admis à subir les examens du baccalauréat en médecine. Ces examens, dont certains duraient huit jours, n'avaient lieu que tous les deux ans et comportaient quatre épreuves dont chacune était éliminatoire.

1° *Epreuves orales* : Les lundi, mardi et mercredi de la semaine des examens, chaque candidat était interrogé par le Doyen et quatre docteurs régents sur l'anatomie, la physiologie, l'hygiène, la pathologie et la botanique. Le vendredi, le candidat commentait cinq aphorismes d'Hippocrate, quelques syllogismes contradictoires et discutait sur les questions qui lui étaient posées, non seulement par les examinateurs, mais encore par tous les docteurs qui assistaient à l'examen. Le samedi, après avoir entendu la messe solennelle, les

examineurs faisaient leur rapport à la compagnie dans la « salle de l'Assemblée ». Le candidat qui avait obtenu les deux tiers des voix était déclaré *sufficiens*; sinon, il était *incapax* et devait recommencer les épreuves. Admis au premier grade de sufficiens, le candidat prêtait serment de fidélité à la Faculté.

2° *Epreuve de botanique* : Après avoir satisfait aux épreuves précédentes, le candidat sufficiens subissait un examen de botanique qui consistait en la reconnaissance de plantes et de drogues.

3° *Les deux thèses* : Il se préparait alors aux deux thèses.

La première ou *quodlibitaire*, au choix du candidat, était placée sous l'invocation classique : *Virgini dei-paræ et sancto Lucæ*; elle comportait cinq articles : exposition (majeure), développement, établissement, discussion (mineure), conclusions.

Franklin ⁽¹⁾ s'est gaussé à juste titre des sujets choisis. Ils donnent une si juste idée de l'enseignement médical de l'époque qu'il est impossible de n'en pas citer quelques-uns. Un candidat traite de ce sujet : *Le fœtus ressemble-t-il plus à la mère qu'au père* ? Un autre pose cette question : *Le libertinage amène-t-il la cal-point l'eau de mort* » ? an aqua vitæ aqua mortis ? car, bien entendu, les thèses sont en latin. Pour la thèse quodlibitaire, le candidat choisissait son président; celui-ci, assisté de neuf docteurs régents, l'argumentait pendant six heures; en outre, il devait répondre à tou-

(1) FRANKLIN (A.). La vie privée d'autrefois; arts et métiers, modes, usages des Parisiens du XII^e au XVIII^e siècles, Paris, Plon, in-18, t. XI : Les médecins.

tes les questions qui lui étaient soumises par les bacheliers et docteurs qui assistaient à la soutenance. L'examen terminé, le candidat faisait servir à ses frais du vin, de la bière, des gâteaux et des épices, dont se régalaient les examinateurs.

La seconde thèse, qui n'était soutenue que si le candidat était reçu à la précédente, était dénommée *cardinale* (en souvenir du cardinal d'Estouteville). Cette fois, le président était désigné par le Doyen. On y traitait une question d'hygiène et l'argumentation se prolongeait durant sept heures. Bien entendu, le cardinal devait alimenter à ses frais un buffet aussi abondant et soigné que pour la thèse quodlibitaire.

4° *Epreuve d'anatomie* : La dernière épreuve consistait en des épreuves pratiques d'anatomie durant sept jours, mais la rareté des cadavres rendait ces épreuves beaucoup plus théoriques que pratiques.

Ayant satisfait à ces quatre examens, le *philiatre* était nommé bachelier en médecine, bachelier émérite; il recevait alors solennellement du doyen un diplôme en parchemin, scellé du sceau de la Faculté.

Le bachelier n'avait pas encore le droit d'exercer. Désormais, il est maître le matin, où il lit et commente les auteurs devant l'auditoire des philiatres; le soir, il est élève et assiste aux cours faits par les docteurs régents. De plus, il choisit parmi ceux-ci un maître dont il devient l'*alumnus*; il l'accompagne dans ses visites en ville et s'initie à la pratique de l'art médical. Chaque semaine, il soutient une thèse publique.

Après deux ans de ce régime, le bachelier pouvait

aspirer à la *licence*, qui seule donnait le droit d'exercer. Les candidats à la licence se présentaient devant la compagnie réunie par le Doyen et réclamaient leur admission à l'examen particulier. Chacun d'eux devait justifier de ses antécédents, fournir un certificat signé de trois régents, établissant « *qu'il est de bonnes mœurs et de conduite rangée* ». Alors se déroulait l'examen pratique de *praxi medica*, le plus sérieux de tous. Il avait lieu tous les deux ans et durait une semaine, au cours de laquelle le candidat visitait à leur domicile tous les docteurs régents qui lui faisaient subir un interrogatoire. Puis la Faculté se réunissait sur convocation du Doyen, pour prononcer sur le sort du postulant. Le candidat admis était déclaré *licentiande*.

Tous les *licentiandes*, précédés du Doyen et des docteurs régents, se rendaient ensuite en procession à l'archevêché, où ils étaient présentés au chancelier de l'Université, représentant du Pape, qui fixait à chaque candidat le jour où il recevrait la licence. De là, on se rendait dans le même appareil chez les grands fonctionnaires municipaux et royaux pour les inviter à assister à la cérémonie du *paranymphe*, dans laquelle le Doyen présentait les candidats à l'assistance et faisait leur éloge en une pompeuse harangue latine.

Quelques jours après, le corps des docteurs régents se réunissait à l'archevêché et la liste des candidats à la licence était dressée par ordre de mérite. Obtenir le *premier lieu*, c'est-à-dire être classé en tête, était un grand honneur; mais ce classement était fait souvent par la faveur et le candidat classé premier était parfois le plus généreux...

Puis la compagnie tenait une séance solennelle présidée par le chancelier qui bénissait chaque candidat, lui donnant *licentiam legendi, interpretandi et faciendi medicinam hic ubique terrarum*. Après quoi, on assistait à la messe. Quelques jours encore et le licencié recevait du Doyen ses *lettres de licence* qui lui conféraient le droit d'exercer.

Pour faire partie de la Faculté, le titre de licencié ne suffisait pas; il était nécessaire d'être docteur. Pour conquérir ce grade, il fallait adresser au Doyen une supplique *pro vesperiis et doctoratu*. Il était procédé alors à une enquête sur la vie et les mœurs du candidat et, lorsque cette enquête s'était montrée favorable, on admettait le licencié à la *vesperie*.

Celle-ci consistait en une argumentation sur un sujet donné, le candidat devant soutenir deux propositions contraires. La séance, présidée par le Doyen, assisté de tous les docteurs régents, se terminait par la fixation du jour de l'acte du doctorat. Lors de sa réception, le nouveau docteur offrait à son président un costume officiel : soutane de soie violette, robe rouge, birretum, etc., à chaque régent un bonnet carré écarlate et des gants violets. Enfin, toute réception était suivie d'un grand festin auquel étaient conviés le chancelier et les chanoines de Notre-Dame. La Faculté veillait à ce que le repas fut convenable; deux régents étaient chargés de s'en assurer, de même qu'ils examinaient la qualité des gants et bonnets donnés par le récipiendaire. Le doyen Desvallées poussait même le scrupule jusqu'à ne pas confier à d'autres qu'à lui-même le soin de vérifier ces objets d'importance :

Nullus bedellorum audeat magistris cirothecas vel bonetos præsentare, nisi fuerint par decanum visitadi et approbati.

Le futur docteur, précédé de deux bacheliers et des appariteurs, après avoir fait visite, *reverenter*, à chaque docteur régent, se rendait à la grande salle des Ecoles où se trouvait réunie toute la Faculté. Il montait en chaire avec son président. A ce moment, un appariteur s'avavançait et l'interpellait en ces termes : « *Domine doctorande, antequam incipias, habe triajuramenta* », et il lui proposait les trois articles du serment traditionnel :

1° Vous observerez les droits, statuts, lois et coutumes respectables de la Faculté;

2° Vous assisterez le lendemain de la Saint-Luc à la messe pour les docteurs décédés;

3° Vous lutterez de toutes vos forces contre tous ceux qui pratiquent illicitement la médecine et vous n'en épargnerez aucun, à quelque ordre ou quelque condition qu'il appartienne.

Vis ista jurare ? demandait l'appariteur à chaque article; et le docteur de répondre : *Juro*. Alors, le président prenait le bonnet carré, *le birretum*, insigne du doctorat, et, le tenant entre le pouce et l'index droits, il traçait avec lui le signe de la croix et le déposait sur la tête du candidat où il l'enfonçait par une légère pression de la paume de la main. Puis, en signe d'affranchissement, il tapait légèrement la joue du récipiendaire comme pour le confirmer dans sa nouvelle dignité; après quoi, il lui passait au doigt un anneau d'or et lui

donnait l'accolade. Le licencié était docteur. Il pouvait, dès lors, faire *acte de régence* en posant une question, soit à l'un des régents, soit à l'un des bacheliers présents. La cérémonie se clôturait par un discours, où le nouveau docteur accablait de remerciements et de louanges Dieu, la Faculté, ses parents et ses amis.

Pour devenir docteur-régent, il fallait, à la Saint-tin suivante, présider une thèse quodlibitaire soutenue par un aspirant bachelier. Cette première présidence constituait l'*acte pastillaire*, ainsi nommé parce que le docteur faisait, à cette occasion, hommage au Doyen de pastilles en sucre où était gravée soit l'image d'Hippocrate, soit celle du Doyen. Ces pastilles portaient le nom de : *imago-saccharina*.

L'acte pastillaire rempli, le médecin était inscrit sur les registres comme *docteur-régent* et prenait pour dix ans place au *banc des jeunes*; après dix ans, il passait au *banc des anciens*. Le Doyen et les professeurs étaient choisis parmi les docteurs régents par un suffrage à deux degrés; faveurs et pots-de-vins n'étaient pas exclus de ces élections.

Tous ces examens, thèses et cérémonies, ne laissaient pas d'être onéreux pour les candidats. Un chirurgien de Paris, Birmingham, décompte, de la manière suivante. les frais nécessités par l'accession à la licence en 1754.

Pour être reçu bachelier, il faut subir quatre examens en huit jours :

Il en coûte pour les quatre examens, ensemble. 600 liv.

Six semaines après, l'examen de la matière médicale.	550 »
La thèse de physiologie à la Saint-Martin. . .	300 »
Au mois de décembre ou janvier suivant, l'examen d'anatomie.	170 »
Pendant la licence de la même année, la thèse d'hygiène.	260 »
A la Saint-Martin de la même année : thèse de pathologie.	280 »
Au mois de décembre ou janvier suivant : examen d'opérations de chirurgie.	170 »
Au carême de cette année, thèse de chirurgie	150 »
L'examen de pratique au mois de juin.	1.372 »
Les frais de paranymphé, présentation au chancelier.	175 »
Au mois de septembre on reçoit le bonnet, qui coûte.	945 »
Frais nécessaires dans ce temps.	92 »
Vient en dernier lieu la présidence qui coûte	600 »
Il y a d'autres frais pendant le temps de la licence qui reviennent à.	300 »
Total.	5.964 »

Si l'on considère la valeur de la livre à l'époque, on voit quelles sommes considérables l'étudiant en médecine devait dépenser pour acquérir le droit d'exercer. On peut gager que la conquête des diplômes de docteur et de docteur-régent nécessitait des sommes encore importantes.

Nous venons de décrire, en entrant dans le détail, l'interminable cycle des études à la Faculté de Médecine de Paris. A Montpellier, dont la Faculté était rivale de celle de la capitale et qui s'enorgueillissait de fournir des médecins aux rois de France et aux princes du sang, les études étaient du même ordre. Seuls les détails différaient. A Montpellier comme à Paris, le premier examen est le baccalauréat, mais le second qui confère la licence, se nomme « *les points rigoureux* » et il se complique des *triduanes*, ainsi dénommés parce qu'ils consistent en six examens que le candidat doit subir soir et matin pendant trois jours. Le doctorat, à Montpellier, s'appelait l'*acte de triomphe*, c'est dire d'un mot de quelles solennités il était revêtu; au cours de la cérémonie qui accompagnait la réception du nouveau docteur, celui-ci prêtait serment sur le livre d'Hippocrate.

Paris et Montpellier, qui se disputaient le premier rang, n'étaient pas les seules Universités où la médecine fût enseignée. Il y avait encore en France vingt-trois Universités, plus ou moins florissantes et, partant, vingt-trois Facultés de Médecine. Aucune d'elles ne jouît jamais d'une grande renommée; elles faisaient cependant des médecins... Les études qu'on y faisait étaient dérisoires; dans certaines, il n'existait qu'un seul professeur; dans quelques-unes mêmes, il suffisait de payer le diplôme pour l'obtenir, sans avoir à subir aucune épreuve.

Brochant sur le tout, les collèges de médecine, ou du moins certains d'entre eux, s'arrogeaient le droit de

conférer des grades, bien que leur véritable et unique mission fut d'agrégér à leur corps les médecins qui venaient s'établir dans leur ressort. Astruc se scandalisait que ces misérables petits collèges de province eussent la prétention de faire subir des examens même aux docteurs de Paris, à qui le diplôme conférait le privilège d'exercer *urbi et orbi*, et à ceux de Montpellier, dont la Faculté fournissait des médecins à la Cour de France.

Nous nous excusons d'avoir paru nous complaire dans la description de cet enseignement où l'on ne sait ce qui l'emporte, du puéril ou du solennel. Mais, pour juger à sa valeur et donner son véritable sens à la réforme que va entreprendre le Comité de Salubrité de la Constituante, qui ne fera que poursuivre l'œuvre d'assainissement commencée par la Société Royale de Médecine, il était nécessaire de montrer à quel degré de psittacisme était demeuré l'enseignement médical dans le royaume. Ce long et pénible périple, imposé aux étudiants, n'avait d'autre objet que de leur dispenser un enseignement purement théorique. Les études pratiques étaient à peu près nulles et surtout aucun stage hospitalier ne leur était imposé. Sans doute, ils s'initiaient un peu à la clinique lorsqu'*alumni* ils accompagnaient leur docteur régent dans sa clientèle; mais la pratique hospitalière, si féconde en enseignements de toutes sortes, leur manquait.

Un des maîtres illustres de la Faculté, Astruc, enseignait l'obstétrique et proclamait avec un cynisme qui nous semble bouffon qu'il n'avait jamais fait d'accou-

chements. La Faculté de Paris enseignait la chirurgie, mais les professeurs auraient cru déchoir en la pratiquant; aussi passa-t-elle son temps à persécuter les chirurgiens, les empêchant de s'instruire, jusqu'au jour où ceux-ci, devenus puissants et soutenus par des gens sensés, s'affranchirent de la tutelle de leur vieille ennemie.



Plus ridicule encore était l'esprit de routine où les Facultés semblaient se complaire. Celle de Paris est restée célèbre, à juste titre, pour son opposition à toutes les grandes découvertes. Molière, qui accabla les médecins de son temps de sarcasmes et de traits qui nous semblent démesurément épais, forçait à peine la note. La scolastique régnait en maîtresse; on discutait beaucoup et longuement sur des questions insignifiantes, futiles, comme celle-ci : *An formosæ fecondiores ? An Venus sit salubris ? Est ne viro femina salacior ?* et autres calembredaines de la même farine. L'observation des faits, les méthodes d'expérience semblaient sans attrait. L'orgueil, l'envie, l'exclusivisme, l'horreur de tout progrès dans les milieux voisins, l'opposition à toute innovation rendait funeste l'action de la Faculté, car ses statuts réglementaient non seulement l'enseignement, mais encore l'exercice de la médecine. Par un privilège exorbitant, la Faculté de Paris délivrait un diplôme qui donnait le droit d'exercer dans le monde entier : « *Urbi et orbi salus* », telle était sa devise, mais elle

s'opposait avec une énergie farouche à ce que les médecins des autres Facultés exerçassent à Paris.

III

Tant d'impudence et d'ignorance devaient amener sa décadence au cours du XVIII^e siècle. Les chirurgiens en furent les premiers artisans. Leur corporation avait bénéficié de la renommée d'un de ses membres : Félix, qui avait opéré avec succès la fistule du Grand Roi (1686). Soutenus par Louis XIV, ils fondèrent leur école de Saint-Côme qui prospéra vite sous l'habile direction des Mauriceau, des Georges Mareschal et des Lapeyronie. Très vite et malgré les résistances de la Faculté, leurs écoles furent transformées en Académie de Chirurgie et, pour objectiver la force et la vitalité de la nouvelle institution, un véritable palais fut construit pour elle à l'hôtel de Bourgogne (Faculté de Médecine actuelle). En face, s'éleva bientôt un hôpital (Ecole pratique actuelle) qui permit de donner l'enseignement clinique au lit du malade; nouveauté scandaleuse aux yeux de la Faculté, qui n'avait jamais pu ou voulu ouvrir un hôpital pour son enseignement.

Cependant, la vieille Faculté se voyait contrainte de quitter son immeuble de la rue de la Bûcherie qui s'effondrait pour se réfugier à l'Ecole de Droit qui menaçait ruine. Prodiges de sa fin prochaine qui sera lamentable autant que ridicule.

La Faculté rencontrait, en outre, une opposition très vive et très agissante de la part des médecins de la Cour

qui étaient docteurs de Montpellier et qui disposaient de la faveur royale. Pour ruiner son influence, ils firent créer un enseignement rival au Collège de France et au Jardin du Roy.

Toutefois, le pouvoir royal, qui gardait un reste de déférence à l'endroit de l'antique compagnie, eût recours une dernière fois à ses lumières lorsque Marseille fut ravagée par la peste en 1720. Le roi dépêcha vers la grande cité méditerranéenne une commission de cinq médecins (trois de la Faculté de Paris, deux de celle de Montpellier) avec mission d'étudier le fléau. Les augures se couvrirent de ridicule en déclarant qu'il ne s'agissait point de *peste*, mais d'une *simple fièvre de mauvais caractère, non contagieuse*. Les événements ne tardèrent pas, avec une cruelle ironie, à montrer jusqu'à quel point la Commission s'était trompée. Le roi se fâcha et son premier médecin, Chirac, pour faire pièce à l'ignorante Faculté, fonda l'Académie de Médecine dans le but d'établir une liaison entre les médecins de Paris et ceux des provinces. Bien entendu, la Faculté, arguant de ses privilèges, opposa à cette nouveauté tout ce qui lui restait de forces débiles, persécutant les médecins qui s'étaient agrégés à la jeune Académie. Mais les temps étaient révolus et, pour bien montrer qu'il n'était pas d'humeur à laisser brimer l'institution fondée par Chirac, Louis XV envoya en exil deux des plus acharnés parmi les docteurs régents. Malheureusement, la mort de Chirac entraîna le rapide déclin de l'Académie de Médecine, puis sa disparition. Les médecins de Paris, ne se sentant plus protégés, lais-

sèrent périliter une institution qui avait eu pour but de les affranchir de l'autorité tâtilonne de la Faculté. Une fois encore, celle-ci triompha; mais son triomphe fut de courte durée.

IV

En arrivant au pouvoir en 1774, Turgot méditait de grands desseins. Son intendance du Limousin lui avait appris la vie misérable des paysans, la fréquence et la gravité des épidémies dans les campagnes, l'insuffisance et la routine des médecins qui y exerçaient. Voulant organiser un service de santé populaire, il se rendait compte que la première condition était d'avoir, pour l'assurer, des praticiens instruits. L'enseignement livresque de la Faculté ne pouvait plaire au ministre philosophe; aussi, Turgot, pour fixer sa réforme sur des bases solides, n'hésita pas à susciter une école rivale.

Un arrêt du Conseil institua, le 29 avril 1776, « *une commission de médecine à Paris pour tenir une correspondance avec les médecins de province sur tout ce qui peut être relatif aux maladies épidémiques et épizootiques* ».

Le but semblait modeste; les vues de Turgot l'étaient moins. Bientôt, les attributions de la Commission furent considérablement élargies. Un cours d'anatomie humaine et comparée fut confié à Vicq d'Azyr, médecin du comte d'Artois, membre de l'Académie des Sciences, commissaire général de la Commission. Ce choix ne pouvait que déplaire à la Faculté qui avait eu avec le

jeune professeur des démêlés retentissants et se sentait profondément humiliée du succès de ses cours (1).

Necker, qui succéda à Turgot, transforma la Commission en Société Royale de Médecine et lui conféra les pouvoirs les plus étendus. La jeune Société, ancêtre de l'Académie de Médecine, se composait de deux présidents : Lieutaud et de Lassonne, premiers médecins du roi et de la reine; d'un secrétaire perpétuel : Vicq d'Azyr; de trente associés parisiens, soixante associés de province, soixante associés étrangers. Tout de suite, elle compta au nombre de ses correspondants : onze Facultés de Médecine de province, vingt-deux collègues et l'Université de Montpellier. Tant de succès mit le comble à la fureur de la Faculté qui riposta par l'exclusion des médecins adhérents à la Société Royale; peine d'une gravité exceptionnelle, puisque, théoriquement, elle les privait ainsi du droit d'exercer. Elle refusa la régence à Hallé et à Fourcroy, prétexte pris qu'ils étaient membres associés de la société rivale, et se lança dans une lutte ouverte contre le pouvoir royal. Le garde des Sceaux, Miromesnil, n'était pas homme à se laisser intimider. Il fit casser les arrêts de la Faculté par le Conseil d'Etat; à quoi la Faculté répondit par la fermeture de ses portes; geste puéril que le roi ne pût tolérer, car il lui intima l'ordre de reprendre son enseignement. Elle se tourna alors, pour lui demander aide, vers l'Université dont elle faisait partie; mais le roi n'accepta ni représentations, ni remontrances. Echec d'autant plus cuisant que, dans le même temps, la Société Royale était soutenue par Miromesnil, par Le

(1) NOIR (Dr J.). Voir *Concours Médical* du 6 avril 1927.

Noir, lieutenant de police, par le ministre Amelot, par les philosophes et les encyclopédistes, par Franklin et par toute l'opinion publique. Ayant ainsi le vent en poupe, la jeune Société fût s'installer au Louvre et des lettres patentes, datées du mois d'août 1778, enregistrées par le Parlement, consacrèrent sa gloire et ses privilèges en lui permettant d'ouvrir des cours de médecine dont le succès s'affirma avec rapidité.

La fortune de la Société Royale de Médecine sonna le glas de la Faculté. Il ne restait plus à celle-ci qu'à mourir. Avant de rendre l'âme, sa rage impuissante lui fit recourir à l'arme empoisonnée de la calomnie. Des pamphlets furent mis en circulation, où la jeune Société était accusée des plus noirs desseins et où ses associés les plus marquants étaient villipendés. Le roi coupa court à la campagne en envoyant à la Bastille l'auteur d'un des pamphlets les plus venimeux (1781). Puis, un beau jour, le lieutenant de police vint avertir le sieur Bourru, brave homme incapable, que le peuple appelait le *Bourru bienfaisant*, que la maison de la rue de Beauvais, où était installée la Faculté, venait d'être vendue et qu'il fallait déguerpir. Et l'on vit Bourru errer lamentablement dans Paris à la recherche d'un gîte pour sa Faculté bafouée et moribonde (1).

Avec la Société Royale de Médecine, une ère nouvelle s'ouvrit. A la scolastique de la Faculté, furent

(1) La maison de la rue de Beauvais fut occupée par l'éditeur PANKOUKE qui l'étaya tant bien que mal pour y emmagasiner les volumes de l'*Encyclopédie*. A ce trait, on pût voir que la vieille Faculté était bien morte. Elle venait d'être mise hors par les « lumières ».

substituées les méthodes expérimentales; le dogme céda à l'observation. La clinique, base de l'enseignement et de la pratique, fut mise désormais à sa véritable place. Aussi, tout ce qui fut entrepris à la fin du XVIII^e siècle l'a-t-il été sous l'impulsion de la Société Royale. Nous avons déjà dit qu'un cours d'anatomie comparée avait été créé et confié à Vicq d'Azyr; ouvert à tous les médecins, aux étudiants, aux chirurgiens ou élèves, sa fréquentation assurait aux auditeurs l'avantage d'être agrégés à la Société. Le succès du cours fut considérable. C'est encore à l'instigation de la Société Royale qu'un service des épidémies fut créé dans tout le royaume. Turgot, qui en avait mesuré l'importance et l'utilité, n'avait, du reste, créé la Commission médicale de 1776 que dans ce but. Calonne, dans une lettre adressée à l'intendant de Champagne, précisait ainsi le rôle de la Compagnie : « Le roi désire que la Société Royale de
« Médecine continue à se livrer avec zèle à l'objet prin-
« cipal de son institution qui a pour but de conserver
« les hommes en les préservant des épidémies. La situa-
« tion habituelle des provinces sous ce point de vue et
« les événements fâcheux qui peuvent y survenir sont
« des objets dont S. M. veut être continuellement et
« promptement instruite. »

Une collaboration étroite et suivie s'établit dans ce but entre la Société et le pouvoir royal qui abandonnait de plus en plus la Faculté à ses rodomontades et à son ignorance. C'est ainsi que fut organisé un véritable service de la santé et de l'hygiène publiques qui consistait en : 1^o des enquêtes permanentes sur l'état

sanitaire du royaume, entretenues par une correspondance active entre la Société Royale et les médecins de province; 2° l'envoi d'instructions ou de mémoires médicaux relatifs aux méthodes les plus actives pour enrayer les épidémies ou les combattre; 3° l'envoi judiciaires des remèdes du roi; 4° enfin, en l'organisation, dans chaque généralité, d'un véritable service des épidémies avec des médecins commissionnés dirigés et conseillés par un médecin-chef ⁽¹⁾.

Dans les « *Pièces concernant l'établissement fait par le roi d'une commission, société et correspondance de médecine à Paris* », se trouve un mémoire où la Société trace en quelque sorte le programme de son action. On y lit : « Toutes les sciences qui se perfectionnent
« par l'observation ont besoin d'être cultivées en commun; ce n'est point sur les cas rares ou extraordinaires que nous exhortons ceux qui voudront bien
« correspondre avec nous à fixer uniquement leur
« attention... C'est principalement sur les détails de la
« pratique que l'on désire avoir des éclaircissements. »

Et l'auteur du mémoire propose une instruction sur l'étude des épidémies qui doit comporter : 1° l'étude des maladies; 2° observations météorologiques; 3° étude des eaux naturelles et médicamenteuses; 4° étude du terrain, du sol et de son influence; 5° étude des préjugés populaires. Que chaque médecin dresse un inventaire de cet ordre pour le pays qu'il dessert et l'on aura l'histoire médicale de chaque province.

(1) Parmi les généralités les mieux organisées, il faut citer le Poitou et la Normandie.

A cet appel, les praticiens répondirent en envoyant la « topographie médicale » de leurs secteurs. De ces documents, basés sur l'observation des faits, la Société Royale de Médecine tira des enseignements d'une valeur toute autre que ceux renfermés dans les ouvrages poudreux que les bacheliers de la Faculté s'obstinaient à lire et à commenter aux étudiants.

La Société Royale eut aussi, parmi les attributions qui lui furent conférées, celle d'examiner les nouveaux remèdes. Ce n'était pas sans besoin. Un esprit mercantile inspirait le plus souvent les inventeurs d'élixirs, baumes et onguents; les produits les plus divers et les plus hétéroclites y étaient, en général, mélangés. Les empiriques faisaient fureur. Préoccupé de l'audace des charlatans, le pouvoir royal, sur la proposition de Turgot, édicta des mesures sévères relatives à la composition et à la préparation des remèdes. Ceux-ci devaient être soumis à l'approbation d'une commission composée, au début, de membres de la Faculté. Les lettres patentes d'août 1778 transférèrent la juridiction de la Faculté à la Société Royale de Médecine qui s'employa avec beaucoup d'activité à restreindre le charlatanisme qu'elle ne put malheureusement pas extirper complètement, surtout dans les campagnes.

L'hygiène publique, enfin, tint une grande place dans les travaux de la Société. Là encore, il y avait beaucoup à faire, beaucoup de mauvaises habitudes, sinon de préjugés, à combattre. Elle s'attacha, en particulier, à deux questions : l'éloignement des cimetières du centre des agglomérations; l'approvisionnement des villes, notam-

ment Paris, en eau potable. Elle suscita aussi certaines dispositions qui avaient pour but d'éloigner des habitations les tueries, écorcheries, fonderies de suif, en favorisant la création d'abattoirs.

Tel fut le sens de l'activité de la jeune Société, qui, à la vérité, n'eut guère le temps de tenir toutes ses promesses ni de réaliser tous les espoirs que le pouvoir royal avait mis en elle. L'action de la Société Royale de Médecine fut néanmoins féconde, moins, peut-être, par les résultats qu'elle obtint que par l'esprit nouveau qu'elle insuffla aux médecins et aux étudiants. Ouverte à toutes les nouveautés, elle ne les accepta que dans la mesure où l'expérimentation en démontrait l'intérêt et l'utilité. Dès 1788, elle chargea Mauduit de Varenne d'étudier les applications thérapeutiques de l'électricité. Elle eut enfin le mérite de débarrasser la langue scientifique du verbiage scolastique.

On peut, sans exagérer, dire qu'elle rénova la médecine en restaurant la clinique, l'observation et l'expérience.

CHAPITRE II

I. 1789 : Les cahiers de doléances. — II. Le Comité de Mendicité (janvier 1790). — III. Le Comité de Salubrité (septembre 1790). Conflit entre les deux Comités. — IV. Les membres du Comité de Salubrité. — J.-G. Gallot, Vicq d'Azyr et l'esprit de la Société Royale de Médecine.

I

Nous avons essayé de montrer, dans le précédent chapitre, pour quelles raisons l'enseignement de la médecine avait été l'objet de la sollicitude du pouvoir royal, et par quelles voies celui-ci en avait amorcé la réforme. Ces efforts, qui partaient du centre, eurent-ils un écho favorable à la périphérie ? En tout autre temps, il serait difficile de le savoir, car l'opinion publique, ou plutôt celle des masses, a toujours quelque peine à s'exprimer. Mais, en 1789, la grande consultation nationale, qui s'exprima par les cahiers de doléances, permet de répondre à la question.

Nombreuses sont les assemblées paroissiales qui font état de l'ignorance des praticiens et de l'insuffisance de l'enseignement médical. Tout d'abord, on demande que tous ceux qui exercent l'art médical ou chirurgical ou

celui des accouchements soient contraints d'obtenir un diplôme spécial qui les autorise à exercer leur profession ⁽¹⁾.

Parmi les chirurgiens et les sages-femmes, en effet, trop nombreux étaient ceux ou celles qui n'avaient jamais fait d'études et se livraient, néanmoins, à l'exercice de la médecine pour le plus grand dommage de leurs clients.

Dans le même ordre d'idées, beaucoup d'assemblées demandent l'institution d'écoles pour les chirurgiens et les sages-femmes, surtout l'ouverture de cours d'accouchements ⁽²⁾.

De très nombreux cahiers souhaitent l'établissement de médecins, de chirurgiens et de sages-femmes dans les campagnes, ce qui montre à quel point les préoccupations de Turgot et de la Société Royale de Médecine étaient justifiées ⁽³⁾.

(1) Cf. *Archives parlementaires* : T. Alençon; T. Amiens; T. Auxerre; C. Beauvais; T. Châlons-sur-Marne; T. Dourdan; T. Draguignan; C. Melun; C. Nemours; Corneilles-en-Parisis, Fontenay-en-Brie, La Houssaye, La Madeleine de Tournan, Lardy, Simours, Livervy, Marles-en-Brie, Neufmoutiers, Presles, Saint-Gratien, Saint-Maurice-Mont-Couronne, Tournan, Vernouillet-sur-Seine, C. Paris hors les murs; C. Péronne; C. Verdun; C. Soissons; N. Troyes; T. Troyes; C. Vermandois; Bailliage-de-Vitry; T. Orléans; T. Soissons.

(2) Cf. *Archives parlementaires. Demandes relatives à l'instruction des chirurgiens; écoles de chirurgie* : T. Amiens; Arras; T. Corse; N. Montreuil-sur-Mer, Ampouville; Villiers-le-Bel; C. Saint-Quentin.

Demandes relatives à l'instruction des sages-femmes; cours d'accouchements : N. Agenois; T. Amiens; Arras; C. Autun; T. Auvergne; Pont-à-Mousson; C. Beauvais; C. Châlon-sur-Saône; T. Condom; C. Dax; T. Dinan; C. Dôle; C. Fréjus; C. Evreux; T. Rochefort, Ampouville, Champeuil, Villiers-le-Bel; C. Quercy; Sen. Saint-Brieuc; C. Saint-Quentin; Bail. de Taillebourg; Bitche; T. Troyes; C. Verdun; C. Villers-Cotterets; T. Soissons.

(3) Cf. *Archives parlementaires* : C. Aix; N. Amiens; C. Autun;

Quelques-uns vont plus loin dans cette voie et demandent que ces chirurgiens et sages-femmes soient appointés par le gouvernement pour soigner gratuitement les pauvres ⁽¹⁾.

C'est, en somme, l'institution d'un corps de fonctionnaires de santé. L'idée est à noter, car elle fera l'objet des délibérations du Comité de Salubrité de l'Assemblée Constituante, qui la résoudra dans un sens très favorable aux doléances de ces cahiers.

Enfin, quelques rares communautés sollicitent l'établissement, aux dépens du clergé, de chirurgiens pour soigner gratuitement les pauvres et habiles aux accouchements ⁽²⁾.

Ce sont les villes surtout qui demandent la réforme de l'enseignement; ainsi Arras, qui propose la suppression de toutes les Facultés de Médecine à l'exception de Paris et de Montpellier, à la condition, toutefois, que ces deux écoles soient profondément réorganisées; de même Mantes et Troyes; après avoir réclamé des chirurgiens pour la marine, Brest se rencontre avec Cam-

N. Auxonne; C. Castelnau-dary; N. Clermont-en-Beauvoisis; N. Dôle; Sen. de Lesneven; T. Lyon; C. Nantes; T. Nantes T. Melun; C. Montargis; T. Montargis; C. Nérac; N. Nivernais; Antony, Attainville, Bondy, Bonneuil-sur-Marne, Enghien, Marly, Mesnil-le-Roi, Pont-Carré, Roissy-en-Brie, Vernouillet-sur-Seine, Paris hors les murs, Carrière-sous-Bois; C. Perche; T. Perche; C. Riom; N. Riom; T. Cusset; T. Saint-Quentin; C. Saumur; N. Senlis; Vichery; N. Troyes; Wassigny.

(1) Cf. *Archives parlementaires* : Attainville; Bonneuil-sur-Marne; Courquetaine; Louve-en-Parisis; Mont-Soult; Sucy-en-Brie; T. Versailles; N. 14^e départ. de Paris; C. Poitou; T. Provins et Montereau; Sénéch. de Rennes; C. Verdun.

(2) Cf. *Archives parlementaires* : Ris; Bouzonville; T. Soul; Sénéch. d'Auray.

brai pour demander l'institution de collèges spéciaux de médecins pour combattre les maladies épidémiques.

Il n'est pas jusqu'au petit village de Jagny, de la Subdélégation de Gonesse, élection de Paris, qui ne formule ses doléances; leur naïveté m'incite à les reproduire :

« ART. 27. — *Quand on est malade, on confie son existence à des ignorants qui, se fiant sur l'impunité, se mettent peu en peine de faire mourir les malades et entreprennent de traiter les maladies où ils ne connaissent absolument pas, n'étant guère possible qu'un médecin soit universel. Il serait à propos d'en fixer un nombre pour chaque espèce de maladies; n'ayant que peu de maladies à étudier, ils s'y rendraient très habiles et les élèves qu'ils feraient surpasseraient encore les maîtres. De manière que, par la suite, on serait presque sûr, telle maladie qu'on pût avoir, d'en être guéri, à moins que la Providence ou d'autres circonstances ne s'y opposassent.* »

A Jagny, dès le XVIII^e siècle, on concevait la spécialisation médicale et on en attendait les bienfaits !

Sans entrer dans le détail, d'innombrables cahiers font allusion à l'impéritie des chirurgiens de campagne et s'accordent pour reconnaître que de grandes réformes sont indispensables; il en est de même des plaintes contre les meiges, les sorciers et guérisseurs.

Cette revue rapide des cahiers de 1789 montre que le pays sentait qu'il y avait quelque chose à faire et qu'il attendait des Etats généraux une meilleure organisation de la protection de la Santé publique.

II

Ces Etats étaient à peine réunis, et les trois Ordres délibéraient encore en leurs chambres séparées, que des préoccupations charitables s'imposèrent à leur esprit. La misère publique, la disette en étaient la cause. Mais, jusqu'au début de l'année 1790, aucune résolution pratique ne fût prise. On alla d'abord au plus pressé qui était de procurer aux indigents des ressources nouvelles pour remplacer celles qui les avaient jusqu'alors soulagés, c'est-à-dire les biens du clergé qu'on venait de nationaliser.

Le 21 janvier 1790, l'assemblée institua un Comité de Mendicité et invita ses commissaires à lui présenter « des vues sur la destruction de la mendicité ». Tel fut le premier geste de la Constituante dans le domaine que nous nous proposons d'étudier.

A première vue, le Comité de Mendicité semble sortir complètement de ce sujet. Mais il ne faut pas oublier que sous l'ancien régime, l'assistance hospitalière, la lutte contre les épidémies, l'hygiène publique faisaient partie de tout programme qui se proposait de vaincre le paupérisme. Or, cette forme de l'assistance demande le concours des médecins et l'on verra le Comité de Mendicité aborder cet aspect du problème. Nous ne sortons donc pas des limites de cette étude en indiquant, pour revenir plus tard sur ses travaux, la date de la création du Comité de Mendicité.

Mais hâtons-nous d'en venir aux réformes concernant l'enseignement médical qui sont l'œuvre du Comité de Salubrité.

III

Le dimanche 12 septembre 1790, le docteur Guillotin, député du Tiers de Paris-ville, dont le nom allait devenir célèbre, monta à la tribune pour demander la création d'un « Comité de Santé qui devra s'occuper
« des grands objets de salubrité publique qui intéres-
« sent la conservation des hommes. Ce Comité devra
« être composé des médecins de l'assemblée auxquels
« se joindront des personnes recommandables par
« leurs connaissances dans les sciences naturelles, éco-
« nomiques et politiques ». Et Guillotin présenta le projet de décret suivant :

L'Assemblée Nationale décrète :

« ARTICLE PREMIER. — *Il sera établi et formé un*
« *Comité de Santé composé des médecins députés à*
« *l'Assemblée Nationale et de six ou tel autre nombre*
« *de ses membres qu'elle jugera convenable, nommé*
« *au scrutin de liste dans les bureaux.*

« ART. 2. — *Le Comité s'occupera de ce qui est*
« *relatif à l'enseignement et à la pratique de l'art de*
« *guérir, des établissements salutaires dans les villes*
« *et les campagnes tels que les écoles, les hôpitaux, les*
« *maisons de santé, etc., et, généralement, de tous les*
« *objets qui peuvent intéresser la salubrité publique,*
« *et il en rendra compte à l'Assemblée.* »

La proposition de Guillotin fut votée, non sans que les quelques députés en séance aient présenté des objections. On posa tout d'abord la question préalable. mais Gillet la Jacqueminière calma les appréhensions

en proclamant, d'un ton dédaigneux, que « si ce Comité ne faisait pas de bien, du moins ne ferait-il pas de mal ». Malouet s'éleva contre la prédominance prise par les médecins dans le Comité; par voie d'amendement, il demanda et obtint qu'un nombre égal de députés non médecins fut adjoint aux commissaires médecins.

Le vote était acquis; mais, deux jours plus tard, le 14 septembre, Larochevoucault-Liancourt, parlant au nom du Comité de Mendicité, se plaignit de la création qui venait d'être faite. « Le Comité de Santé risque de « faire double emploi avec celui de Mendicité qui s'occupe des secours à donner aux pauvres, tant en santé qu'en maladie, des hôpitaux, etc... » En outre, poursuivit Liancourt, « le Comité de Mendicité a décidé de « communiquer une partie de ses travaux aux médecins les plus réputés de Paris. Est-ce en vertu d'un « esprit de corps que M. Guillotin s'est ému ? L'assemblée décidera si les médecins députés lui paraissent plus idoines à éclairer les comités que les hautes « personnalités de la médecine parisienne. » C'était le trait empoisonné. Enfin, « le Comité de Santé est « composé en dehors des règles constitutionnelles qui « prescrivent que les commissaires seront élus par les « bureaux. Là, les médecins de l'Assemblée Nationale « sont membres de droit ». Ainsi parla, fortement appuyé par Malouet, Larochevoucault, avec l'autorité qui s'attachait à sa personne, et il conclut en demandant que le Comité de Mendicité ne fut pas dépouillé, ni restreint dans ses attributions.

L'intervention de Larochefoucauld entraîna la conviction de l'assemblée qui prit incontinent le décret suivant :

L'Assemblée nationale déclare que, par son décret du 12 de ce mois, elle n'a entendu attribuer au Comité de Santé aucune des fonctions attribuées précédemment à celui de Mendicité.

En dépit de l'attaque de Larochefoucauld, Guillotin obtenait gain de cause, car les promoteurs du projet avaient surtout dessein de travailler à la réforme de l'enseignement médical.

IV

Parmi ses membres, l'Assemblée Constituante comptait dix-sept médecins ⁽¹⁾. Conformément au décret du 12 septembre 1790, ils siégèrent tous au Comité de Salubrité ⁽²⁾. Voici leurs noms :

ALLARD (Louis-François), médecin à Château-Gontier.

T. Angers.

AUCHER DES COTTES, médecin à Argenton. T. Bourges.

BLIN (François-Pierre), médecin à Nantes. T. Nantes.

BOUSSION (Pierre), médecin à Lauzun. T. Agen.

(1) GALLOT, député du Poitou, parle dans une lettre écrite au début des Etats de seize médecins seulement. Il dit vrai, car DUFOUR ne siégea qu'à partir du 16 janvier 1790. (Cf. GALLOT. *Correspondance inédite*, Bibliothèque de Nantes, collection Dugast-Matifeux.)

Un dix-huitième médecin siégea à la Constituante : BOYER, docteur en médecine à Limoges, député suppléant du T. Limoges, qui remplaça NAURISSART le 24 mars 1791.

(2) Le décret portait : Comité de Santé; mais, dans sa première séance, on décida de changer son nom en Comité de Salubrité, plus conforme à ses attributions.

CAMPBAS (Jean-François), docteur en médecine à Monestier. T. Toulouse.

DE SÈZE (Paul-Victor), médecin de Bordeaux. T. Bordeaux-ville.

DUFAU (Antoine), médecin à Mont-de-Marsan.

FISSON-JAUBERT (Jean-Louis), médecin, député de la ville de Cadillac. T. Bordeaux.

FOS DE LABORDE (Jean-Antoine-Edouard), médecin du roi et des hôpitaux militaires de Saint-Domingue. Maire de Gaillac. T. Toulouse.

GALLOT (Jean-Gabriel), médecin à Saint-Maurice-le-Girard. T. Poitou.

GIRERD (Barthélemy), médecin à Tarare. T. Lyon.

GUILLOTIN (Joseph-Ignace), docteur en médecine à Paris, rue Croix-des-Petits-Chomps, 55. député du Tiers, Paris-ville. T. de Chaumont-en-Bassigny.

LALOY (Jean-Nicolas). docteur en médecine à Chaumont.

LAVIE (Marc-David). médecin à Belfort. T. de Belfort et Huningue. (Dans les almanachs royaux de 1790 et 1791, Lavie est qualifié de cultivateur.)

MEYER (François-Antoine), médecin, député de la ville de Kayserberg à l'assemblée de Schlestadt. T. des dix villes impériales d'Alsace.

SALLE (Jean-Baptiste), docteur en médecine à Vézelize. T. Nancy.

THORET (Jacques), docteur en médecine. Professeur à la Faculté de Médecine de Bourges. T. Bourges.

Voici maintenant les noms des dix-sept commissaires non médecins :

L'abbé de BONNEFOI (Louis), chanoine de Saint-Genès-de Thiers. C. Riom.

BOUSMARD DE CHANTRAINE (Henry de), capitaine du Génie. N. Bar-le-Duc.

BUREAU DE PUSY (Jean-Xavier), capitaine au Corps Royal du génie. N. Vesoul.

CREUSÉ DE LA TOUCHE (Jacques), lieutenant général de la Sénéchaussée de Châtellerault. T. Châtellerault.

DE LA MERVILLE. N. Bourges.

DELAY D'AGIER (Claire-Pierre de), ancien officier de cavalerie. N. Dauphiné.

DUMOUCHEL (Jean-Baptiste), recteur de l'Université de Paris. C. Paris.

GOSSIN (Pierre-François), lieutenant général au bailliage de Bar-le-Duc. T. Bar-le-Duc.

L'abbé GRÉGOIRE, curé d'Embermesnil. C. Nancy.

LANJUINAIS, avocat au Parlement, professeur de droit à Rennes. T. Rennes.

LA ROCHEFOUCAULD ⁽¹⁾ (Louis-Alexandre, duc de), pair de France, maréchal de camp, membre honoraire de l'Académie des Sciences. Député de Paris.

LE BRUN (Léon), bourgeois. T. Moulins.

LIVRÉ (Eustache). T. Le Mans.

Malouet (Pierre-Victor), intendant de la marine. T. Riom.

(1) La Constituante ne comptait pas moins de six députés appartenant à cette illustre famille. Le duc de la Rochefoucauld, qui fit partie du Comité de Salubrité, ne doit pas être confondu avec son cousin, La Rochefoucauld-Liancourt, qui présidait le Comité de Mendicité.

Périsset-Duluc, imprimeur à Lyon. T. Lyon-ville.

Rabaud de Saint-Etienne (Jean-Paul). T. Nîmes.

Talleyrand-Périgord (Charles-Maurice de), évêque d'Autun. C. Autun.

Le 4 octobre 1790, le Comité tint sa première séance. Des trente-quatre commissaires, dix-sept seulement étaient présents ⁽¹⁾.

Guillot fut nommé président; La Merville, vice-président; Gallot, secrétaire; Périsset-Duluc, vice-secrétaire.

Avant de relater les travaux du Comité, regardons les hommes qui le composent. Tous sont pleins de bonne volonté; tous sont d'accord sur la nécessité d'apporter de profonds et utiles changements à l'ancien état de chose. Mais combien sont-ils, susceptibles d'éclairer d'une vive lumière le problème qui se pose devant eux? L'enseignement médical, la santé publique laissent indifférents les commissaires non médecins. Sans doute, ils ont des vues sur l'instruction générale que doivent recevoir les hommes de l'art; mais, lorsqu'il s'agira de dresser un programme d'enseignement médical, ils seront bien forcés d'avouer leur incompetence. Il y a là, cependant, des hommes qui, dans des domaines différents ou même connexes, s'attireront les suffrages de l'Assemblée. Tel l'évêque d'Autun, Maurice de Talley-

(1) Deux jours avant, une convocation avait été lancée, mais le quorum n'ayant pas été atteint, on repoussa la première réunion au 4. Il ne semble pas, du reste, que les séances aient jamais été très suivies. Seuls, les médecins de l'assemblée y furent assidus. Les questions débattues étaient d'un caractère trop technique pour intéresser les autres commissaires.

rand Périgord, à qui sera confié, par un autre Comité, le rapport sur l'Instruction publique. Nous y voyons encore Rabault Saint-Etienne, Malouet, *le sage Malouet*, comme on dira plus tard, et l'impétueux abbé Grégoire. tous se révéleront, en d'autres circonstances, des hommes de premier plan; mais, au sujet qui nous occupe, ils ne s'intéresseront guère et ils ne feront que de courtes apparitions aux réunions. Donc, de ce côté, indifférence, et parfois même, hostilité ou jalousie.

Tournons-nous vers les députés médecins. Là, ce n'est pas l'indifférence qui paralyse, mais l'incompétence qui naît de leur médiocrité. Bons médecins, bons praticiens, sans doute, sont-ils de taille à mettre sur pied la grande réforme dont ils souhaitent la réalisation ? Beaucoup ont été élus parce qu'ils étaient connus de leurs électeurs, habitués à les voir chevaucher dans les chemins du bailliage, portant aux malades les ressources de leur art et celles de leurs « cœurs sensibles ». De là à restaurer l'enseignement de la médecine, le pas est immense et leur bonne volonté ne saurait suppléer à l'insuffisance de leurs connaissances.

Toutefois, parmi eux, quelques noms se détachent, celui de Guillotin, dont la célébrité sera, cependant, plus tardive, que ses collègues et confrères ont porté à la présidence et à qui l'on doit la création du Comité.

Plus intéressante peut-être est la figure du secrétaire Gallot, modeste médecin du Bas-Poitou, membre associé et lauréat de la Société Royale de Médecine, élève de A. Petit, auteur d'un mémoire sur la restauration de l'art de guérir qui servira de trame aux travaux du

Comité. Gallot, qui a laissé de nombreux mémoires sur des sujets d'épidémiologie, d'hygiène et d'économie politique, entretenait, avec Vicq d'Azyr, une correspondance très active. Aussi sera-t-il de ceux qui contribueront à insuffler au Comité l'esprit de la Société Royale de Médecine.

En définitive, à quelques exceptions près, les hommes du Comité de Salubrité paraissent inhabiles à poursuivre de grands desseins ; tout au contraire, ils semblent justifier le doute émis sur leur compétence par Laroche-foucauld, lors de la séance du 14 septembre 1790.

Pour trouver les lumières, ce n'est pas parmi les commissaires qu'il faut chercher. Dès la troisième séance — la rapidité de la mesure montre bien qu'elle était déjà arrêtée — Guillotin proposa et fit admettre qu'on inviterait aux délibérations « des représentants des divers corps de médecine, de chirurgie et pharmacie, des sociétés littéraires et scientifiques et quelques savants ». C'est parmi ces personnalités qu'il faut chercher les compétences. Le Comité invita à délibérer : Poisonnier, médecin inspecteur de la Marine et des Colonies ; Coste, premier médecin des armées ; Dehorne, médecin consultant des camps et armées ; Becqueret et Bayen, députés du Collège de Pharmacie.

Il entendit De Jussieu, botaniste et médecin, dont l'autorité s'étendait surtout aux questions hospitalières ; lieutenant de maire au département des hôpitaux de Paris ⁽¹⁾, ses attributions le faisaient connaître de tous

(1) Le Conseil de la ville de Paris, le 8 octobre 1789, avait divisé l'administration de la capitale en huit départements, dont le cinquième était celui des hôpitaux.

les hôpitaux et établissements charitables, des ateliers de charité, du bureau des nourrices, de celui des remèdes gratuits, des pharmacies, etc.

Voici les représentants de la Faculté des Sciences : Le Roy qui a présenté un projet de reconstruction de l'Hôtel-Dieu de Paris, après l'incendie de 1772; Bailly qui a été collaborateur de Tenon dont nous allons parler; l'illustre Lavoisier qui a fait partie, comme le précédent, de la Commission nommée par le Gouvernement pour la reconstruction de l'Hôtel-Dieu; le chirurgien Tenon, enfin, le plus compétent et le plus actif des membres de cette Commission, où il a joué un rôle capital. Tenon, en effet, étendit son enquête à tous les hôpitaux de Paris et des villes voisines, et poussa ses investigations jusqu'à l'étranger, en Italie et en Angleterre; accompagné de Coulomb, il se rendit à Londres, puis à Plymouth et à Portsmouth, où il admira les hôpitaux de la marine royale d'outre-Manche (1).

A côté des délégués du Collège de chirurgie, Peyrilhe et Pelletan, siègent les députés de l'Académie Royale : Baudelocque, le fameux accoucheur, et Antoine (Louis), secrétaire de l'Académie, chirurgien illustre dont les travaux ont donné une vive impulsion à la mé-

(1) TENON s'était fait aussi connaître par les opinions qu'il avait émises sur la définition du mot hôpital et du mot hospice, sur l'insuffisance des hôpitaux spécialisés et le peu de ressources qu'offrirait Paris pour soigner les fous, les aveugles, les contagieux, les galeux et les varioleux. Il publia, à la veille de la Révolution, un « *Mémoire sur les hôpitaux de Paris, par M. TENON, professeur royal de pathologie au collège de chirurgie, des Académies royales des Sciences, de Chirurgie et de la Société royale d'Agriculture, etc., imprimé aux frais du Roi.* Paris, imp. Pierre, 1788, in-4°, 472 p. ». L'ouvrage de TENON fut vendu au profit des hôpitaux de Paris.

decine légale. Près d'eux, Bourru, doyen de la Faculté de médecine, qu'il représente ⁽¹⁾ le *Bourru bienfaisant*, fait petite figure. Il sait d'avance que les privilèges de sa compagnie vont subir un assaut très rude, et les visages qu'il aperçoit ne sont pas faits pour calmer ses appréhensions. Il redoute surtout Vicq d'Azyr qui est là comme représentant de la Société Royale de Médecine, qui en incarne l'esprit et l'activité. Vicq d'Azyr qui est en quelque sorte la Société Royale elle-même. Et Bourru a raison de craindre le secrétaire perpétuel de la jeune rivale de la vieille Faculté, car il sera le plus agissant, sinon le plus brillant de tous ces hommes qui entreprennent la restauration de l'enseignement médical. J'ai déjà dit le conflit qui s'était élevé entre la Faculté et la Société Royale de Médecine, conflit auquel fut mêlé Vicq d'Azyr. La rencontre de cet homme avec le doyen de la Faculté autour de la table du Comité de Salubrité m'incite à retracer ses démêlés avec l'*alma mater*, ne serait-ce que pour faire prévoir le sens que vont prendre les débats. Au surplus, la postérité s'est montrée trop oublieuse pour Vicq d'Azyr, dont la mort prématurée, à quarante-six ans, interrompit une carrière féconde. Né à Valognes, en 1748, où son père Félix Vicq, docteur de Montpellier, exerçait la médecine, il fit ses humanités à Valognes et à Caen, puis vint à Paris, en 1765, pour y étudier la médecine. Tout en

(1) Le docteur J. NOIR a rendu à VICQ D'AZYR le juste tribut d'hommages qui convenait à ce grand médecin (Voir *Concours Médical*, 6 avril 1927). Les œuvres de VICQ D'AZYR furent publiées en 1865 par les soins de Moreau, de la Sarthe. Elles forment 6 volumes in-8° avec un atlas in-4°.

suivant les cours défectueux de la Faculté, Vicq d'Azyr devint l'élève et l'ami d'Antoine Petit, qui enseignait l'anatomie au jardin du roi. A vingt-quatre ans, en 1772, il passa sa licence et soutint une thèse qui, à l'époque, fit sensation dans le monde savant : *Mécanisme qui, dans la structure de la tête, tend à rompre et absorber la force des différentes espèces de choc et de percussion*. Le sujet tranchait sur ceux qui étaient soutenus par la plupart de ses contemporains et dont j'ai indiqué déjà la puérilité ordinaire.

En 1773, il inaugura un cours gratuit et complet d'anatomie qu'il ouvrit à la Faculté; mais celle-ci, jalouse de l'énorme succès de ce cours, lui ferma les portes de l'amphithéâtre. A. Petit, qui connaissait sa valeur, le prit alors comme suppléant au jardin du roi, lui permettant ainsi de poursuivre un enseignement particulièrement fécond. Malheureusement, la retraite du professeur, à Fontenay-aux-Roses, amena celle de l'élève, à qui Buffon, qui succéda à A. Petit, préféra Portal.

Vicq d'Azyr ouvrit alors un cours privé, et la popularité qu'il en retira fut telle que la Faculté dut baisser les armes et lui rouvrir ses portes. Il y professa en 1774 et 1775. Il y renouvela la science anatomique en s'aidant de l'anatomie comparée. Après un court séjour à Valognes, où une hémoptysie l'avait contraint d'aller se reposer, il revint à Paris où, à vingt-six ans, il fut élu membre de l'Académie des Sciences. L'année suivante (1776), au retour d'une mission brillante dans le Midi, il obtint de Turgot la nomination de la Commission

pour combattre les épidémies, que Necker devait transformer en Société Royale de Médecine, dont il fut, de suite, nommé secrétaire perpétuel. En dépit des luttes déclenchées par la Faculté, la gloire de Vicq d'Azyr grandit : successeur de Buffon à l'Académie française, professeur d'anatomie comparée à l'Ecole vétérinaire d'Alfort, il devint, en 1779, médecin de la reine qui l'appelait « son philosophe ».

Philosophe, Vicq d'Azyr l'était assurément si l'on donne à ce mot l'acception où il était reçu au XVIII^e siècle. Au nom de la Société Royale de Médecine, Vicq d'Azyr va présenter, au Comité de Salubrité un « *Plan pour la constitution de la médecine en France* », qui sera pris pour canevas de travail par le Comité.

Avec Gallot pour secrétaire, et Vicq d'Azyr comme conseiller, la Société Royale de Médecine va prendre, dans le Comité de Salubrité de l'Assemblée Nationale, une place prépondérante.

CHAPITRE III

LES TRAVAUX DU COMITÉ DE SALUBRITÉ

I. Enquête près des Facultés et Collèges de Médecine et de Pharmacie. — II. Le Mémoire de Gallot. — III. Le Plan de la Société royale de Médecine présenté par Vicq d'Azyr. — IV. Les principes directeurs de la réforme de l'enseignement.

I

Après avoir procédé à la constitution de son Bureau, le Comité de Salubrité, sur l'invitation que lui en fit Gallot, son secrétaire, déterminâ sa méthode de travail. Il décida tout d'abord de se livrer à une vaste enquête auprès de toutes les Facultés et Collèges de Médecine, de Chirurgie et de Pharmacie. Cette enquête eut pour résultat l'envoi d'un nombre considérable de mémoires, brochures, rapports, dont la réception est mentionnée sur le registre des procès-verbaux du Comité. A l'heure

actuelle, ces documents sont perdus ⁽¹⁾. Dans quelle mesure ont-ils influé sur les travaux du Comité de Salubrité ? Il est impossible de le dire. Toutefois, nous croyons que celui-ci n'y puisa que de rares indications. Le titre de ces mémoires montre assez que la préoccupation principale des Universités, Facultés ou Collèges qui les ont rédigés tendait beaucoup plus à la conservation de leurs prérogatives et privilèges respectifs qu'à la réforme de l'enseignement médical. Peut-être faut-il regretter davantage la perte des envois adressés par des médecins isolés, plus indépendants, moins attachés que les Corps constitués aux errements anciens, partant, plus ouverts aux idées nouvelles. Quoiqu'il en soit, et malgré cette réserve, il est probable que leur lecture n'apporterait qu'une médiocre contribution à l'étude que nous nous proposons. Il suffit, en effet, de comparer le projet élaboré par le Comité de Salubrité avec celui qui lui fut remis par Vicq d'Azyr au nom de la Société Royale de Médecine, pour se rendre compte du retentissement considérable de celui-ci sur les travaux du Comité de Salubrité ⁽²⁾.

(1) Toutes les recherches que nous avons pu faire à ce sujet aux Archives Nationales, sont demeurées infructueuses. Le carton DXXXVI, qui devrait contenir les papiers du Comité de Salubrité, ne renferme que quelques pièces insignifiantes. Dans la série F. 15, on rencontre, dans les liasses cotées 226 à 228³, quelques documents se rapportant à cette enquête. Mais leur nombre est loin d'être en rapport avec celui qui est mentionné sur le Registre des Procès-Verbaux.

(2) Le plan de Vicq d'Azyr comporte une bibliographie des différents travaux adressés à la Société Royale de Médecine en vue de réformer l'enseignement et la pratique de la médecine. Il est probable que les mêmes ouvrages furent adressés au Comité de Salubrité.

Puis le Comité résolut de se diviser en quatre sections ou sous-commissions avec les attributions suivantes :

Première section :

Constitution médicale du Royaume qui comprend :

1° L'organisation des écoles de médecine, chirurgie, pharmacie, art des accouchements ;

2° Maintien, suppression ou réforme des diverses associations relatives à l'art de guérir.

Deuxième section.

Service et régime médical des hôpitaux civils, militaires et de la marine ; hospices d'enfants trouvés ; éducation physique des enfants ; secours à donner aux malades à domicile, dans les villes dans les maisons d'institution publique et dans les campagnes ; épidémies, épi-zooties.

Troisième section.

Règles de la médecine légale ; examen et révision de son état actuel ; réformes à y faire, etc.

Quatrième section.

Police de l'art de guérir et de tous les objets de salubrité publique, comme inhumations, cimetières, etc., remèdes nouveaux et secrets; charlatans, eaux minérales et autres objets non compris dans les sections précédentes.

II

Mais avant d'entrer dans le détail des problèmes particuliers, une discussion s'ouvrit sur les principes directeurs qui devaient guider les travaux du Comité. Cette discussion s'amorça par la lecture que fit Gallot de son mémoire intitulé : « Vues générales sur la restauration de l'art de guérir » (1).

L'intérêt du travail de Gallot est double. Tout d'abord la plupart de ses idées vont être adoptées; par ailleurs, on remarquera que ses vues avaient déjà été soumises à la Société Royale de Médecine. Aussi est-il nécessaire d'en donner à cette place les passages les plus

(1) GALLOT fit imprimer son mémoire qui parut sous ce titre : « Vues générales sur la restauration de l'art de guérir, lues à la séance publique de la Société de Médecine le 21 août 1790 et présentées au Comité de Salubrité de l'Assemblée Nationale le 6 octobre, suivies d'un Plan d'hospices ruraux pour le soulagement des campagnes, par Jean-Gabriel GALLOT, médecin de Montpellier, membre de plusieurs Académies, député de la ci-devant province de Poitou, Secrétaire du Comité de Salubrité de l'Assemblée Nationale (Paris, Grouillebois, 1790, in-8°, II, 24 p.).

significatifs. Après un préambule dont la forme un peu ampoulée se ressent du goût de l'époque, Gallot aborde ainsi son sujet :

Pour être Médecin, pour mériter ce titre, l'objet principal consiste à savoir traiter les maladies; mais l'étude de la pratique de la Médecine manque absolument en France; et il n'y a même en Europe que deux Ecoles cliniques, à Edimbourg et à Vienne. On ne peut concevoir que toutes les Facultés célèbres de France et des autres parties de l'Europe se soient bornées, depuis tant de siècles, à ne donner que des principes de théorie dans un Art où la pratique est tout. Car peut-on regarder comme leçons de pratique, les visites des Médecins d'hôpitaux qui, en parcourant dans une heure deux à trois cents lits de malades, sont suivis par une foule d'étudiants qui assistent à ces visites pour pouvoir dire qu'ils ont suivi les Hôpitaux ? C'est l'expression.

Je ne parlerai point ici de l'anarchie médicale, c'est-à-dire de cette confusion qui existe entre la Médecine, la Chirurgie et même la Pharmacie; je me bornerai à rappeler ce que tout le monde sait : que les cours de Médecine se font on ne peut plus mal dans toutes les facultés. Si on en retire encore quelque utilité, ce n'est point des cours publics, mais seulement des cours particuliers. C'est là ce qui a lieu à Paris et à Montpellier. Ces deux facultés sont les seules qui aient conservé de la célébrité, quoique quelques autres, telles que Nancy, Rheims, Caen, Angers, etc., soient encore restées en possession d'avoir des étudiants et d'accorder des grades.

Paris et Montpellier suffiraient à mon avis pour deux grandes écoles de l'Art de guérir ⁽¹⁾ ; parce que je pense

(1) Peut-être pourrait-on placer trois ou quatre écoles dans les principales villes du Royaume, à portée des départements : il fau-

comme dans ces deux métropoles. Je voudrais que chaque chef-lieu de département offrit les sources d'instruction publique ou l'Anatomie, la Botanique, la Chimie et toutes les connaissances principales d'Histoire naturelle, de Physique, de Géographie, de Mathématiques, de Dessin, d'Histoire, de Langues, etc., pussent s'acquérir. Mais, pour les cours de Médecine proprement dits, de pratique principalement, je désirerois qu'ils fussent fixés dans les grandes Ecoles ci-dessus, et je pense que 7 professeurs en 7 ans peuvent mettre depuis 18 ans jusqu'à 25 ans, un jeune homme en état de se charger de la vie et de la santé de ses concitoyens.

.....

Je n'entrerai point ici dans les détails de ces différentes parties d'enseignement; parce que je sais que plusieurs Médecins instruits et des Corps de Médecine s'occupent de ces objets ⁽¹⁾. Je me contente d'offrir des vues générales; laissant à d'autres, ou me réservant pour un autre temps, les dispositions particulières : je dois cependant faire quelques observations.

Un point essentiel dans les établissements que l'on formera en ce genre, comme dans tout autre, sera de les rendre utiles aux pauvres et aux riches; c'est-à-dire, de destiner des pensions gratuites pour les gens peu aisés. Sans cela on ne fera rien d'avantageux. Il faut que l'instruction soit la même pour les citoyens de toutes les for-

draît choisir entre Nancy, Douay, Strasbourg, Dijon, Bordeaux, Poitiers, Angers, Nantes, Bourges; Rheims et Caen, me paraissent trop près de Paris pour conserver leur enseignement médical. Je crois cependant que l'Hôpital de chaque chef-lieu de département devrait avoir un commencement d'instruction de l'art de guérir, instruction qui serait préparatoire pour passer de là aux grandes écoles. (Note de GALLOT.)

(1) GALLOT annonce ainsi le grand travail de la Société Royale.

tunes. Le contraire a été le principal vice de notre éducation; les écoles gratuites, ou du moins les places franches dans les collèges, dans les pensionnats, dans les séminaires, n'étoient presque jamais données aux enfants des citoyens obscurs et peu fortunés; ceux des ci-devant privilégiés, des gens en faveur, obtenoient ces places réservées presque toujours à ceux qui se destinoient à l'Etat militaire ou ecclésiastique.

.....

Pour procurer à l'art de guérir les moyens de perfection et concourir à ses progrès, il faut nécessairement avoir un centre de correspondance médicale, une véritable Académie de Médecine. Ce Corps existe dans la compagnie formée, il y a 14 ans, sous Messieurs Turgot et Malesherbes. Sans doute que cet établissement peut, comme tous les autres institués sous l'ancien régime, souffrir des réformes; mais le but de son institution est avantageux. Ce qu'a fait la Société de Médecine prouve ce qu'elle pourra faire dans le nouvel ordre de choses.

La division du Royaume en Départements, Districts et Cantons, présente des points de correspondance facile, soit pour se procurer des renseignements sur la topographie médicale de la France, soit pour faire parvenir des avis salutaires dans les maladies populaires et épidémiques. La connoissance de ces divers objets doit toujours être attribuée à la Société de Médecine pour la partie instructive et médicale seulement; car les établissements à former en ce genre doivent regarder uniquement les Districts et les Départements.

La création d'Hospices ruraux et de Médecins ruraux présenteroit des moyens de soulagement public pour les pauvres des campagnes, et fourniroit à la Médecine des sources d'instruction. On s'est jusqu'ici trop peu inquiété des campagnes; tout a été réservé pour les villes et même pour les grandes villes. On commence enfin à s'apercevoir

que les premières doivent être comptées pour quelque chose dans l'ordre politique et social; et le régime qui vient d'être adopté met partout l'égalité la plus généralement utile.

.....
S'il est essentiel d'employer tous les moyens possibles pour que les hommes préposés à veiller sur la santé des citoyens puissent acquérir toutes les connoissances nécessaires à l'exercice de l'art le plus difficile (et j'ose dire le plus utile), il seroit indispensable aussi, et de toute justice, d'offrir à ceux qui s'y dévouent des encouragements civiques, puisque, à l'avenir, ce seront les seules récompenses dignes d'un citoyen Français... Les honneurs de vanité, les grâces pécuniaires étoient faites pour le règne ministériel; sous celui des lois et de la liberté, le choix de ses compatriotes, leur approbation, leur reconnaissance, seront le prix des travaux et des services rendus.

D'après ces principes, je pense que les Médecins dévoués au service public, dans les Cantons, les Districts et les Départements, devront être salariés et nommés par leurs concitoyens; car il faut que les actes probatoires des talents soient sanctionnés par les suffrages et l'estime de ceux auxquels on les consacre; et, si on exige ces conditions pour les Officiers du Culte, de l'Administration et de l'Ordre judiciaire, on doit, à plus forte raison, l'exiger pour les Officiers de Santé; car on ne peut disconvenir de quelle importance il est pour un Médecin de connoître et d'être connu de ceux auxquels il donne ses soins.

.....
Suppression d'un grand nombre de Facultés, gratuité de l'enseignement, création d'un Corps de médecins fonctionnaires, telles sont les idées directrices du travail

de Gallot. Nous allons les voir apparaître dans le projet de décret qui sanctionnera les travaux du Comité de Salubrité.

III

Mais le mémoire de Gallot n'était qu'un prélude. Son auteur, à ce moment, ne faisait que tâter le terrain, orienter les esprits. Bientôt, en effet, les portes du Comité vont s'ouvrir toutes grandes devant Vicq d'Azyr qui va déposer sur le bureau le Plan de la Société Royale de Médecine. Ce gros ouvrage de près de 400 pages in-folio ⁽¹⁾, ouvrira, en quelque sorte le second acte du scénario dont on voit clairement que le jeu avait été réglé par avance. Soumis aux commissaires le 11 novembre 1790, il rallia immédiatement la majorité de leurs suffrages. Le Comité de Salubrité décida aussitôt « de le prendre pour canevas de son travail » en priant l'auteur de « porter les remerciements du Comité à sa Compagnie, en l'assurant qu'il serait fait usage de ses recherches dans le plan qui sera présenté à l'Assemblée Nationale » ⁽²⁾.

Cette déclaration nous dispensera de faire un parallèle entre le projet de décret qui devait clôturer les travaux du Comité et le plan de la Société Royale. Il nous

(1) Nouveau plan de constitution pour la Médecine en France. Archives Nationales, F. 17 A. 1310. Manuscrit in-folio XIV-389 pages. Le travail de Vicq d'Azyr fut imprimé à la demande du Comité de Salubrité. Nous n'avons utilisé que le manuscrit des Archives Nationales.

(2) Procès-verbaux du Comité, n° 16 (17 novembre 1790).

suffira, pour les sujets les plus importants et les plus symptomatiques, de rapprocher les deux textes pour montrer combien fut agissante l'action de la rivale de la Faculté.

IV

Avant tout, il convenait de débayer le terrain, et surtout de poser quelques grands principes. Ce n'était pas sans besoin; la plus grande confusion régnait, en effet, dans les diverses branches de l'art de guérir. Les prérogatives des Médecins, Chirurgiens et Apothicaires, étaient fort mal fixées. En outre, beaucoup exerçaient sans diplômes. Un peu d'ordre s'imposait.

Et tout d'abord il fut décidé de mettre un terme à la vieille querelle des Médecins et des Chirurgiens. Sur ce point le siège du Comité était fait à l'avance et la discussion fut brève. Au surplus, on peut dire que l'unité de la Médecine était un besoin du moment. Les cahiers de doléances la réclamaient comme tous les esprits éclairés de l'époque, Mirabeau, dans son discours sur l'Education Nationale ⁽¹⁾ s'exprime ainsi : « Je crois utile de faire graduer par le même Collège les médecins et les chirurgiens » (il y ajoute même les Pharmaciens, les Vétérinaires et les sages-femmes). « Toutes les parties de l'art de guérir, s'éclairent réciproquement; il est temps de les rejoindre et d'en bannir toutes ces idées de prééminence, de subordination source intar-

(1) Ce discours, retrouvé dans les papiers du grand Tribun, a été publié après sa mort. Voir Archives Parlementaires, t. 30.

« rissable de débats entre ceux qui les cultivent. » Talleyrand s'exprimera de même dans le rapport qu'il présentera au nom du Comité de Constitution : « Jus-
« qu'à ce jour, on a divisé cet art en trois : la Méde-
« cine, la Chirurgie, la Pharmacie; et il en est résulté
« un désaccord funeste et à l'art et aux hommes. Il est
« clair que ce sont les parties d'un même tout : elles
« doivent donc être réunies dans les mêmes écoles. » Vicq d'Azyr disait de même : « Il n'est pas seulement
« dans la régénération actuelle de l'Etat un article de
« convenance, mais encore de justice et de la plus élé-
« mentaire nécessité, que tout chirurgien soit méde-
« cin » et il ajoutait, se souvenant des querelles qui
avaient agité si fort le Monde médical quelques années
auparavant : « Pourquoi deux sortes d'Académies ?
« Qu'une séance solennelle nous rassemble » (1).

Il semble toutefois que le Comité se soit montré un instant hésitant devant l'ampleur de la réforme à entreprendre. L'esprit généralisateur des hommes du XVIII^e siècle les incitait souvent à embrasser un trop vaste domaine. C'est ainsi que la question fut posée de savoir « si toutes les parties de l'art de guérir seront exercées par le même individu ou par plusieurs » (2). Ainsi

(1) Nouveau Plan de Constitution pour la Médecine en France, 1^{re} partie. Sur les tentatives de rapprochement entre les Sociétés savantes, voir DELAUNAY. Le Monde Médical parisien au XVIII^e siècle, *op. cit.* — Vicq d'Azyr fait aussi allusion aux pourparlers engagés entre la Faculté et la Société Royale de Médecine. A ce sujet, consulter DELAUNAY et les Procès-Verbaux de la Société Royale de Médecine. Séances du 4 janvier 1780 et du 26 novembre 1782. Archives de l'Académie de Médecine.

(2) Procès-Verbaux du Comité, n° 4, 11 octobre 1790.

posée, la question englobait non seulement les médecins et les chirurgiens, mais encore les pharmaciens. Débattue pendant plusieurs séances, sans qu'une solution intervint, elle fut cependant résolue dans le sens de la négative. On décida, en effet « qu'on ne pourrait ensemble prescrire et vendre des remèdes » ⁽¹⁾. Mais il fut, en revanche, décrété que « les médecins et les chirurgiens recevraient la même éducation et subiraient les mêmes épreuves » ⁽²⁾. De même, on se mit d'accord sur la nécessité de ne pas créer des écoles distinctes pour l'enseignement de la médecine et de la pharmacie : « les mêmes écoles devraient offrir toutes les ressources d'instruction pour les différentes branches de l'art de guérir, soit que le même individu voulût en réunir les connaissances ou seulement en prendre de particulières selon son goût ou ses talents » ⁽³⁾.

Ainsi la volonté d'unifier l'enseignement des sciences médicales marqua le début des travaux du Comité; on le vit, au reste, à l'occasion d'une discussion provoquée par l'envoi d'un mémoire par Al. Leroi, docteur régent de la Faculté de Médecine de Paris sous le titre « Motifs et plan de l'Etablissement, dans l'Hôpital de la Salpêtrière d'un séminaire de médecine pour l'enseignement des maladies des femmes, des accouchements et de la conservation des enfants ».

C'était la création d'une école particulière spécialisée et, au surplus, d'un caractère singulier puisqu'elle por-

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 8, 21 octobre 1790.

(2) Procès-Verbaux du Comité, n° 10, 26 octobre 1790.

(3) Procès-Verbaux du Comité, n° 13, 4 novembre 1790.

tait le nom de séminaire. La lecture du mémoire achevée quelques membres du Comité proposèrent la nomination de Commissaires afin que ceux-ci l'examinassent et en fissent rapport au Comité. Cet avis fut incontinent rejeté et le Secrétaire fut chargé d'informer M. Leroi que « ses vues particulières étaient incompatibles avec les bases de l'enseignement et de la pratique de l'art de guérir déjà arrêtées par le Comité » ⁽¹⁾.

Quel nom allait-on donner à ceux qui auraient le droit d'exercer la médecine ? Dehorne, médecin consultant des camps et armées, qui siégeait au Comité à titre de Membre invité, proposa de maintenir l'ancienne dénomination de Docteur : Docteur en médecine, docteur en chirurgie, docteur en pharmacie, comme cela existait, disait-il dans les pays étrangers. Le Comité ne fut point de cet avis. Le doctorat lui rappelait trop l'ancienne Faculté et ses réceptions solennelles. La Révolution se devait de tout simplifier ; aussi fut-il décidé que les hommes de l'art seraient compris désormais sous le nom générique de « médecins » qu'ils exerçassent la médecine ou la chirurgie ou les deux branches concurremment et que le terme de « pharmacien » désignerait dorénavant ceux qui seraient autorisés légalement à vendre des remèdes ⁽²⁾.

A quelles conditions permettra-t-on l'exercice de la médecine ? A cette question, on vit combien l'enseignement des Facultés rencontrait de défaveur. Nous avons décrit dans un précédent chapitre le cycle long

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 28, 11 décembre 1790.

(2) Procès-Verbaux du Comité, n° 9, 23 octobre 1790.

et pénible que devait suivre l'étudiant pour obtenir ses grades : le baccalauréat d'abord, puis la licence, enfin le Doctorat. Tel était le dégoût inspiré par ce passé que sur ce point aucune hésitation ne se manifesta. Foin de tous ces examens successifs, de ces dissertations à perdre haleine, de ces séances pompeuses. Désormais, l'étudiant sera libre, absolument libre, de conduire ses études à sa guise. Seul, il en déterminera le lieu, l'époque, l'ordre, la durée et le mode. Ce qu'on exigera de lui, dorénavant, ce sera, comme le dira plus tard Talleyrand, non des certificats, mais des preuves ; on jugera le savoir et non le temps mis à l'acquérir. Donc la liberté. Pour être autorisé à exercer, le médecin ou le pharmacien, ne sera astreint, en fin d'études, qu'à subir un examen probatoire où le diplôme lui sera accordé ou refusé selon le jugement des examinateurs. Une seule condition restrictive était mise à ce régime très libéral : la nécessité d'avoir 25 ans pour pouvoir exercer.

Comme corollaire, il était interdit à toute personne, non diplômée de prendre le titre de médecin ou de pharmacien, d'en faire usage et d'exercer *habituellement* l'une ou l'autre de ces branches de l'art de guérir sous peine de 500 livres d'amende ⁽¹⁾.

L'examen des principes généraux qui devaient présider à la réforme de la médecine amena bientôt le Comité de Salubrité à discuter le point de savoir en quelle

(1) Cette disposition n'était pas nouvelle. Elle figurait déjà dans l'Edit de 1707 portant règlement pour l'étude et l'exercice de la Médecine. Le Comité avait estimé que la responsabilité de l'exercice illégal devait se borner aux individus qui exercent *habituellement* sans en avoir la qualité. Procès-Verbaux, n° 5, 14 octobre 1790.

langue se feraient les études médicales. Le latin était, sous l'ancien régime, non seulement en faveur, mais encore de rigueur. « *Primum purgare, deinde sanguinare* » disait Molière en se gaussant des médecins. La majorité du Comité avait beau être acquise aux idées nouvelles et détachés de l'ancien ordre de choses, la suppression du latin n'alla pas sans protestations. Certains membres eussent voulu que l'enseignement fut mixte, mi en latin, mi en français; ils espéraient peut-être, par cette demi-mesure sauver encore ce qui pourrait l'être dans les antiques coutumes de la Faculté; on ne les écouta point. La majorité décida tout net que l'enseignement se ferait en français ⁽¹⁾.

Les traditionnalistes ne se tinrent pas pour battus. Quelques semaines plus tard, ils revinrent à la charge; l'un insinua que peut-être il serait possible de laisser aux étudiants le choix d'employer la langue latine dans les examens; un autre suggéra qu'on pourrait aussi « pour ne pas trop négliger l'usage du latin, faire prononcer en cette langue le discours d'ouverture du cours d'épreuves par un professeur et celui de clôture par l'élève le plus méritant »; enfin, un troisième demanda qu'au début de chaque examen, il fut présenté un livre latin à chaque candidat qui le devrait expliquer, sans que le refus de le faire fût un motif d'exclusion.

Le Comité, après en avoir beaucoup discuté, décida que pour subir les examens le choix de la langue serait laissée au candidat et que le discours d'ouverture du

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 25, 7 décembre 1790.

cours d'épreuves serait fait en latin par un professeur. Pour tout le reste le français seul fut admis ⁽¹⁾.

Nous avons dit combien les études étaient onéreuses et quels abus scandaleux elles favorisaient. Le Comité de Salubrité ne pouvait manquer d'y porter la hache; à son accoutumée, il le fit avec une vigueur qui parut bientôt excessive. Il décréta tout d'abord que l'enseignement serait gratuit ⁽²⁾. Mais, lorsqu'il prit contact avec le Comité de Constitution pour lui soumettre les principes généraux qui devaient servir d'assise à ses travaux, parmi lesquels la gratuité totale de l'enseignement figurait en bonne place, il se heurta à l'opposition de Talleyrand qui représenta que le Comité qu'il présidait n'avait pas admis le principe de la gratuité totale de l'instruction et qu'il ne dérogerait certainement pas à ce principe en faveur des études médicales. Le Comité de Constitution estimait que l'enseignement devait être mixte, c'est-à-dire être dispensé en partie aux frais de l'Etat et en partie aux frais des bénéficiaires ⁽³⁾.

Le Comité de Salubrité dut s'incliner devant une volonté plus puissante que la sienne; en conséquence, il décida que les professeurs, outre le traitement qui leur serait alloué par la Nation, recevraient, de chaque élève qui désirerait suivre ses cours, une somme qui ne serait pas supérieure à 24 livres par année. En revanche, il maintint la gratuité des examens ⁽⁴⁾.

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 36, 11 janvier 1791.

(2) Procès-verbaux du Comité, n° 27, 7 décembre 1790.

(3) Procès-Verbaux du Comité, n° 38, 15 janvier 1791.

(4) Des dispositions analogues se trouvent dans le Plan de Vicq d'Azyr aux articles VII et VIII.

Le progrès réalisé était néanmoins immense. Les études médicales allaient cesser d'être l'apanage de la riche bourgeoisie. Au surplus, nous verrons bientôt apparaître des dispositions plus libérales encore, permettant, à l'aide de bourses, de défrayer en totalité ou en partie les élèves dont les ressources seraient insuffisantes.

CHAPITRE IV

TRAVAUX DU COMITE DE SALUBRITE (Suite.)

- I. Réduction du nombre des Facultés.** Les quatre grandes Ecoles : Paris, Montpellier, Bordeaux, Strasbourg. — **II.** Les Ecoles secondaires, leur but. — **III.** L'Enseignement Médical. Professeurs, élèves, scolarité, examens, diplôme. — **IV.** Les médecins spécialisés. La Médecine légale. — **V.** L'Enseignement et l'exercice de la Pharmacie. Police de la Pharmacie. — **VI.** L'Enseignement et l'exercice de la profession de sage-femme.

Ces principes une fois établis, le Comité de Salubrité allait pouvoir entrer dans le détail des différents problèmes qu'il s'était proposé de résoudre. Les analyser un à un, les énumérer même, conduirait à une étude fort longue et que nous croyons sans intérêt. Les résolutions prises par le Comité sont condensées en un projet de décret que nous publions en annexe à la fin de ce

travail. La plupart des articles qui le composent se suffisent à eux-mêmes et il nous semble oiseux de nous attarder à les commenter tous. Nous essayerons bien plutôt de dégager l'esprit de la réforme, d'en montrer le sens général, nous réservant toutefois de retenir les articles les plus typiques, soit qu'ils marquent la rupture avec la tradition, soit que leur singularité ou leur hardiesse méritent des explications.

Sans désespérer, on aborda l'épineuse question du nombre et de la répartition des futures écoles de Médecine. Un fait était hors de conteste : la multiplicité des Universités ; d'autant que leur esprit rétrograde, avait beaucoup influé sur la qualité des études. Certaines Facultés étaient désertes ; beaucoup n'avaient qu'un nombre insuffisant de professeurs ; quelques-unes même, délivraient des diplômes sans faire subir d'examens aux candidats. Au bref, une diversité voisine de l'anarchie et pour résultat, un enseignement au-dessous du médiocre.

Il fut donc décidé de réduire, dans de notables proportions, le nombre des Facultés ou Collèges de Médecine. Certains, comme Gallot, pensaient que deux écoles suffiraient amplement pour toute la France, à la condition que des écoles secondaires puissent être organisées au chef-lieu de chaque département. Nous reviendrons bientôt sur cette proposition. La Société Royale penchait pour 5 Collèges, auxquels elle souhaitait voir attribuer une circonscription. Le Comité choisit un moyen terme et décida qu'il y aurait « 4 grands Collèges de Médecine ou écoles publiques et nationales

dont les professeurs seraient salariés par la Nation » ⁽¹⁾. Elles seules étaient autorisées à délivrer des diplômes.

Où seraient-elles placées ? Les Universités de Paris et de Montpellier avaient une réputation trop solidement établie et une clientèle trop nombreuse pour que leur suppression fût mise en question. Elles furent donc maintenues sans discussion. Il n'en fut pas de même pour le choix des deux autres villes. Vicq d'Azyr proposait Strasbourg ou Nancy, Besançon ou Dijon, Bordeaux ou Nantes ; on prononça aussi les noms de La Rochelle, Poitiers, Rennes, Reims ; d'autres encore. Si le choix du Comité se fixa assez rapidement sur Bordeaux, en raison de son port, en revanche, il hésita plus longtemps sur l'emplacement du dernier Collège. Aux considérations d'ordre pédagogique, s'ajoutèrent bientôt des soucis que nous pourrions appeler électoraux. Pour s'éclairer et peut-être pour apaiser les réclamations des députés des provinces de l'Est, le Comité manda les représentants de Strasbourg, de Nancy et de Franche-Comté pour recueillir leurs avis. Enfin, après une discussion qui occupa plusieurs séances et qui rebondit à diverses reprises, le choix de Strasbourg fut définitivement arrêté ⁽²⁾.

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 12 (2 novembre 1790) ; n° 55 (5 mars 1791). — Projet de décret. Titre I. Art. 1.

(2) Procès-Verbaux du Comité n° 55 (5 mars 1791), n° 110 (9 août 1791), n° 114 (16 août 1791). Le Secrétaire du Comité, Gallot, objectait que Strasbourg, doté d'un hôpital militaire fort important, deviendrait, en tout état de cause, un centre d'enseignement. En conséquence, il était préférable, à ses yeux, de désigner Nancy ou Besançon.

II

Si les 4 grands Collèges : Paris, Montpellier, Bordeaux et Strasbourg étaient seuls investis du pouvoir de délivrer les diplômes, ils n'avaient pas cependant le monopole de l'enseignement médical. Leurs ressources eussent été insuffisantes pour instruire la totalité des étudiants. La Société Royale de Médecine, par l'organe de Vicq d'Azyr et par celui de Gallot, préconisait l'ouverture d'écoles secondaires dans tous les chefs-lieux de département ⁽¹⁾. Cette disposition doit nous arrêter un instant. Dans l'esprit de ses promoteurs, elle était justifiée par deux considérations : l'une visait à la démocratisation de la médecine. Gallot, dans ses « vues générales sur la restauration de l'art de guérir » y avait insisté d'une manière pressante. Nous n'y reviendrons pas. L'autre avait pour but de multiplier les médecins et, en outre, de les retenir dans les campagnes. Celles-ci, en effet, possédaient beaucoup plus de charlatans, même diplômés, que de véritables médecins. Le but qu'il convenait d'atteindre était précisément de doter les populations rurales de bons praticiens. Or, s'il était nécessaire de soumettre ceux-ci à la sanction des grands Collèges, il importait de ne pas concentrer les étudiants dans quelques grandes villes, dans la crainte de les dégoûter des milieux ruraux. On voulait, au surplus, que leur éducation et leur instruction fussent faites, ou tout au moins commencées dans le milieu même où l'on sou-

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 57 (12 mars 1791).

haitait les voir exercer. Ces écoles départementales, dans l'esprit de la Société Royale de Médecine devaient être essentiellement pratiques. Elles pouvaient ne posséder qu'un ou deux professeurs dont l'enseignement devait être surtout clinique ⁽¹⁾. Il était prévu, par ailleurs, des bourses pour les jeunes gens pauvres, et une manière d'internat permettant d'utiliser les élèves comme aides dans les hôpitaux. Après un séjour variable dans de telles écoles, les étudiants seraient allés compléter leur culture dans l'un quelconque des grands collèges et s'y faire recevoir médecins ⁽²⁾.

Mais si le but que poursuivait la Société Royale était louable, on conviendra que les moyens qu'elle proposait pour y atteindre manquaient de logique. En fait, l'enseignement de ces écoles secondaires aurait été très certainement médiocre. (Nous avons vu qu'il était tel dans bon nombre d'anciennes Facultés pour les mêmes raisons.) On aurait abouti, comme le fit remarquer très judicieusement Talleyrand lorsqu'il prit connaissance de ce projet ⁽³⁾, à une grande et une petite médecine, à l'encontre précisément du désir si souvent exprimé par la Société Royale elle-même. En vain, Vicq d'Azyr proposait de limiter les examens des étudiants ayant fréquenté ces écoles secondaires « aux connaissances vraiment utiles à l'exercice de l'art ». Encore eût-il été opportun de les définir ! La vérité est que Vicq d'Azyr et Gallot, en dépit de leurs bonnes intentions, se rendaient

(1) Nouveau Plan de Constitution pour la Médecine, art. XLIV.

(2) Cf. GALLOT. Observations sur la restauration de l'art de guérir et le Plan de Vicq d'Azyr.

(3) Voir *infra*, chapitre VI, page 97.

un compte inexact des difficultés qu'ils se proposaient de résoudre. Au reste, ils ne furent suivis ni par le Comité de Salubrité, ni, surtout, par celui de Constitution. L'idée, qu'à ce moment ils émirent, sans succès, sera reprise quelques années plus tard pour des motifs analogues, mais sous une forme quelque peu différente. Elle contient, en germe, la distinction qui sera faite entre les docteurs en médecine et les officiers de santé.

Donc, sur ce point, la Société Royale de Médecine n'obtint pas gain de cause. Cependant, le Comité de Salubrité ne rejeta pas entièrement sa proposition. Il décida « qu'il y aurait, autant que possible, une école secondaire dans chaque département et dans tous les lieux du royaume où il y aura des hôpitaux de 100 lits suffisants pour l'instruction ». L'enseignement devait y être donné « par les gens de l'art de l'Hôpital qui seront tenus d'enseigner la clinique, l'anatomie, les opérations de chirurgie, les accouchements, la botanique et la pharmacie » (1). C'était, en fait, restreindre le nombre des écoles secondaires dans une notable proportion, car il est évident que les conditions mises par le Comité à l'ouverture de ces écoles, en rendaient la création difficile. Au surplus, le terme « autant que possible » laissait à l'Administration une porte de sortie bien commode.

III

Les quatre grandes Ecoles étaient nationales. A ce

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 57 (12 mars 1791).

titre, le Comité de Salubrité avait à s'occuper de la répartition des diverses chaires, du mode de désignation des professeurs, enfin de leur traitement. Nous allons examiner succinctement ces différents points.

Sur le nombre et la répartition des chaires, nous serons bref ; il nous suffira de renvoyer au projet de décret présenté par le Comité ⁽¹⁾. Nous nous bornerons à souligner l'importance donnée aux chaires de « Médecine pratique » autrement dit de clinique, qui devaient être dotées de cinq professeurs : 2 pour les maladies internes, 2 pour les maladies externes, et 1 pour la clinique gynécologique et les accouchements. C'est que le Comité de Salubrité, fidèle à sa doctrine, ou plutôt à celle instaurée par la Société Royale, entendait donner la première place à l'enseignement au lit du malade. Et c'est là, sans aucun doute, la marque capitale du plan du Comité de Salubrité, non pas tant parce qu'il faisait œuvre de novateur — la Société Royale en avait le mérite — mais par la consécration officielle, légale, que les hommes de la Constituante entendaient donner à la clinique. Du reste, pour bien affirmer la primauté de cet enseignement, il avait été décidé que les écoles — grandes ou petites — seraient désormais annexées aux hôpitaux ⁽²⁾. A noter aussi la place occupée par l'anatomie et la dissection. On retrouve là encore, la touche de Vicq d'Azyr, dont la réputation et la gloire étaient faites du succès rencontré par ses cours d'anatomie.

(1) Voir Annexe, p. 113.

(2) Procès-Verbaux du Comité, n° 24 (4 décembre 1790).

Le recrutement des professeurs devait se faire uniquement par voie de concours ; la règle était absolue et ne souffrait aucune exception. Les seules conditions exigées pour concourir était d'être en possession du diplôme officiel, de présenter un certificat de bonne vie et mœurs et, mais pour les candidats aux chaires de clinique seulement, de justifier de dix années d'exercice ⁽¹⁾. Les épreuves, en langue française, comprenaient trois actes probatoires, qui, par certains côtés, rappelaient assez les « actes de régence » en usage à la Faculté de Médecine de Paris. Plus curieuse était la composition du Jury. Il comprenait 11 membres, dont 5 professeurs du Collège. Les six autres juges étaient élus par l'Assemblée des praticiens de la ville ; tout médecin présent dans la localité au moment du concours, pouvait être non seulement électeur, mais éligible. La Société Royale de Médecine, qui avait suggéré cette disposition, aurait même voulu que les étudiants puissent faire partie du Jury. Le Comité s'y refusa.

Nommés pour une période de vingt ans, lorsqu'ils étaient titulaires des chaires de cliniques, de douze années pour les autres, les professeurs pouvaient être prorogés dans leurs fonctions sans avoir à subir un nouveau concours. Mais cette prorogation était toujours décidée par le Jury dont nous venons de donner la composition. Leur traitement — plus élevé à Paris qu'en

(1) Les étrangers étaient admis à faire acte de candidature au même titre que les nationaux. Le Comité de Salubrité émit même le vœu que les étrangers nommés professeurs au concours, obtinssent de ce fait la nationalité française. Procès-Verbaux du Comité, n° 48 (8 février 1791).

province — devait être égal à celui des Juges des villes dans lesquelles le Collège était établi; leur retraite, fixée à la moitié du traitement après vingt ans d'exercice, en atteignait la totalité après trente ans de services. A ces émoluments s'ajoutaient les versements effectués par les étudiants (24 livres par an et par élève au maximum). Il était interdit aux professeurs d'ouvrir des cours particuliers.

Il n'y aura, dans les études médicales, qu'une sanction : « L'Examen où l'on ne doit juger que le savoir. » Ainsi s'exprimait Vicq d'Azyr ⁽¹⁾. Le Comité de Salubrité fit sien cet aphorisme, le poussant même jusqu'aux extrêmes limites de ses conséquences. Et tout d'abord il fut spécifié que pour aborder les études médicales, on n'exigerait des étudiants aucun certificat d'études antérieures. Les portes des Collèges de Médecine devaient être grandes ouvertes. Pour éviter l'encombrement, certains commissaires perspicaces essayèrent de faire admettre qu'à la fin de la première année, il y eût au moins un examen probatoire, afin de s'assurer que les élèves possédaient les connaissances rudimentaires les rendant aptes à profiter de l'enseignement qu'ils sollicitaient. Le malheur voulut que cette proposition fit allusion à la fois aux connaissances « physiques et littéraires ». Ce fut un tollé quasi-général, la majorité s'opposa « aux littéraires surtout » ⁽²⁾. En réalité, cette question des connaissances préliminaires ne fut jamais tranchée et, en définitive, il apparaît qu'aucun certificat ne devait être exigé pour suivre les cours.

(1) Nouveau plan de Constitution, art. XXIX.

(2) Procès-Verbaux du Comité, n° 31 (21 décembre 1790).

Quand on examine le programme des études, tel que le Comité de Salubrité l'arrêta, on voit que la durée de l'enseignement s'étendait normalement sur six années. Mais ce n'est qu'une apparence. En fait, les étudiants étaient libres de suivre l'ordre qui leur plaisait; en d'autres termes, leur scolarité n'était soumise à aucune règle fixe. Ils pouvaient ou non fréquenter les cours, suivre les cliniques, assister aux travaux pratiques; aucun compte ne pouvait leur en être demandé. Une seule chose importait : l'examen probatoire « où l'on ne devait juger que le savoir ».

Pour être admis médecin, il fallait avoir subi 5 examens : 2 de théorie, 2 de pratique, et 1 examen général récapitulatif qui entraînait la délivrance du diplôme. Les candidats étaient autorisés à se présenter à un ou à plusieurs examens et même à tous, dans une seule ou dans plusieurs années; de même, ils pouvaient les subir dans un ou plusieurs collèges; la plus grande latitude leur était laissée sur ce point. La seule restriction apportée à ces dispositions éminemment libérales était la suivante : on ne pouvait aborder les épreuves pratiques qu'après avoir subi avec succès les épreuves de théorie. A cela près, la liberté était complète.

Les examens avaient lieu à la fin de l'année scolaire. « La session d'épreuves » revêtait un caractère solennel; elle débutait par un discours latin prononcé par un professeur. En fin de session, le plus brillant des candidats reçu médecin, répondait par un discours en français.

Les quatre premiers examens (théorie et pratique)

étaient subis devant un Jury composé de cinq membres, dont deux professeurs et 3 praticiens. Ces derniers nommés au scrutin de liste par tous les médecins présents dans la ville au moment du scrutin. Dispositif, en somme, calqué sur celui du Jury du concours pour la nomination des professeurs. Les questions posées aux candidats devaient être tirées au sort; les réponses devaient se faire soit par écrit, soit de vive voix, selon les matières sur lesquelles les élèves étaient interrogés. Les examens de pratique comportaient l'examen clinique d'un malade et la rédaction d'une consultation écrite suivie d'un exposé thérapeutique.

Le dernier examen général se passait devant tous les professeurs du Collège et tous les juges médecins élus durant l'année. Il n'était pas dépourvu d'une certaine pompe, car y assistaient, en invités, les représentants des Corps administratifs. Immédiatement après, les candidats reçus étaient déclarés « médecins », puis on leur remettait leur diplôme.

Pour exercer effectivement la profession, une dernière formalité restait à accomplir : l'enregistrement du diplôme par la municipalité du lieu où le Médecin entendait se fixer et la prestation du serment civique ⁽¹⁾.

Mais il n'était plus nécessaire de se faire agréer aux Collèges comme autrefois. De même, le diplôme per-

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 46 (3 février 1791). L'une de ces formalités est encore en vigueur de nos jours. Avant d'exercer, le médecin doit faire enregistrer son diplôme à la sous-préfecture de l'arrondissement de sa résidence, ainsi qu'au Greffe du Tribunal civil du ressort. On ne prête plus le serment civique. La Constituante qui l'exigeait des prêtres pensait que les médecins n'en pouvaient être dispensés.

mettait d'exercer sur toute l'étendue du territoire. Au reste, le Comité de Constitution spécifiera, dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée Nationale, que « tous Corps de médecine, de chirurgie et de pharmacie, connus sous les noms de Facultés, Collèges, communautés... sont supprimés » ⁽¹⁾.

Tels devaient être, désormais, l'enseignement de la Médecine et les conditions de son exercice. Ces dispositions étaient applicables à tous les médecins, sans aucune exception. Elles étaient nécessaires et suffisantes. Seuls, les individus reçus par l'un des 4 Collèges pouvaient se prévaloir de leur titre pour exercer leur profession, remplir des fonctions publiques, se livrer à l'enseignement officiel ou privé, servir la Nation dans les hôpitaux civils ou militaires. A l'unité de formation, correspondait l'unité du Diplôme.

IV

C'est précisément en vertu de ce principe que le Comité de Salubrité s'occupa de l'organisation des cadres destinés aux hôpitaux civils, militaires et marins. A la vérité, il s'en arrogea le droit, car les études auxquelles il se livra sur ces diverses questions, n'eurent qu'un caractère préparatoire. Il empiétait ainsi sur les attributions des autres Comités de la Constituante (Mendicité, Guerre, Marine). Aussi ses travaux leur furent-ils

(1) Rapport sur l'Instruction Publique fait au nom du Comité de Constitution par M. Talleyrand-Périgord, ancien évêque d'Autun. Archives Parlementaires, t. 30, pp. 457 et suiv.

transmis. Le projet de décret n'y fait aucune allusion.

En matière de spécialisation médicale, le Comité de Salubrité ne retint que ce qui avait trait à ce que nous appelons aujourd'hui les médecins légistes et qu'à l'époque on désignait sous le terme de Médecins « aux rapports ». Ces médecins étaient chargés, comme leur nom l'indique, des expertises médico-légales. Ils étaient choisis par le Tribunal sur une liste présentée par les médecins du ressort et comportant quatre noms. Le Tribunal choisissait sur cette liste les deux médecins qu'il désirait s'attacher comme experts ⁽¹⁾.

V

S'étant donné la mission de procéder à « la réforme de l'art de guérir », le Comité de Salubrité devait, après s'être occupé de la médecine, aborder la réorganisation des études pharmaceutiques et réglementer l'exercice de la profession de pharmacien ⁽²⁾. Il y inclinait d'autant plus volontiers qu'à la fin de l'ancien régime, le charlatanisme était devenu une véritable plaie sociale. La vente des médicaments donnait lieu à des abus sans nombre et, la crédulité du peuple était telle, que trop souvent, des désastres étaient enregistrés.

(1) Une procédure semblable présidait à la désignation du « pharmacien aux rapports ». On remarquera que toutes ces nominations étaient faites après élection. Il ne faut pas oublier que les Juges eux-mêmes étaient élus.

(2) Les projets soumis à l'examen du Comité furent nombreux. Le registre des Procès-Verbaux mentionne ceux de : M. Pèyrilhe, délégué du Collège de chirurgie; n° 78 (12 mai 1791); de M. de Machy, n° 88 (7 juin 1791); de M. Bayen, député du Collège de pharmacie, n° 89 (9 juin 1791); de M. Becqueret, aussi député du Collège de Pharmacie, n° 90 (11 juin 1791).

Nous n'aurons pas à nous étendre sur l'enseignement et les examens pharmaceutiques. En tous points, ils étaient comparables à ceux des médecins : mêmes écoles; même liberté accordée aux étudiants pour leur scolarité ⁽¹⁾; jurys d'examens composés suivant le même mode; épreuves différentes sans doute, mais participant du même esprit. Comme pour la médecine, une seule chose devait compter : l'examen.

Les dispositions concernant l'exercice et la police de la Pharmacie, en revanche, méritent de retenir l'attention.

Pour ouvrir une officine, le pharmacien devait : 1° être âgé de 25 ans; 2° avoir fait enregistrer son diplôme par la municipalité de sa résidence; 3° prêter le serment civique. La vente des remèdes secrets était formellement interdite; aucun remède ne pouvait être vendu, qu'il fut simple ou composé, s'il ne portait une étiquette indiquant : le nom du médicament, sa dose, le nom du pharmacien et la date de la préparation. En principe, la délivrance des médicaments ne devait être faite que sur ordonnance médicale, laquelle était obligatoirement rédigée en français avec les doses indiquées en toutes lettres, dûment datée et signée. Certaines drogues simples, et encore dans certaines conditions, pouvaient être délivrées sans ordonnance.

La vente des toxiques était minutieusement réglementée. Ceux-ci devaient être tenus en lieu sûr et fermant à clef; seul, le pharmacien pouvait les manipuler. La

(1) L'obligation d'un stage de 3 ans chez un pharmacien proposée à la séance du 9 juin 1791 fut repoussée à la demande des pharmaciens eux-mêmes.

délivrance n'en pouvait être faite qu'aux personnes connues et possédant un domicile fixe; encore était-il nécessaire que leur état ou leur profession justifîât l'acquisition qu'elles en voulaient faire. Les acheteurs étaient tenus d'inscrire sur un registre spécial, coté et paraphé par le Tribunal, sans aucun blanc ni rature, leurs nom, qualité et demeure; l'année, le mois, le jour de la vente; la quantité du toxique vendu, enfin l'usage auquel il était destiné. Si les personnes désireuses de se procurer de tels produits ne savaient pas écrire, elles devaient se faire accompagner par des personnes connues, lesquelles devaient signer au registre.

L'inspection périodique des pharmaciens devait être exercée par l'Agence de Secours et de Salubrité du département ⁽¹⁾. Celle-ci désignait des Commissaires, Médecins et Pharmaciens, dont la mission consistait à visiter, deux fois par an, les officines pharmaceutiques et à y vérifier la qualité des drogues. Dans le cas où certaines d'entre elles leur paraîtraient suspectes, ils étaient autorisés à les saisir et à les soumettre à l'analyse; reconnu possesseur de produits défectueux, le pharmacien était l'objet de sanctions plus ou moins sévères selon qu'il y avait ou non récidive de sa part. Ces sanctions allaient depuis la destruction des produits avariés ou impurs jusqu'à l'amende, l'emprisonnement et la fermeture de l'officine. Il en était de même, lorsque le praticien ne s'était pas conformé aux lois réglementant la conservation et la délivrance des produits toxiques.

(1) Voir *infra*, chapitre V.

Pour éviter sans doute les abus, il fut décidé d'établir un tarif commun pour toute la France, basé sur les prix pratiqués depuis les dix dernières années. Ce tarif s'étendait aux drogues simples comme aux composées; il devait être révisé tous les cinq ans; l'affichage du tarif dans les pharmacies était obligatoire.

Enfin, il fut décidé qu'on établirait une pharmacopée générale pour tout le royaume; autrement dit un Codex. On avait même pensé, un instant, à fonder à Paris, une grande Pharmacie Nationale, dans le but de mieux contrôler la pureté et le dosage des drogues officinales. Il est vrai qu'elle était destinée à approvisionner seulement les Hôpitaux tant civils que militaires.

L'ensemble de ces dispositions nous semble d'autant plus judicieux, que la plupart d'entre elles sont encore en vigueur de nos jours. Il ne faudrait pas les regarder cependant comme absolument nouvelles. Les mesures relatives à la Police de la Pharmacie, à l'Inspection des Officines, à la Législation sur les poisons et la délivrance des médicaments ne datent point de l'époque révolutionnaire. La Monarchie y avait pourvu par des Edits ou Déclarations antérieurs et, ce qui pourrait nous sembler nouveau n'est, en fait, que de la transcription de mesures déjà vieilles d'une cinquantaine d'années ⁽¹⁾.

(1) Un arrêt du Parlement de Paris, du 23 juillet 1748 « enjoignait aux apothicaires de suivre la formule dressée par la Faculté de Médecine et de ne délivrer de médicaments que sur ordonnances de qui de droit ». La déclaration du Roi du 25 août 1777 portait règlement pour les professions de la pharmacie et de l'épicerie à Paris. Cf. E.-H. PERREAU. Code de la Médecine et de la Pharmacie, librairie du Recueil Sirey, Paris, 1928.

VI

Il nous reste maintenant à dire un mot de la réglementation qui fut prévue pour les sages-femmes. Avant la Révolution, les accouchements étaient pratiqués, en théorie tout au moins, par les Médecins, les Chirurgiens et les Sages-femmes. En fait, les Médecins étaient très ignorants de l'obstétrique. La raison venait de ce qu'elle n'était pas enseignée ou qu'elle l'était mal. Astruc, qui ne craignait pas de publier un « Art d'accoucher réduit à ses principes » faisait au frontispice de cet ouvrage le stupéfiant aveu qu'il n'avait jamais pratiqué d'accouchements. Cela ne l'empêchait pas d'en discourir et d'examiner gravement quelle conduite avait pu tenir Adam lorsque Eve mit au monde son premier fils. Les chirurgiens, bien que moins ignorants, intervenaient surtout lorsque des complications rendaient les accouchements difficiles ou impossibles. Quant aux sages-femmes nul n'aurait pu dire si elles étaient ou non en possession d'un diplôme. Aussi voyait-on pulluler dans tout le royaume un nombre considérable de matrones dont les méfaits inquiétaient les « âmes sensibles » des philosophes.

Pour répondre aux légitimes préoccupations créées par cet état de choses, le Comité de Salubrité voulut mettre à la disposition des campagnes un corps de sages-femmes instruites. Dans ce but, il décida que, dans chaque département, une école de sages-femmes serait annexée à l'Hôpital du chef-lieu. Il va sans dire qu'un cours d'accouchements était spécialement réservé aux

sages-femmes dans les grandes écoles et les écoles secondaires. Le souci de multiplier ces auxiliaires médicales était tel qu'on alla même jusqu'à proposer la création de professeurs ambulants ⁽¹⁾. Mais les difficultés d'application de cette mesure la firent rejeter. Pour faciliter la fréquentation des cours, on arrêta que les élèves autres que celles domiciliées dans la ville même, seraient entretenues et défrayées aux dépens des fonds publics d'assistance.

Contrairement à ce qui avait été décidé pour les étudiants en médecine et en pharmacie, on exigea des sages-femmes un stage prémonitoire à leur entrée dans les écoles; elles devaient l'accomplir chez le médecin de leur canton qui était tenu de les instruire.

L'enseignement consistait, chaque année, en deux cours de 3 mois chacun; ils étaient faits par le professeur d'accouchements qui devait s'attacher avant tout aux démonstrations pratiques. Ces cours étaient sanctionnés par deux examens publics: l'un de théorie, l'autre de pratique, devant un Jury composé de professeur d'obstétrique, des médecins de l'Hôpital et de deux praticiens de la ville, choisis à tour de rôle. A la fin du second examen, le Jury, après en avoir délibéré au scrutin secret et à la majorité absolue, désignait parmi les élèves celles qui étaient jugées capables d'exercer l'art des accouchements; on leur délivrait alors un extrait du procès-verbal de la séance qui leur tenait lieu de diplôme. Avant de pouvoir exercer, la sage-femme devait faire enregistrer son acte de réception à la muni-

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 58 (15 mars 1791).

cipalité de sa résidence. Toutefois, on ne lui demandait pas de prêter le serment civique. Le Comité de Salubrité, en fixant à deux par canton le nombre des sages-femmes, dévoilait assez son souci d'organiser comme une sorte de Corps d'accoucheuses officielles. Il n'alla pas cependant, comme il devait le faire pour les médecins, jusqu'à les appointer. Il fut seulement convenu qu'elles seraient chargées de l'accouchement des femmes indigentes et qu'elles percevraient, à cette occasion, des honoraires fixés suivant un tarif officiel et versés par le Trésor public.

CHAPITRE V

ORGANISATION DES SERVICES D'HYGIENE ET DE PROTECTION DE LA SANTE PUBLIQUE

I. L'Agence de Secours et de Salubrité. Sa composition; ses attributions; les pouvoirs qui lui sont conférés. — II. Les médecins de cantons. Leur origine : les médecins cantonaux d'Allemagne et d'Alsace. Les médecins « commissionnés » pour le service des épidémies. Election des médecins de cantons. Traitements et retraites. Fonctions et pouvoirs.

I

Nous nous proposons d'aborder maintenant la partie de l'œuvre du Comité où il fit preuve des vues les plus hardies sinon les plus nouvelles.

Sans doute, l'organisation de l'hygiène et des services destinés à protéger la Santé Publique n'est pas sortie toute armée du cerveau des Constituants. Ceux-ci bénéficièrent du long travail préparatoire entrepris par la Société Royale de Médecine à l'instigation des ministres

de Louis XVI : Turgot et Necker et dont nous avons déjà relaté les caractéristiques les plus saillantes. Mais cette œuvre n'avait pu être qu'incomplète et fragmentaire. Le Comité de Salubrité voulut, en la sanctionnant et en l'étendant à tout le pays, lui assurer l'uniformité et la pérennité.

Au cours de la séance du 24 mai 1791 on décida que, dans chaque chef-lieu de département, on établirait un Conseil chargé de s'occuper « des progrès de l'art de guérir et de la surveillance de tous les objets de salubrité publique » ⁽¹⁾. Primitivement, cet organisme devait porter le nom de « *Conseil de Salubrité publique* ». Mais quelques commissaires firent remarquer que le Comité de Mendicité avait prévu, de son côté, une institution similaire. Il convenait donc d'éviter de prolonger le conflit qui persistait à l'état latent avec le Comité rival, si jaloux de ses prérogatives. Aussi se mit-on d'accord avec lui, après avoir entendu les observations présentées par Louis et les réflexions de Vicq d'Azyr ⁽²⁾. Au Conseil de Salubrité on substitua « l'*Agence de secours et de salubrité* » qui devait grouper, en les fusionnant, les attributions et les pouvoirs des organismes respectivement prévus par le Comité de Salubrité et par celui de Mendicité.

Cette Agence avait son siège au chef-lieu de chaque département; elle se composait de 9 membres : « 4 médecins, 1 pharmacien et 4 autres citoyens », désignés par le Conseil général. Pour être éligibles, les hommes de

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 83, 24 mai 1791.

(2) Procès-Verbaux du Comité, n° 84, 26 mai 1791.

l'Art devaient justifier d'un exercice de 3 années dans le département. Les membres de l'Agence étaient renouvelables par moitié, tous les deux ans; mais ils étaient rééligibles.

L'Agence de secours et de salubrité désignait elle-même son Bureau à la majorité absolue : le Secrétaire pour un an, le Président et les autres membres du Bureau pour 6 mois; mais les uns et les autres pouvaient être prorogés dans leurs fonctions. Dispositions qui nous paraissent quelque peu curieuses, mais qui s'expliquent lorsqu'on se rappelle la défaveur que rencontraient, à la fin de l'ancien régime, les charges de trop longue durée. On pensait, par la menace d'un fréquent renouvellement, stimuler le zèle des Conseillers. L'Agence devait se réunir toutes les semaines, à jour fixe, pour s'occuper des multiples objets qui lui étaient attribués.

Et tout d'abord, elle devait, au début de chaque année (comme la chose se pratique de nos jours dans les Préfectures) dresser la liste des Médecins, Pharmaciens et Sages-femmes légalement autorisés à exercer dans le département. Cet état, imprimé, devait être adressé aux Tribunaux, aux Corps administratifs, ainsi qu'à l'Institut National, à Paris.

A côté de ces attributions strictement administratives, l'Agence devait exercer une surveillance particulière sur les aliments de toute espèce et, en particulier, sur les eaux potables. Elle devait prévenir les fraudes alimentaires et poursuivre les délinquants. De même, elle assurait l'exécution des lois et règlements relatifs à la

protection, au captage et à la vente des eaux minérales.

Sa surveillance s'exerçait, en outre, sur tous les pharmaciens et marchands droguistes; ceux-ci, en effet, étaient régulièrement et périodiquement soumis à des visites effectuées par des Commissaires nommés par l'Agence, mais choisis hors de son sein, et dont elle recevait et centralisait les rapports.

Son activité devait s'employer d'une façon toute particulière en temps d'épidémies ou d'épizooties afin de prescrire les mesures propres à en arrêter l'extension ou de porter secours aux populations qui en étaient affectées. Les mesures d'ordre général qu'elle était appelée à prendre, en cette occurrence, étaient exécutées par les Médecins de cantons dont nous verrons bientôt le rôle et les attributions. Disons, cependant, dès maintenant, qu'elle pourvoyait à leur remplacement lorsqu'une place devenait vacante. Elle le faisait, il est vrai, d'une manière indirecte, puisque ces Médecins étaient élus par les Corps électoraux; mais elle établissait la liste sur laquelle les électeurs devaient porter leur choix.

Par ailleurs, elle devait s'occuper de tous les établissements publics et privés dans la mesure où ils intéresseraient la santé des individus ou des collectivités. L'énumération que nous en pourrions donner ferait double emploi avec le projet de décret qui figure, plus loin, aux pièces justificatives. Qu'il nous suffise de dire que l'Agence de secours et de salubrité, dans l'esprit de ses créateurs, devait être comme le lieu géométrique de tout ce qui intéresse la Santé publique, la police sanitaire et l'hygiène.

Nous insisterons un peu plus longuement sur les moyens et les pouvoirs qui lui étaient donnés pour remplir son rôle. Alors que nos assemblées sanitaires, instituées par la loi de 1902, sont presque exclusivement des assemblées consultatives, l'Agence de secours et de salubrité était investie de pouvoirs qu'elle détenait en propre et dont elle pouvait user en toute indépendance, avec rapidité; chargée de veiller à l'exécution de la législation sanitaire du pays, l'Agence avait le droit et le devoir, pour toute infraction constatée, de saisir directement les Corps administratifs ou les Tribunaux. Ceux-ci devaient faire droit à ses représentations dans le plus court délai possible. On peut présumer que cette initiative, encore refusée à l'heure actuelle à nos assemblées sanitaires, aurait apporté, dans les mesures propres à sauvegarder la Santé publique, une célérité et une action autrement efficaces que celles données aux Pouvoirs publics par la loi de 1902, dont le jeu est entravé, selon l'expression de Duclaux, par les deux rouages en carton que sont le Maire et le Préfet ⁽¹⁾.

A côté de ces attributions, déjà fort étendues, l'Agence devait encore jouer un rôle scientifique. Nous retrouvons, cette fois encore, les directives de la Société Royale de Médecine. Celle-ci, dans le Plan qu'elle avait chargé Vicq d'Azyr d'élaborer, n'avait pas spécifiquement prévu — du moins sous la forme qui fut adoptée par le Comité de Salubrité de la Constituante — l'organisme dont nous rapportons la composition et le fonc-

(1) DUCLAUX (Emile). L'Hygiène sociale, Paris, Alcan, 1902, in-8°, IV, 271 pages.

tionnement. Mais elle avait préconisé l'institution de Conseils de Santé, ainsi qu'il apparaît à l'article XLVIII de son Plan :

« Les Médecins de la ville où sera le département formeront un Conseil de Santé qui se rassemblera toutes les fois qu'il sera convoqué par le Directoire pour délibérer sur les secours à donner en cas d'épidémie ou sur tout autre objet concernant la santé du Peuple. » La Société Royale avait même prévu que cette Commission pourrait, en présence de cas difficiles, recourir aux lumières de l'Académie de Médecine dont elle prévoyait, par ailleurs, la création. Au surplus, les Membres du Conseil devaient être appelés à se transporter sur place toutes les fois que leur présence serait jugée nécessaire (1).

C'était, comme on le voit, l'extension à tout le royaume, de l'organisation ébauchée par Turgot, Necker et la Société Royale elle-même et qui avait reçu, dans certaines généralités pourvues d'intendants éclairés, un commencement d'exécution. Le Comité de Salubrité tenait la Société Royale de Médecine en trop haute estime pour négliger ses avis en pareille matière; aussi introduisit-il un article dans son décret établissant entre l'Agence de secours et les Médecins (qu'ils fussent investis ou non de fonctions officielles), cette correspondance d'ordre scientifique qui répondait si bien aux vues de la Société Royale comme aussi à celles des hommes « sensibles » du XVIII^e siècle, amis des lumières et plus ou moins encyclopédistes.

(1) Plan de Constitution pour la Médecine en France, *op. cit.*, art. XLIX.

II

Nous venons de voir que l'Agence de secours et de salubrité, siégeant au chef-lieu du département, avait la haute main sur l'hygiène et la protection de la Santé publique, ainsi que sur la police de la Médecine et de la Pharmacie. Ses agents d'exécution étaient les Médecins de cantons, véritables fonctionnaires d'hygiène.

L'idée du médecin cantonal qui paraît à nos yeux une innovation n'apparut point comme telle aux Commissaires de la Constituante. L'Alsace avait ses médecins cantonaux, institution qui lui venait d'Allemagne. En 1436, l'empereur Sigismond avait établi dans chaque ville de l'Empire un maître médecin (*Meisterartz*) chargé de soigner gratuitement les pauvres. On lui donna un traitement de 100 florins, prélevé sur les fonds des églises. Les bons effets de l'institution la firent conserver. Au XVI^e siècle, presque toutes les villes allemandes possédaient un médecin municipal, auquel on donnait le nom de *Phisikus*. Il avait dans ses attributions, outre le traitement gratuit des indigents, le soin de toutes les questions d'hygiène, d'épidémiologie et de médecine légale qui surgissaient dans sa circonscription. Il était hiérarchiquement soumis à un médecin public, siégeant au chef-lieu de la province, qui centralisait les rapports et remplissait les fonctions d'inspecteur. Cette organisation, d'origine allemande, persistait en Alsace, province réunie à la France lors des traités de Westphalie. Avant 1789 presque toutes les villes de la basse

Alsace : Strasbourg, Haguenau, Bischwiller, etc. possédaient leurs médecins communaux ⁽¹⁾.

D'autre part, sous l'impulsion de la Société Royale de Médecine, les Intendants avaient été chargés d'organiser, dans leurs Généralités, un service des épidémies dont le but était de procurer les ressources de l'art médical aux populations des campagnes. Ce service était assuré par des « *Médecins commissionnés* » dont le nombre n'était pas fixé mais à qui était attribué un secteur ou « département ». La direction du service était confiée à un médecin chef qui correspondait directement avec ses subordonnés, donnait conseils ou ordres et centralisait les renseignements et rapports qui lui étaient transmis par les médecins des épidémies de sa province. Ces médecins n'avaient pas uniquement pour mission de soigner les indigents en temps d'épidémies; ils étaient de véritables médecins d'hygiène, chargés de poursuivre des enquêtes de toutes sortes; ils étaient invités à dresser la topographie médicale de leurs cantons et à renseigner le médecin chef sur tout ce qui avait trait à l'hygiène et à l'épidémiologie. Un tel service existait en Poitou ⁽²⁾ depuis 1784, organisé par le comte de Blossac, intendant de la Généralité. Gallot, maintenant Secrétaire du Comité de Salubrité, avait été des premiers à être désignés comme médecin commissionné. La collaboration qu'il avait apportée au service

(1) DECHAMBRE. Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales, Paris, 1872.

(2) Comme en d'autres provinces et en particulier en Normandie. Cf. C. BLOCH. L'assistance et l'Etat à la veille de la Révolution, Paris, Picard, 1908, pp. 236 et suiv.

et la gloire qu'il en avait retirée n'avaient pu que le persuader de l'excellence de l'Institutum ⁽¹⁾.

La création de médecins cantonaux ne sembla donc aux Constituants du Comité de Salubrité qu'une généralisation du service alsacien et de celui qui avait été institué dans de nombreuses provinces. Mais ils firent disparaître le Médecin chef qui, logiquement, aurait dû être placé au chef-lieu du département. L'Agence de Salubrité tenait sa place.

On sait que la Constituante avait divisé le pays en départements, divisés eux-mêmes en districts lesquels étaient subdivisés à leur tour en cantons. Le territoire ainsi délimité correspondait en gros, à celui de nos cantons actuels. Dans chacun d'eux était prévu un médecin officiel dont il nous reste à dire le mode de recrutement et les fonctions.

Bien qu'il fut placé sous l'autorité de l'Agence de secours départementale, le médecin de canton était élu. Ce mode de désignation peut surprendre. Tout d'abord, le Comité de Salubrité avait incliné pour que l'attribution des postes de médecins cantonaux fut faite par voie de concours. Mais cette suggestion ne fut point retenue; à une très forte majorité, le Comité repoussa le concours; il tempéra seulement ce que l'élection pouvait avoir l'aléatoire, en confiant l'établissement de la liste des candidats à l'Agence de secours ⁽²⁾. La raison de cette décision n'est pas indiquée et elle apparaît

(1) D^r MERLE. Le service des épidémies et l'hygiène en Poitou avant la Révolution, Niort, 1931.

(2) Procès-Verbaux du Comité de Salubrité, n° 76, 7 mai 1791.

d'autant moins logique qu'en d'autres circonstances, en particulier pour la nomination des professeurs, la voie du concours avait été, à juste titre, préférée. Elus par les Assemblées cantonales, les médecins risquaient fort d'être choisis, moins pour leurs qualités techniques, que pour leurs sentiments civiques. Il est douteux qu'on ait eu dessein de donner au Peuple, par ce moyen, la possibilité de choisir lui-même ses médecins. Prévoyant l'influence que pourraient avoir de tels fonctionnaires sur l'esprit public dans les campagnes, il est plus probable qu'on voulût surtout avoir des médecins de canton patriotes, comme on avait désiré des curés patriotes. Au surplus, l'élection était à la mode. Les Assemblées communales élisaient leurs curés; elles pouvaient bien élire leurs médecins. Au reste, une fois élus, ces fonctionnaires — car ils sont tels — étaient quasi inamovibles.

Pour être éligible, le médecin devait d'abord faire la preuve d'un exercice d'au moins trois années de pratique médicale ou de deux années de stage dans un hôpital; ce stage pouvait avoir été accompli avant ou après la réception du postulant au grade de médecin ⁽¹⁾. De plus, il devait fournir un certificat de bonne vie et mœurs. Il posait sa candidature devant l'Agence de secours du département qui se bornait à vérifier si les qualités requises pour l'élection étaient bien remplies par le candidat sans que celui-ci ait à subir aucun examen. La liste, ainsi dressée, était envoyée à la municipalité centrale du canton, laquelle était chargée de

(1) Plan du Comité de Salubrité, titre X, art. V

convoquer les habitants pour le scrutin. L'assemblée des électeurs ne pouvait porter son choix sur d'autres candidats que ceux inscrits sur la liste établie par l'Agence. L'élection avait lieu à la majorité absolue des suffrages. Les médecins de canton étaient nommés à vie. Cependant, ils pouvaient être révoqués pour « motifs légitimes » mais leur destitution ne pouvait avoir lieu qu'après « une délibération prise à la majorité absolue des suffrages des électeurs de la circonscription convoqués légalement et assemblés *ad hoc* » ⁽¹⁾.

La Société Royale de médecine aurait voulu qu'entre le Médecin cantonal et l'Agence il y eut un échelon intermédiaire : le médecin de district, dont le rôle aurait été d'inspecter les médecins de cantons placés sous ses ordres, d'agir près d'eux à la manière d'un consultant dans les cas rares ou difficiles, d'assurer enfin une liaison plus étroite entre le chef-lieu du département et les campagnes. Cette proposition ne fut pas retenue.

Les Médecins de canton, désignés suivant le mode que nous venons de rapporter, recevaient un traitement annuel fixé à 500 livres ⁽²⁾. Ils bénéficiaient d'une retraite égale à la moitié de leur solde après vingt années d'exercice et à la totalité après vingt-cinq ans. Ils étaient donc de véritables fonctionnaires.

Examinons maintenant le rôle qui leur était dévolu.

(1) Procès-Verbaux du Comité de Salubrité, n° 77, 10 mai 1791.

(2) La constitution civile du clergé accordait aux curés un traitement qui oscillait, suivant la classe, de 6.000 livres à 1.200 livres. Les médecins de cantons étaient donc obligés, pour vivre, de faire de la clientèle.

En premier lieu celui de médecins de l'assistance. Chaque année, les municipalités établissaient « l'état des familles portées sur les rôles des pauvres », comparable en tous points à nos listes d'assistance médicale gratuite. Ces états étaient adressés aux médecins de cantons qui étaient tenus de se rendre à l'appel des indigents et de leur dispenser gratuitement leurs soins. Ils assuraient, par ailleurs, la protection maternelle et infantile, veillaient à la santé des enfants trouvés, des pupilles de l'Assistance publique, ainsi que sur celle des nourrices. De plus, ils étaient médecins vaccinateurs ou plutôt, comme on disait à l'époque « inoculateurs » (1). A cet effet des séances gratuites étaient prévues à époques fixes.

Ces fonctions, déjà absorbantes en temps ordinaire, devenaient plus lourdes encore en temps d'épidémies. Chaque année, en un rapport circonstancié, le médecin cantonal devait adresser à l'Agence de Secours et de Salubrité les observations qu'il avait faites tant sur le climat de sa circonscription (ce qui supposait la notation d'observations météorologiques précises) que sur les maladies contagieuses qu'il avait observées et les traitements qu'il leur avait opposés.

Ce n'est pas tout; le Médecin de canton était aussi médecin de l'Etat-civil; à lui, incombait le soin de

(1) Rapportée en 1721 de Constantinople par Lady Montagne, la variolisation ou « *inoculation* » avait été pratiquée pour la première fois en France sur les enfants du Duc d'Orléans, en 1756. A la fin de l'ancien régime cette pratique commençait à se répandre bien qu'elle rencontrât de sérieuses résistances surtout dans les campagnes. Ce n'est qu'en 1796 que Jenner fit sa première vaccination publique.

dresser la statistique démographique de sa circonscription et d'établir l'état corporatif des naissances, des mariages et des décès, état qui était ensuite transmis au chef-lieu du département à l'Agence de Secours. La Société Royale de Médecine avait demandé que les causes de mort fussent inscrites sur les registres mortuaires. Sans doute, le soin de la déclaration appartenait à la famille, mais les Médecins de cantons « devaient veiller à ce qu'il se glissât le moins d'erreurs qu'il sera possible sur les tables de mortalité » (1).

Enfin, les fonctionnaires dont nous venons d'énumérer les attributions médicales étaient de plus chargés d'inspecter et de contrôler tout ce qui pouvait avoir une incidence quelconque sur la santé publique : eaux potables, matières alimentaires, eaux minérales, établissements insalubres, hôpitaux, hospices, établissements d'instruction, prisons, etc. Délégués de l'Agence de secours, ils devaient être, dans l'esprit du Comité de Salubrité « les inspecteurs nés de tous les objets de salubrité, dans toute l'étendue de son ressort ».

De semblables fonctions et aussi diverses, réclamaient des pouvoirs étendus et indépendants. De sa propre autorité, le médecin cantonal déférait aux magistrats les contraventions qu'il avait relevées et les Tribunaux comme les Corps administratifs étaient obligés d'y faire droit. En cas d'urgence, il s'adressait à l'Agence qui obtenait, sans délai, les ordres nécessaires à l'exécution des lois et mettait son subordonné en état d'appliquer les mesures propres à protéger la Santé publique.

(1) Plan de Constitution pour la Médecine en France, *op. cit.*, art. LXXXVI.

On remarquera que le Médecin de canton n'avait, dans ses attributions, rien qui intéressât l'art des accouchements : c'est qu'à côté de lui, il était prévu une sage-femme, commissionnée par l'Agence, spécialement chargée de donner ses soins aux femmes en couches indigentes. Cette sage-femme n'était pas régulièrement appointée; elle recevait, à l'occasion de chaque accouchement, des honoraires tarifés qui lui étaient payés par le Trésor public.

Telle est l'organisation d'Assistance, d'Hygiène et de Protection de la Santé Publique projetée par le Comité de Salubrité de la Constituante. Elle consistait, en définitive, en un réseau serré de Médecins fonctionnaires à la fois praticiens et hygiénistes, placés sous les ordres d'une Assemblée départementale quasi permanente, indépendante et dotée de pouvoirs étendus. Sans doute, il est possible de déceler quelques points criticables, imprécis, voire défectueux. N'ayant pu la juger à son fonctionnement, puisqu'elle ne vit jamais le jour, il est bien difficile d'en mesurer l'efficacité. Mais la conception mérite de retenir l'attention. Hardie, elle l'était moins aux yeux des hommes du XVIII^e siècle qu'à ceux de nos contemporains. Il ne faut pas oublier, en effet, que déjà à la fin du règne de Louis XVI une ébauche de Médecine sociale et d'Hygiène publique avait été esquissée à l'instigation de la Société Royale de Médecine. Ce qui frappe surtout, et ce qui montre quelle perception pénétrante les constituants — du moins ceux du Comité de Salubrité — avaient des problèmes posés par

la Protection de la Santé publique, c'est la grande indépendance qu'ils avaient donnée aux Médecins de cantons comme à l'Agence de Salubrité et les pouvoirs étendus dont ils les avaient investis.

CHAPITRE VI

LE PLAN DU COMITÉ DE SALUBRITÉ DEVANT L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

- I. Conflit avec le Comité de Constitution (30 octobre 1790).
— II. Clôture des travaux du Comité. Projet de Décret.
(26 septembre 1791). — III. Le Rapport de Talleyrand sur
l'Instruction Publique. — IV. Observations de Gallot. —
V. La Constituante se sépare. Ajournement de la Réforme.

I

On se rappelle les difficultés qui avaient accompagné la constitution du Comité de Salubrité et les attaques dont il avait été l'objet de la part de La Rochefoucauld-Liancourt, porte-parole du Comité de Mendicité. On pouvait croire que, cet orage passé, il avait pu travailler en paix sans éveiller de susceptibilités nouvelles. En réalité, les sujets qu'il se proposait d'examiner étaient trop nombreux et trop complexes pour ne point empiéter sur les domaines que les autres Comités de la Constituante s'étaient appropriés. S'il était arrivé à calmer les inquiétudes du Comité de Mendicité par de fréquents rapports avec son Président, il n'en avait pas

été de même avec celui de la Constitution, où présidait le fameux évêque d'Autun, Maurice de Talleyrand-Périgord. C'est que ce dernier Comité possédait des attributions extrêmement étendues parmi lesquelles l'organisation de l'Instruction publique. Le conflit était inévitable. Il se produisit dès le 30 octobre 1790. Talleyrand le porta dédaigneusement à la Tribune de la Constituante et fit voter un décret tendant à ce que l'Assemblée nationale ne prit en considération aucun projet d'arrêté visant l'Instruction publique, que le Comité de Constitution n'ait déposé, au préalable, son rapport général sur la matière ⁽¹⁾. C'était, en fait, réduire le Comité de Salubrité au rôle subalterne de sous-commission médicale et le mettre sous la tutelle du Comité de Constitution. Quoi qu'il en soit, courbant à nouveau la tête sous l'orage, le Comité de Salubrité persista dans son dessein et, tout en s'abstenant de faire état de ses travaux à la Tribune, il n'en continua pas moins à s'occuper de la réforme des études médicales comme de l'organisation de l'Hygiène publique.

Ses tribulations n'étaient pas terminées. Quelques jours après, le 1^{er} décembre 1790, son existence même fut menacée. L'émoi fut vif, mais de courte durée ⁽²⁾.

A la séance du Comité qui se tint le lendemain, 2 décembre, certains membres proposèrent de démissionner en bloc. Le désir de la majorité de surmonter

(1) Archives Parlementaires, t. 19, p. 588.

(2) Archives Parlementaires, t. 21. Séance du 1^{er} décembre 1790. — A propos d'un rapport sur les dépenses exagérées des bureaux des Comités, un membre demanda la suppression du Comité de Salubrité... « qui n'est qu'une faculté de Médecine établie près de l'Assemblée... » On proposa l'ajournement, afin de laisser au Comité le soin de justifier ses dépenses.

tous les obstacles était tel que cette proposition fut rejetée et qu'on chargea, au contraire, un des Membres présents de « porter la parole à la Tribune pour exposer l'importance des travaux du Comité lorsque la question de sa suppression reviendrait en séance publique » (1). Ce ne fut, du reste, qu'une alerte, car la question de sa disparition ne se reposa plus.

II

Après les vicissitudes que nous venons brièvement de rapporter, le Comité de Salubrité termina ses travaux préparatoires vers la fin de juillet 1791. Le plan général fut soumis à une seconde lecture le 6 août suivant et, après quelques retouches et modifications de détail, remis à l'impression par Guillotin, le Président. Celui-ci lut, enfin, le 26 septembre, le décret de l'Assemblée Nationale du 21 qui supprimait tous les Comités et ordonnait le transport de leurs papiers aux Archives de l'Assemblée.

Ainsi, après bien des traverses, le grand dessein inspiré par la Société Royale de Médecine, par Vicq d'Azyr et par quelques médecins députés, allait affronter le jugement de l'Assemblée Nationale et s'il était ratifié par celle-ci, restaurer l'enseignement médical sur des bases nouvelles et doter le pays d'un service d'hygiène solidement organisé.

Hélas ! la réalité fut toute autre. Le rapport de Guillotin prit d'abord le chemin du Comité de Constitution où il subit des modifications, à la vérité peu impor-

(1) Procès-Verbaux du Comité, n° 23, 2 décembre 1790.

tantes, mais qui furent l'amorce d'un démembrement fatal, car toute la partie relative à l'Hygiène et à la Protection de la Santé publique fut renvoyée au Comité de Mendicité, trop heureux de prendre une éclatante revanche sur celui de Salubrité.

III

Le rapport que Talleyrand lut à la Tribune de l'Assemblée consacrait quelques pages à peine aux études médicales ⁽¹⁾. Le plan du Comité de Salubrité y était respecté, du moins en ses grandes lignes. C'est ainsi qu'on retrouve l'idée maîtresse de l'unité de la médecine et la nécessité de faire tomber les barrières élevées entre les médecins et les chirurgiens en donnant à tous une instruction et une formation commune. De même était admise la primauté de l'enseignement clinique : « Les écoles doivent être établies dans l'enceinte même des hôpitaux... c'est là que le bien des malades est toujours d'accord avec les progrès de l'instruction ; c'est là que les élèves commenceront par soigner les malades pour être mieux en état de les traiter un jour, qu'ils apprendront presque en même temps à ordonner, à préparer, à appliquer les remèdes et que, par là, ceux qui se destineront particulièrement à une des branches de l'art, se trouveront pourtant suffisamment instruits sur toutes. »

(1) Rapport sur l'Instruction Publique, fait au nom du Comité de Constitution par M. Talleyrand-Périgord, ancien évêque d'Autun. Archives Parlementaires, t. 30, p. 457.

Comme le Comité de Salubrité, celui de la Constitution avait voulu desserrer les liens qui paralysaient autrefois l'étudiant en médecine et qui avaient porté l'enseignement des Facultés au degré de psittacisme que l'on sait. La plus grande liberté devait être laissée aux étudiants pour acquérir les connaissances nécessaires à l'obtention de leur diplôme : « Vous voudrez que les anciennes lois coercitives, qui fixaient l'ordre et le temps des études soient abolies; ce ne sera plus le temps, mais le savoir qu'il faudra examiner; on ne demandera point de certificats, on exigera des preuves; on pourra n'avoir fréquenté aucune école et être reçu médecin on pourra les avoir parcourues toutes et n'être pas admis. » Ainsi s'exprimait Talleyrand, poussant sans doute jusqu'au paradoxe les conséquences présumées bienfaisantes de la liberté, mais exprimant sous une forme nettement révolutionnaire la volonté d'en terminer avec les errements anciens.

Mais, par ailleurs, le Comité de Constitution avait délibérément supprimé les écoles secondaires départementales que la Société Royale de Médecine et certains membres du Comité de Salubrité se plaisaient à regarder comme les pépinières où se devaient recruter principalement les médecins de canton. Les raisons invoquées en faveur de cette suppression ne manquaient point de poids : « Il serait sans doute à désirer que tout département eut son école; mais cette convenance doit ici fléchir devant la nécessité. Il est clair que des écoles de médecine, trop multipliées, ne pourraient se soutenir, soit parce qu'on manquerait de professeurs,

soit parce qu'on manquerait d'élèves. En matière d'enseignement, c'est, avant tout, la médiocrité qu'il faut qu'on éloigne; elle naît de plusieurs manières et parce qu'elle n'apprend pas et parce qu'elle apprend mal et parce qu'elle ne communique point aux élèves ce zèle, cet enthousiasme créateur que les grands talents peuvent seuls inspirer » (1).

Cependant, Talleyrand admettait l'opportunité d'insituer dans les hôpitaux les mieux organisés du royaume, des sortes d'écoles secondaires où les jeunes gens pauvres seraient logés et nourris à peu de frais tout en rendant des services à la maison et pourraient commencer leurs études. En fait, le Comité de Constitution, plus encore que celui de Salubrité, s'était rendu compte que l'organisation des écoles départementales de médecine était irréalisable, du moins pour le moment.

En vain, chercherait-on dans le rapport de Talleyrand toute la partie du plan du Comité de Salubrité consacrée à la Protection de la Santé publique. Nous avons dit déjà que ce chapitre avait été renvoyé au Comité de Mendicité. Malheureusement, ce dernier ne put soumettre ses travaux à l'Assemblée nationale qui n'eut pas, en conséquence, l'occasion d'en discuter.

IV

Le Secrétaire du Comité de Salubrité assistait, impuissant, à l'effondrement de l'œuvre à laquelle il avait

(1) Rapport sur l'Instruction Publique, *op. cit.*, ch. VI, p. 98.

apporté tant d'efforts persévérants. Il résolut de tenter une dernière offensive en portant à la Tribune de l'Assemblée les doléances de son Comité et les siennes propres. Gallot n'était pas orateur; au surplus, l'occasion de prendre la parole ne lui fut pas donnée puisque le grand débat sur l'Instruction publique ne s'ouvrit jamais. Il dut se borner à consigner ses observations en un mémoire qu'il fit imprimer et distribuer et où il essayait de démontrer l'utilité des écoles secondaires départementales ⁽¹⁾. « Je soutiens, disait Gallot, qu'il est de toute impossibilité de ne pas admettre cet enseignement dans chaque chef-lieu de département, parce que n'ayant que quatre ou cinq grandes écoles de médecine, ceux qui se destineront à l'art de guérir ne pourront point aller passer six ou sept ans dans une grande ville fort éloignée... l'objection faite par le Comité de Constitution que ce serait établir une grande et une petite médecine que d'avoir de grandes et de petites écoles, cette objection n'est pas seulement spécieuse... elle ouvre plutôt la porte aux empiriques et aux médecins en ne multipliant pas et en ne facilitant pas les moyens d'instruction... »

Et Gallot profitait de l'ultime occasion qui lui était offerte pour rappeler qu'à son avis — et contrairement à celui formulé par le Comité de Salubrité — deux grandes écoles étaient suffisantes : Paris et Montpellier,

(1) Observations sur le projet d'Instruction Publique, lu par M. Talleyrand-Périgord au nom du Comité de Constitution et sur le projet de décret sur l'enseignement et l'art de guérir par M. Guillo-tin, au nom du Comité de Salubrité, par J.-G. GALLOT, Paris, imp. de Du Pont, 1791, in-8, 18 p.

qu'au surplus le choix de Strasbourg était mauvais, de même que celui de Bordeaux, villes auxquelles il eut préféré Nancy et Poitiers, Angers ou Rennes.

D'autre part, le Secrétaire du Comité de Salubrité faisait remarquer que la Société Royale de Médecine remplissait le but que Talleyrand proposait par la création d'un Institut National. Aussi tout en acceptant que cette Compagnie fut l'objet de quelques réformes et adaptations au nouvel ordre de choses, plaidait-il pour son maintien.

Enfin, Gallot déplorait que les Comités de Salubrité et de Mendicité n'eussent pas collaboré avec plus de confiance et que la méfiance réciproque dont ils s'étaient entourés eut abouti à la disjonction des articles relatifs à l'agence de secours et de salubrité et aux médecins cantonaux. « Il serait à désirer, disait-il, que l'Assemblée nationale accueillit ces créations favorablement. »

V

Aussi bien, tous ces rapports, mémoires ou observations furent stériles. Contrainte d'aller au plus pressé, la Constituante ne prit que le temps de voter — non sans débats orageux — la Constitution du royaume. Puis elle se sépara, laissant à la Législative le soin d'achever son œuvre. Elle lui léguait un nombre considérable de documents et de travaux, résultats de son activité bien intentionnée, certes, mais quelque peu brouillonne. Non sans tristesse, le Secrétaire du Comité de Salubrité, sur le point de quitter Paris pour rega-

gner le Poitou, écrivit à l'un de ses Collègues du Comité d'Instruction publique de la nouvelle Assemblée pour lui adresser quelques exemplaires des opuscules qu'il avait publiés : ses « Vues générales sur la réforme de l'art de guérir » et ses « Observations sur le projet d'Instruction publique ». « J'aurais été flatté, ajoutait Gallot, de pouvoir vous présenter moi-même ces faibles productions, si votre Comité eut été organisé... » (1).

Ce ton désabusé était de circonstance. A l'enthousiasme du début, avait fait place une lassitude, un dégoût de tout et de tous qui provenait de l'impuissance où la Constituante s'était trouvée pour reconstruire, après avoir jeté bas les vieilles institutions. Sans se douter de leur inconséquence, les députés venaient de détruire, de leurs propres mains, ce qu'il leur restait d'influence. Dans un mouvement de modestie et de désintéressement inconsidéré, ils s'étaient déclarés inéligibles. Au moment même où la pratique des affaires commençait à les assagir et à leur donner un peu d'expérience, ils se retiraient volontairement de l'arène politique, pour faire place à des hommes dont la présomption devait les porter à renouveler les mêmes fautes.

On le vit bientôt, en particulier au Comité d'Instruction publique de la Législative. Au cours de sa onzième séance, le Comité arrêta « que la section chargée de présenter un plan général d'instruction le ferait sans

(1) La lettre de Gallot se trouve aux Archives Nationales F. 17, 1309.. Cf. M. J. GUILLAUME. — Procès-Verbaux du Comité d'Instruction Publique de l'Assemblée législative, Paris, Imprimerie Nationale, 1889.

prendre pour base aucun plan particulier; mais seulement d'après les besoins des citoyens et l'état actuel de la science » (1).

C'était faire table rase de tout le travail antérieur. Et la Législative remit sur le métier de Pénélope tout ce que la Constituante avait péniblement élaboré.

La réforme de l'Enseignement médical, suivant le sort commun, en fut retardée d'autant, si bien que la Convention n'eut pas un médecin à donner à ses armées; la suppression des Facultés avait tari le recrutement médical. D'urgence il fallut aviser au remplacement des six cents médecins qui avaient péri en suivant les armées de la République. Sur le rapport de Fourcroy, on promulgua la loi du 14 frimaire an III (novembre 1794). On y retrouve, il est vrai, la plupart des dispositions prévues par le Comité de Salubrité de la Constituante et par le plan de Vicq d'Azyr; mais la précipitation avec laquelle on avait été contraint d'agir avait fait négliger toute la partie afférente à l'Hygiène et à la protection de la Santé publique.

(1) Procès-Verbaux du Comité d'Instruction Publique de l'Assemblée Législative, *op. cit.*, p. 97.

CONCLUSION

Conclure, c'est juger. Quel jugement sommes-nous autorisés à porter sur une réforme qui n'a jamais été appliquée, alors que le propre d'une réforme est précisément d'être applicable ?

Qu'en 1789 il y ait eu des abus à faire disparaître, personne n'ose le contester; que la Constituante ait eu la volonté de porter remède à ces abus, la chose est évidente et ce que nous venons de rapporter de son Comité de Salubrité le prouve surabondamment. Mais, encore une fois, il manque la sanction des faits; la seule qui importe.

Néanmoins, s'il nous fallait caractériser l'œuvre du Comité de Salubrité de la Constituante, ce n'est pas à sa hardiesse que nous rendrions hommage, mais à son souci d'ordre, de logique et de clarté.

L'ancien régime, a-t-on dit, croulait sous le poids de ses institutions désuètes. Sans doute, ces institutions, qui avaient malgré tout, de profondes racines dans le passé, avaient le mérite d'exister. Mais les contemporains en appréciaient peu les bienfaits. Ce qui les choquait, à juste titre, c'était la confusion qui résultait de la persistance de trop nombreux privilèges — justifiés ou usurpés — qui rendaient toute évolution, toute

adaptation quasi impossibles, comme si on s'était trouvé devant un mur infranchissable.

Dans tous les domaines, le jeu normal des institutions était vicié par l'abondance et la contradiction de ces privilèges, de ces immunités. La médecine n'échappait pas à la loi commune et nous avons vu quels pouvoirs exorbitants les Facultés et Collèges s'étaient arrogés.

Il était nécessaire qu'une volonté ferme — celle du Roi ne l'était plus — revînt mettre les choses en ordre et les hommes à la raison. Il est incontestable que, sur ce point, le Comité de Salubrité atteignit le but qu'il s'était proposé, en rendant son unité à la Médecine et en réglementant sévèrement la délivrance des diplômes.

Logique, son œuvre en a les apparences; c'est à dessein que nous employons ce mot. La logique de l'esprit ne concorde pas toujours avec celle des faits. L'expérience qui a manqué à la réforme aurait peut-être montré qu'elle était inapplicable. Moins, toutefois, qu'on serait tenté de le croire, car bon nombre des dispositions contenues dans le projet de décret du Comité se retrouveront dans la législation ultérieure et leur application ne soulèvera pas de difficultés.

Nous voudrions pour terminer, justifier le doute que nous avons émis sur la hardiesse de la réforme. Sans vouloir diminuer les mérites du Comité de Salubrité, il faut reconnaître qu'il a trouvé dans la Société Royale de Médecine et dans la personne de son Secrétaire perpétuel : Vicq d'Azyr, non seulement une collaboration soutenue, mais aussi des guides expérimentés. Et ce nous sera une dernière occasion de rendre hommage

au dernier des grands ministres de la Monarchie; Turgot, dont le génie et l'activité réalisatrice avaient préparé les voies où le Comité de Salubrité de la Constituante devait s'engager, dans le sillage de la Société Royale de Médecine.

Vu le Doyen,
ROUSSY.

Vu le Président.,
TANON

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

ANNEXE

PROJET DE DECRET **sur l'enseignement et l'art de guérir** **présenté au nom du Comité de Salubrité,** **par M. GUILLOTIN, député de Paris.**

TITRE PREMIER

Bases de l'enseignement et de l'exercice de l'art de guérir ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi, en France, quatre grandes écoles nationales de l'art de guérir, sous le nom de *Collèges de médecine*, dont l'un sera placé à Paris, un à Montpellier, un à Bordeaux et un à Strasbourg. L'enseignement complet de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie sera fait également dans chacun de ces quatre Collèges par douze professeurs, entre lesquels seront partagées toutes les parties théoriques et pratiques de cet enseignement.

(1) Ces bases ont été convenues entre les comités de Constitution et de Salubrité.

ARTICLE 2.

A chacun des quatre Collèges de médecine sera annexé un hôpital dans lequel la médecine, la chirurgie et l'art des accouchements seront enseignés près du lit des malades.

ARTICLE 3.

Il sera formé, dans les grands hôpitaux militaires et de la marine, des écoles secondaires de médecine, dans lesquelles les médecins attachés à l'hôpital enseigneront les éléments de l'art de guérir, et les pharmaciens ceux de la pharmacie.

ARTICLE 4.

Il sera établi, dans les hôpitaux disposés pour l'enseignement, des bourses pour défrayer entièrement ou en partie des élèves choisis qui seront employés dans l'hôpital à l'une des parties du service. Les départements détermineront l'étendue et l'application de ce secours.

ARTICLE 5.

Les chaires de toutes les écoles de médecine seront données au concours.

ARTICLE 6.

Le traitement de chacun des professeurs consistera :

1° en appointements qui lui seront payés par le Trésor public; 2° en une rétribution qui lui sera payée par chacun des étudiants qui voudra suivre ses leçons.

ARTICLE 7.

Les élèves seront absolument libres pour le lieu, l'époque, l'ordre, la durée et le mode de leurs études; mais tous ceux qui voudront exercer l'art de guérir ou la pharmacie, subiront préalablement, dans un des quatre Collèges de médecine, les épreuves qui seront déterminées pour l'une et pour l'autre partie, par le Corps législatif.

ARTICLE 8.

Dans les examens, les candidats répondront, de vive voix, aux questions qui exigent des démonstrations et, par écrit, à celles qui n'en exigent pas.

ARTICLE 9.

L'examen de médecine pratique se fera dans l'hôpital où l'école clinique aura été établie, et près du lit des malades, sur l'état et le traitement desquels l'élève donnera, par écrit, son avis motivé; et ce sera sur cet écrit qu'il sera jugé définitivement par les examinateurs.

ARTICLE 10.

Tout homme âgé de 25 ans, qui, dans ses épreuves,

aura été reconnu capable d'exercer l'art de guérir sera déclaré *médecin*.

ARTICLE 11.

Sous cette dénomination *de médecin* seront compris à l'avenir tous les individus qui étaient ci-devant désignés sous les noms de *médecins* et de *chirurgiens*.

Les études, les épreuves, les droits et les devoirs seront les mêmes pour les uns et pour les autres sans aucune distinction quelconque.

ARTICLE 12.

Les médecins reçus dans l'un des quatre Collèges pourront exercer la médecine dans toute l'étendue de l'Empire français. Il suffira qu'après avoir fait connaître leurs lettres de réception, ils se fassent inscrire sur le registre de la municipalité dans le ressort de laquelle ils se proposeront d'exercer leur art. Eux seuls seront admissibles au titre et aux fonctions, soit publiques, soit privées, de leur profession pour l'enseignement, la pratique et les rapports dans tous les établissements civils et militaires.

ARTICLE 13.

Tous ceux qui, à l'âge de 25 ans, auront été trouvés capables d'exercer la pharmacie seront déclarés *pharmaciens*. Ils pourront seuls exercer cette profession dans toute l'étendue du royaume.

ARTICLE 14.

La prescription et la vente des médicaments sont incompatibles. Aucun individu ne pourra, hors le cas de nécessité, joindre les fonctions de médecin à celles de pharmacien.

ARTICLE 15.

Toute personne non reçue médecin ou pharmacien, dans un des grands Collèges de médecine, qui en prendra le titre dans un acte ou un écrit quelconque, ou qui se permettra d'exercer habituellement la médecine ou la pharmacie, sera punie d'une amende de 500 livres ⁽¹⁾.

ARTICLE 16.

Les réceptions seront gratuites.

ARTICLE 17.

Les concours, les leçons, les examens, les réceptions, tous les actes et tous les exercices des écoles de médecine se feront en langue française, et publiquement.

ARTICLE 18.

Il sera établi, dans chacun des hôpitaux de chaque département, une école de l'art des accouchements, à laquelle seront appelées les sages-femmes et les élèves sages-femmes des divers départements.

(1) Edit de 1707 portant règlement pour l'étude et l'exercice de la médecine.

TITRE II

Des écoles.

SECTION I.

Formation des écoles.

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi dans chacune des villes de Paris, de Montpellier, de Bordeaux et de Strasbourg, pour l'étude de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie, un Collège de médecine dont les professeurs, au nombre de douze, choisis hors concours, donneront des leçons, en langue française, à tous ceux qui s'y présenteront.

ARTICLE 2.

Les douze professeurs partageront entre eux, de la manière suivante, l'enseignement de toutes les parties théoriques et pratiques de l'art de guérir, dans les cours ci-après déterminés :

ARTICLE 3.

1° Cours de physique médicale et d'hygiène, faits séparément. Un professeur.

2° Cours d'anatomie et de physiologie, faits séparément. Un professeur.

3° Cours de chimie. Un professeur.

4° Cours de pharmacie théorique et pratique. Un professeur.

5° Cours de botanique et de matière médicale, faits séparément. Un professeur.

6° Cours de médecine théorique ou d'instituts, comprenant la pathologie, la seméiotique, la nosologie et la thérapeutique générale. Un professeur.

7° Cours d'histoire de la médecine, progrès de l'art, de la méthode de l'étudier et de la médecine légale. Un professeur.

8° Cours de médecine pratique des maladies internes, fait partie au lit des maladies, partie dans une salle voisine, avant et après les visites. Deux professeurs.

9° Cours de médecine pratique des maladies externes, fait partie au lit des malades, partie dans une salle voisine, avant et après les visites. Deux professeurs.

10° Cours théorique et pratique d'accouchements, des maladies des femmes en couche, et de celles des enfants. Un professeur.

ARTICLE 4.

Aucun des douze professeurs ne pourra faire de cours particulier, ni occuper deux chaires à la fois.

ARTICLE 5.

Chacun des professeurs de médecine pratique des maladies internes donnera, hors de la présence des malades, des leçons de pratique dans lesquelles il exposera les principes. Il en fera ensuite l'application, en présence et au lit des malades.

Il en sera de même des deux professeurs de médecine pratique des maladies externes, tant pour l'exposition des principes que pour l'application.

ARTICLE 6.

Dans chacune des écoles seront réunis, autant qu'il se pourra et selon les localités, les bâtiments nécessaires aux divisions suivantes :

1° Deux amphithéâtres :

L'un pour les leçons et démonstrations d'anatomie, d'opérations de chirurgie, des accouchements, et à sa proximité, des salles de dissection et de conservation; un cabinet de pièces anatomiques, physiologiques et pathologiques; un arsenal complet de tous les instruments de chirurgie anciens et modernes; un garde-meuble et tout ce qui est nécessaire à ces enseignements.

L'autre amphithéâtre pour les leçons de physique médicale, de chimie, de pharmacie, de matière médicale, avec un cabinet d'instruments de physique, un laboratoire de chimie et de pharmacie, un cabinet d'histoire naturelle et spécialement de tous les objets des

trois règnes compris dans la matière médicale et autres accessoires.

2° Une salle des actes avec une ou deux salles à côté.

3° Une salle d'assemblée pour les professeurs.

4° Un nombre de salles suffisant aux leçons qui n'exigent pas de démonstrations.

5° Une bibliothèque avec des cabinets de travail

6° Un jardin de botanique, dans lequel seront principalement cultivées les plantes médicinales, avec des serres et autres accessoires.

7° Un greffe et le logement du secrétaire greffier.

8° Des logements pour ceux des professeurs dont les leçons exigent des démonstrations et des préparations suivies.

9° Un hôpital, où l'on admettra, autant qu'il sera possible, les personnes affectées de maladies, tant internes qu'externes, les plus propres à l'instruction des étudiants, et dans lequel les professeurs de pratique seront tenus de loger.

10° Des salles de traitement particulier, pour apprécier les remèdes et les procédés nouveaux.

11° Deux salles dans lesquelles les élèves se réuniront, avant et après les visites, aux professeurs de pratique qui y feront leurs leçons.

12° Une pharmacie et tout ce qui lui est nécessaire.

ARTICLE 7.

Il y aura dans les 3 grands hôpitaux militaires de Lille, de Metz et de Strasbourg, ainsi que dans les 3 grands hôpitaux de la marine de Brest, de Toulon et de Rochefort, un enseignement élémentaire, propre à former plus particulièrement des officiers de santé pour le service des armées de terre et des armées navales.

ARTICLE 8.

L'enseignement, dans ces hôpitaux, se fera de la manière suivante, par les officiers de santé qui y seront attachés.

Le premier médecin, employé au traitement des maladies internes, sera chargé de l'instruction clinique; le second donnera des leçons de matière médicale, et traitera de tous les objets qui y ont rapport, particulièrement de la botanique; le troisième fera un cours d'hygiène (approprié aux militaires, dans les hôpitaux militaires, aux gens de mer dans les hôpitaux de la marine) et donnera des leçons sur les autres parties théoriques de l'art.

Le premier médecin, employé au traitement des maladies externes, sera chargé de la clinique chirurgicale, des cours d'opérations et de bandages; le second donnera des leçons sur toutes les parties théoriques de la chirurgie; le troisième démontrera l'anatomie; il sera chargé de l'amphithéâtre et de tout ce qui peut y avoir rapport.

Le pharmacien en chef fera le cours de chimie, de pharmacie, et la démonstration de toutes les drogues simples en usage dans la médecine.

SECTION II.

Règlement des écoles.

ARTICLE PREMIER.

Le collège sera composé des professeurs en exercice et des professeurs émérites. Seront émérites les professeurs retirés qui auront occupé une chaire pendant 20 ans.

ARTICLE 2.

Les membres du collège éliront tous les ans parmi eux un Président et un Vice-président, au scrutin individuel et à la majorité absolue des suffrages.

ARTICLE 3.

Ils éliront de même un Censeur, pris, s'il est possible, dans le nombre des professeurs émérites. A défaut de ces derniers, le professeur sera choisi parmi ceux qui seront alors en activité.

ARTICLE 4.

Le président, le vice-président et le censeur resteront une année en exercice; ils pourront être réélus une seconde fois. Le président et le vice-président ne pourront l'être une troisième. Le censeur pourra être continué par de nouvelles réélections, chaque année, autant de fois qu'on le jugera convenable.

ARTICLE 5.

Les fonctions du président seront de faire exécuter les lois et les règlements dans le collège, de convoquer les assemblées, d'y présider, d'y maintenir l'ordre, de proposer les objets de délibération, de recueillir les voix, de prononcer les décisions, de signer les diplômes, et tous les actes qui émaneront du collège, et d'y faire, en sa présence, apposer le sceau du collège, dont il sera le dépositaire.

ARTICLE 6.

En cas d'absence ou d'empêchement quelconque, le président sera remplacé par le vice-président.

ARTICLE 7.

Les fonctions du censeur seront de veiller à l'exécution des lois et des règlements du collège, au maintien de la discipline, et particulièrement à ce que les professeurs remplissent exactement leurs devoirs.

ARTICLE 8.

Le collège s'assemblera une fois tous les mois le premier jour ouvrable de vacances des écoles, à une heure déterminée.

ARTICLE 9.

Les professeurs ne pourront s'occuper dans cette Assemblée que du rapport de leurs fonctions entre elles et de tout ce qui les concernera. Ils y nommeront les employés du collège. Le censeur y rendra compte de l'exécution des règlements, de la manière dont les professeurs remplissent leurs fonctions et de tout ce qui peut intéresser la discipline du collège. Les délibérations prises par l'Assemblée à la majorité absolue des suffrages seront exécutées provisoirement; mais elles ne pourront devenir articles de règlement qu'après avoir été décrétées par le Corps législatif.

ARTICLE 10.

Le président pourra convoquer une Assemblée extraordinaire de son propre mouvement. Il sera tenu de le faire, lorsqu'il en sera requis par un membre du collège. Si le président refuse l'Assemblée, le membre requérant sera libre de le demander au vice-président, qui, dans ce cas, ne pourra la refuser sous aucun prétexte et qui la présidera.

ARTICLE 11.

En ce qui concerne les assemblées extraordinaires, surtout s'il s'élève une question de discipline ou de police tendant à compromettre qui que ce soit, le président convoquera l'Assemblée par un billet circulaire portant indication du jour, de l'heure et de l'objet de la

délibération, sans que la personne puisse être nommée. Dans le cas d'inculpation, même la plus grave, la délibération ne pourra jamais conclure qu'à une dénonciation aux magistrats qui doivent en connaître.

ARTICLE 12.

Chaque collège aura un secrétaire-greffier, nommé à vie par tous les membres du collège, à la majorité absolue des suffrages.

ARTICLE 13.

Le secrétaire-greffier aura sous lui un commis nommé, sur sa présentation, par les membres du collège. Ce commis le suppléera au besoin.

ARTICLE 14.

Les fonctions de secrétaire-greffier consisteront dans la tenue des registres de l'école, l'expédition des diplômes aux candidats reçus, des extraits des registres et de tous autres actes émanés du collège, dans la garde et le dépôt des archives. Il sera, en outre, chargé de la comptabilité du collège, de recevoir du Trésor public les sommes destinées au traitement des professeurs et aux dépenses de l'école, ainsi que les sommes payées par les étudiants. Les comptes seront visés chaque quartier et arrêtés tous les ans par l'Assemblée du collège et ensuite transmis au directoire du département.

ARTICLE 15.

Il y aura, dans chaque collège, un concierge chargé, sous les ordres du président, de l'inspection des employés subalternes, de la garde du local et du détail de tous les objets de propreté et d'approvisionnement pour le service de l'école.

ARTICLE 16.

Pour l'ouverture et la durée des cours respectifs et des examens qui doivent suivre chacun d'eux, les professeurs se conformeront au tableau joint au décret qui fixe et détermine le commencement et la durée des uns et des autres (1).

ARTICLE 17.

Les 4 professeurs de clinique donneront leurs leçons et feront leurs visites à 6 heures du matin en été et à 7 heures en hiver, de manière que les étudiants puissent être libres à 9 heures. Les visites du soir, auxquelles assisteront les étudiants, se feront à 6 heures après-midi.

ARTICLE 18.

Les leçons de chaque professeur dureront une heure et demie. Ils emploieront une heure entière à expliquer leur doctrine sans qu'il leur soit permis de dicter pen-

(1) Voir ci-après, ce tableau, à la suite du projet de décret.

dant cette heure-là; et la dernière demi-heure suivante sera employée à exercer les élèves. Chaque professeur sera tenu de commencer exactement à l'heure convenue.

ARTICLE 19.

Les professeurs feront au moins trois leçons par semaine. Ils en fixeront les jours et les heures, et auront soin, dans l'ordre qu'ils établiront, de laisser la possibilité aux étudiants de suivre plus spécialement les cours analogues les uns aux autres.

ARTICLE 20.

Chaque élève payera, une seule fois, la somme de 24 livres à chaque professeur qu'il voudra suivre et pourra ensuite assister à ses leçons autant qu'il le jugera à propos.

ARTICLE 21.

Les écoles seront ouvertes à tous ceux qui s'y présenteront, munis d'un billet d'un professeur.

ARTICLE 22.

Ceux qui les suivront ne seront astreints à aucune autre formalité. Ils devront garder le plus grand silence pendant la durée des leçons et se comporter suivant les règles de la décence et de l'honnêteté. Si quelqu'un s'en écarte, il sera averti par le professeur : s'il ne rentre pas dans l'ordre, il sera mis hors de l'école.

ARTICLE 23.

Les étudiants qui se seront le plus distingués par leur assiduité aux leçons, par les talents et les connaissances qu'ils auront montrés dans les différents exercices qui suivent les leçons, seront employés, au choix de leurs professeurs respectifs, pour leur servir d'aides dans l'hôpital, dans les amphithéâtres, dans le laboratoire, dans le jardin de botanique, dans la bibliothèque, dans les différents cabinets de matière médicale, d'anatomie, etc.

Pour le choix de ces emplois, les élèves présenteront au professeur trois d'entre eux pour chaque place, parmi lesquels le professeur en choisira un.

ARTICLE 24.

Le professeur d'histoire sera chargé de toutes les fonctions de bibliothécaire.

ARTICLE 25.

Il aura sous lui le nombre d'étudiants qu'il jugera nécessaire pour remplir, sous sa direction, les fonctions de sous-bibliothécaire. Il les choisira parmi ceux qu'il aura jugés le plus capables.

ARTICLE 26.

Il sera, en outre, attaché à la bibliothèque, un garde à qui le dépôt des livres sera confié, et qui en répondra.

ARTICLE 27.

Les livres seront rangés dans la bibliothèque, de la manière la plus conforme à l'enseignement, et la plus propre à l'utilité des étudiants.

ARTICLE 28.

La bibliothèque sera ouverte tous les jours de classe de la semaine, trois heures le matin et trois heures le soir.

TITRE III

Du concours pour les chaires.

ARTICLE PREMIER.

Lorsqu'une chaire sera devenue vacante par la mort d'un professeur, par sa démission ou autrement, le président du collège en donnera avis sur-le-champ au ministre chargé de veiller à l'éducation nationale.

Le ministre sera tenu, dans la quinzaine, de faire une proclamation qui sera affichée dans les départements et insérée dans les papiers publics, pour annoncer le lieu, l'époque et les conditions du concours.

ARTICLE 2.

Il y aura 3 mois d'intervalle entre l'époque de la notification faite par le ministre et l'ouverture du concours.

ARTICLE 3.

Le concours sera ouvert aux étrangers ainsi qu'aux regnicoles.

ARTICLE 4.

Pour y être admis, il faudra représenter des lettres de médecin, si c'est une des 11 chaires de médecine qui soit vacante, ou des lettres de pharmacien si c'est la chaire de pharmacie; une attestation de bonnes vie et mœurs, signée par les magistrats de l'endroit du domicile et cette attestation comprendra au moins les trois années antécédentes à sa date.

ARTICLE 5.

Pour être admis à disputer une chaire de médecine clinique, les candidats justifieront de dix années d'exercice depuis la réception légale.

ARTICLE 6.

Tous les candidats se feront inscrire chez le président du collège, et remettront ou feront remettre au secrétariat, 15 jours avant l'ouverture du concours, les titres justificatifs des conditions exigées ci-dessus; il leur sera donné un récépissé.

ARTICLE 7.

Les juges du concours seront au nombre de 11. Ils

seront choisis parmi les professeurs et parmi les médecins présents dans la ville et tous élus de la manière suivante.

ARTICLE 8.

Cinq d'entre eux seront pris parmi les professeurs et six parmi tous les médecins présents dans la ville au moment du concours.

ARTICLE 9.

Les professeurs du collège et les médecins présents dans la ville formeront seuls le corps électoral.

ARTICLE 10.

Tous les professeurs seront éligibles.

ARTICLE 11.

Tous les médecins du royaume qui, huit jours avant l'Assemblée, auront fait connaître leur présence dans la ville, en se faisant inscrire au collège, et en y présentant leurs lettres de réception visées par la municipalité du lieu de leur domicile, seront pareillement éligibles.

ARTICLE 12.

Les électeurs ne pourront choisir les juges du concours que parmi ceux qui seront présents à l'Assemblée électorale.

ARTICLE 13.

Les parents des candidats, aux degrés prohibés par la loi, ne seront pas éligibles.

ARTICLE 14.

Les juges seront élus au scrutin individuel, à la majorité absolue des suffrages.

ARTICLE 15.

Les deux médecins, non professeurs, qui réuniront le plus de suffrages, après les juges, seront suppléants. En cas d'empêchement de la part des juges, ils les remplaceront jusqu'à la fin du concours, et celui qui aura été remplacé ne pourra plus reprendre ses fonctions.

ARTICLE 16.

Dans tous les cas, les suppléants devront assister à tous les actes du concours. Celui des deux qui aura réuni le plus de voix sera le premier; en cas d'égalité de suffrages, ce sera le plus ancien de réception.

ARTICLE 17.

Les juges éliront entre eux leur président, à la majorité absolue; les autres prendront rang suivant leur nomination.

ARTICLE 18.

Trois jours avant l'ouverture du concours, le président du collège, en présentant la liste des juges et des aspirants, et le programme du concours, invitera les administrateurs du département qui y assisteront par commissaires.

ARTICLE 19.

L'ouverture du concours commencera par la lecture de la loi concernant le concours. Il sera fait lecture, ensuite, de la proclamation et du programme, des procès-verbaux d'Assemblée des électeurs et de nomination des juges, et de ceux qui constatent la régularité des titres des aspirants. S'il s'élève quelque difficulté sur la validité de ces différentes pièces, le jugement en sera déféré aux commissaires présents, sauf le recours au directoire du département, s'il y a lieu.

ARTICLE 20.

Toutes ces formalités étant remplies, les juges du concours prêteront serment, entre les mains des commissaires, de bien remplir les fonctions qui leur sont déléguées.

ARTICLE 21.

Le rang de chaque candidat sera déterminé par le sort.

ARTICLE 22.

Chaque candidat soutiendra en langue française trois actes probatoires sur trois sujets tirés au sort, en 3 jours différents, à des intervalles successifs et dans les formes ci-après déterminées.

ARTICLE 23.

Le jour fixé, à 7 heures du matin, le premier candidat tirera au sort une question; et, renfermé jusqu'à 10 heures, sans aucune communication, il mettra par écrit la matière d'une leçon, d'une manière aphoristique. Ce programme de la leçon sera remis, dès qu'il sera composé, aux juges du concours, qui le feront imprimer sur-le-champ et distribuer aux candidats.

ARTICLE 24.

Pour les chaires qui exigent des démonstrations manuelles, le candidat préparera, dans le même temps, le sujet ou les appareils.

ARTICLE 25.

Depuis 10 heures jusqu'à 11, le candidat fera publiquement la leçon et la démonstration, comme il le ferait s'il était professeur.

ARTICLE 26.

Depuis 11 heures jusqu'à midi, il fera des questions

successives à tous ses concurrents sur la matière de la leçon.

ARTICLE 27.

Depuis 4 heures de l'après-midi, jusqu'à 7, les concurrents feront à leur tour, sur la même matière, au candidat, des questions ou des objections auxquelles il sera tenu de répondre.

ARTICLE 28.

Le premier candidat ne soutiendra son second acte que quand tous les candidats auront soutenu le premier chacun selon l'ordre assigné par le sort. Il en sera de même du troisième, qui ne sera pareillement soutenu par le premier candidat que lorsque tous les concurrents auront soutenu le second.

ARTICLE 29.

Lorsque tous les candidats auront ainsi soutenu leurs 3 actes, ils se réuniront pour soutenir un acte général dont la durée sera de 4 heures le matin et de 4 heures le soir. Dans cet acte général, chaque candidat sera tenu de répondre à chacun de ses concurrents qui lui fera telles questions qu'il jugera à propos sur les sciences qui font l'objet de la chaire disputée.

ARTICLE 30.

Dans toutes les interrogations ou objections quelcon-

ques que les concurrents se feront entre eux, si celui qui interroge témoigne n'être pas satisfait de la réponse qui lui sera faite, il sera obligé de donner lui-même, de vive voix, la solution de la difficulté, il la mettra sur-le-champ par écrit, il en sera fait lecture, et elle restera entre les mains des juges.

ARTICLE 31.

Dans les concours pour les chaires de clinique, chaque concurrent, accompagné des juges du concours, fera, pendant 3 jours, la visite d'un nombre de malades déterminé par les juges, et la leçon pratique, comme il les ferait s'il était professeur.

ARTICLE 32.

En cas de vacance de la chaire de pharmacie, les 6 juges du concours, étrangers au collège, et les deux suppléants seront choisis parmi les pharmaciens, en suivant d'ailleurs, pour eux, les règles établies par les articles précédents pour les médecins.

ARTICLE 33.

Le troisième acte des candidats de la chaire de pharmacie sera principalement pratique. Il sera précédé de trois opérations tirées des pharmacopées nationales, dont une opération chimique, une opération pharmaceutique de médicaments externes et une de médicaments internes. Le temps accordé, à chaque candidat,

pour le manuel public de ses opérations ne pourra s'étendre au delà de 3 jours, qui seront nécessairement continus, et après lesquels le candidat soutiendra son troisième acte.

ARTICLE 34.

Dans les concours de toutes les chaires, les frais d'expériences, d'opérations et de démonstrations seront supportés par les candidats.

ARTICLE 35.

A la fin du quatrième acte, et immédiatement après, les juges procéderont, au scrutin, à la nomination d'un professeur pour la chaire disputée.

ARTICLE 36.

Il sera fait un appel nominal des juges. Chacun d'eux ira successivement et séparément mettre un billet portant le nom du candidat qu'il croira le plus capable dans un vase placé devant les commissaires du corps administratif.

ARTICLE 37.

Lorsque les 11 juges auront déposé leur bulletin, ces commissaires feront l'ouverture du vase. L'un d'eux lira, à haute voix, les noms, qui seront, à l'instant, inscrits sur un registre.

ARTICLE 38.

Si aucun candidat ne réunit la majorité absolue des voix, on procèdera à un second scrutin, suivant les formes observées pour le premier.

ARTICLE 39.

Dans le cas où le second scrutin ne donnerait pas non plus de majorité absolue, les deux candidats qui auront obtenu le plus de voix dans le second scrutin seront ballottés dans un troisième.

ARTICLE 40.

Si, dans l'un des scrutins, il se trouvait que l'un des candidats réunit une majorité relative et que le restant des suffrages fût partagé entre deux autres candidats, il se ferait un scrutin entre ces deux-ci, et celui des deux qui aurait le plus de suffrages serait balloté avec celui qui aurait premièrement obtenu une majorité relative.

ARTICLE 41.

Enfin le candidat qui aura obtenu la majorité absolue des suffrages sera proclamé professeur de la chaire de... dans le collège de...

ARTICLE 42.

Il sera envoyé un extrait du procès-verbal de cette

élection au ministre chargé de l'éducation nationale, qui fera expédier, au candidat, des lettres de professeur.

ARTICLE 43.

Le concours pour les places de professeurs dans les hôpitaux militaires et de la marine sera annoncé, publié et affiché, et ce sera de la manière qui a été spécifiée ci-dessus pour les collèges de médecine.

ARTICLE 44.

Les juges seront au nombre de 7 : 3 seront pris parmi les médecins de l'hôpital, et 4 parmi tous les médecins présents dans la ville. Les uns et les autres seront élus au scrutin individuel, à la majorité relative, par tous les médecins, professeurs et non professeurs, convoqués à cet effet.

ARTICLE 45.

Lorsque le concours aura pour objet le remplacement du pharmacien en chef, les juges, en même nombre que ci-dessus, seront 3 professeurs de l'hôpital, 2 médecins de la ville, élus au scrutin individuel et à la majorité relative, par tous les pharmaciens de la ville.

TITRE IV

Des épreuves pour l'admission au titre légal de médecin.

ARTICLE PREMIER.

Dans chacune des grandes écoles de médecine, il s'ou-

vrira tous les ans un cours d'épreuves composé de 4 principaux examens, dont 2 de théorie et 2 de pratiques, divisés chacun en plusieurs autres, selon les matières, et terminés par un examen général sur toutes les parties de l'art de guérir.

ARTICLE 2.

Le cours d'épreuves se fera uniformément partout. Les examens seront publics, faits en langue française, à moins que le candidat ne demande à les subir en langue latine. On y admettra tous ceux qui se présenteront, sans qu'il soit besoin de justifier d'aucune étude quelconque.

ARTICLE 3.

Le cours d'épreuves commencera par un discours latin prononcé par l'un des professeurs et finira par un discours français prononcé par celui des candidats reçu médecin, qui se sera le plus distingué dans les examens.

ARTICLE 4.

Les examinateurs de chacun des 4 examens seront au nombre de 5, dont 2 professeurs et 3 médecins non professeurs.

ARTICLE 5.

Les 2 professeurs examinateurs seront ceux de la par-

tie faisant la matière de l'examen. Dans les examens dont les matières n'auront qu'un seul professeur, ces 2 examinateurs professeurs seront : l'un le professeur de la matière de l'examen, l'autre un professeur examinateur pris à tour de rôle parmi tous ceux du collège.

ARTICLE 6.

Les 3 médecins examinateurs, non professeurs, seront nommés, au scrutin de liste simple et à la majorité relative, par tous les médecins présents dans la ville convoqués à cet effet. Les électeurs pourront nommer, dans la même séance, 12 examinateurs, divisés en 4 sections de 3 chacune, pour les 4 principaux examens qui se feront dans l'année.

ARTICLE 7.

Les candidats pourront subir leurs cours d'épreuves dans une seule ou dans plusieurs années, dans un ou dans plusieurs collèges différents.

ARTICLE 8.

On ne pourra, dans aucun cas, passer aux examens de pratique que, préalablement, on n'ait été admis dans tous ceux de théorie; mais un candidat, non admis au premier examen de théorie, pourra se présenter au second, en remettant à un autre temps à subir de nouveau le premier; il n'en sera pas de même de ceux de pratique qui ne pourront être subis que successivement, dans l'ordre prescrit.

ARTICLE 9.

Les candidats répondront de vive voix aux questions dont les réponses exigeront des démonstrations, et par écrit à celles qui n'en exigeront pas.

ARTICLE 10.

La matière de chaque examen sera à cet effet partagée en différentes sections, et les sections en plusieurs propositions, écrites chacune sur un bulletin séparé. Tous les bulletins seront mis dans un vase; chaque candidat en tirera quatre au hasard, sur le contenu desquels il parlera, si la matière exige des démonstrations, ou rédigera, sans aucun secours et sur-le-champ, des réponses écrites.

ARTICLE 11.

Dans les examens de vive voix, les examinateurs pourront faire de courtes questions, tendant au développement du sujet. Dans les examens par écrit, le lendemain de la composition après lecture publique des réponses, ils feront de même des questions qui y seront relatives.

ARTICLE 12.

Dans chacun des examens de pratique, indépendamment du mode d'examen ci-dessus prescrit, les candidats seront conduits au lit d'un malade, de l'état duquel ils

prendront suffisante connaissance. Ils se retireront ensuite dans une salle séparée, dans laquelle, sans aucun secours étranger, ils feront, par écrit, un exposé raisonné de l'état du malade et des moyens curatifs qui paraîtront convenables.

ARTICLE 13.

La durée de chaque examen de théorie sera de trois heures en trois séances; celle des examens de pratique sera de six heures partagées en quatre séances.

ARTICLE 14.

Pour être admis dans chaque examen particulier, les candidats devront réunir en leur faveur 4 voix sur 5.

ARTICLE 15.

Tous ceux qui justifieront avoir subi les quatre principaux examens et avoir été admis dans chacun de ceux qui les composent, se présenteront au dernier examen général, qui sera fait par tous les professeurs et tous les autres examinateurs de l'année réunis, et dans lequel le sort décidera de l'ordre des examinateurs et des candidats. Chaque candidat répondra, pendant une demi-heure, aux questions qui lui seront faites à volonté par l'examineur, sur toutes les parties de l'art de guérir.

ARTICLE 16.

Immédiatement après cet examen auquel seront pré-

sents les corps administratifs, les examinateurs feront le scrutin de réception. Pour être admis, il faudra réunir au moins les deux tiers des voix.

ARTICLE 17.

Chaque candidat admis et reconnu médecin recevra, le lendemain de sa réception, un diplôme qui la constatera dans la forme suivante :

« Le collège de médecine de... à tous ceux qui les
« présentes verront; salut. N... ayant subi le cours complet d'épreuves prescrit par la loi, dans lequel il a
« montré des connaissances suffisantes, nous l'avons
« jugé capable d'exercer l'art de guérir; en conséquence, nous le déclarons médecin.

« Et néanmoins ledit N... ne pourra remplir les fonctions, soit privées, soit publiques de sa profession,
« qu'après avoir présenté ses lettres à la municipalité
« du lieu où il se propose de pratiquer, et y avoir
« prêté le serment civique.

« Desquelles présentation et prestation il sera fait
« mention au bas des présentes.

« Donné à..., le..., etc. »

Le diplôme sera expédié par le greffier du collège, signé par le président, par tous les examinateurs et par le médecin auquel il sera accordé, en présence du directoire du département qui légalisera chaque diplôme.

ARTICLE 18.

Les noms des candidats, reçus dans le même temps, seront inscrits, par ordre alphabétique, sur les registres

de l'école. Le même ordre alphabétique sera observé sur les registres des municipalités, pour l'inscription des médecins qui auront été reçus pendant la même année, dans quelque collège qu'ils l'aient été.

TITRE V

De la pharmacie.

ARTICLE PREMIER.

Les pharmaciens reçus légalement dans l'un des collèges de médecine, exerceront la pharmacie dans toute l'étendue du royaume. Eux seuls en auront le droit.

ARTICLE 2.

Tout homme âgé de 25 ans, qui se présentera aux examens de pharmacie, y sera admis sans qu'il soit tenu de justifier d'aucun temps d'étude ou d'exercice quelconque, et quels que soient les lieux où il ait été instruit.

ARTICLE 3.

L'aspirant au droit d'exercer la pharmacie se présentera au président du collège, muni d'un certificat de bonnes vie et mœurs, donné par la municipalité du lieu qu'il habite, et de l'acte légal qui constatera qu'il a atteint l'âge de 25 ans accomplis.

ARTICLE 4.

S'il remplit ces conditions, il lui sera donné jour et heure pour son premier examen.

ARTICLE 5.

Dans chaque examen de pharmacie, les examinateurs seront au nombre de 5, savoir : le professeur de pharmacie, un autre professeur du collège, un médecin et 2 pharmaciens étrangers au collège.

ARTICLE 6.

Le professeur, le médecin et les 2 pharmaciens seront choisis au scrutin individuel, et à la majorité absolue des suffrages. Le professeur sera nommé par les professeurs, le médecin, par tous les médecins de l'arrondissement présents dans la ville, et les pharmaciens seront nommés par tous les pharmaciens de l'arrondissement, aussi présents dans la ville et convoqués à cet effet.

ARTICLE 7.

La botanique et les drogues simples tirées des 3 règnes, la nomenclature, l'histoire, le temps de la récolte, le choix, l'exsiccation, la préparation, la conservation et le débit médicinal de ces mêmes drogues, seront le sujet du premier examen.

ARTICLE 8.

Le second examen sera sur les principes de l'art pharmaceutique, et l'application des principes aux opérations.

ARTICLE 9.

Chacun de ces examens sera de 3 heures et fait publiquement. Les matières de chaque examen seront tirées au sort par le candidat.

ARTICLE 10.

Le troisième examen sera absolument de pratique. Il consistera en 9 opérations, tirées des pharmacopées nationales, savoir : 3 opérations chimiques, 2 opérations pharmaceutiques de médicaments externes, et 4 opérations pharmaceutiques de médicaments internes. Le temps accordé à chaque récipiendaire pour cet examen ne pourra s'étendre au delà de 3 jours, qui seront nécessairement continus, et après lesquels les examinateurs se rassembleront pour juger les opérations.

ARTICLE 11.

Le récipiendaire fera tous les frais de ses opérations. Il fournira toutes les substances et les produits lui en appartiendront.

ARTICLE 12.

Le nombre des voix nécessaires pour l'admission dans chaque examen sera de 4 sur 5.

ARTICLE 13.

Les formes de réception seront les mêmes que celles qui ont été arrêtées pour les réceptions de médecin.

ARTICLE 14.

Le diplôme sera conçu dans la même forme en substituant les mots de *pharmacie* et de *pharmacien* à ceux qui sont employés dans le diplôme pour les médecins.

ARTICLE 15.

L'agence de secours et de salubrité ⁽¹⁾, établie dans chaque chef-lieu de département, nommera, pour la visite des pharmacies de tous les lieux du département, des commissaires pris hors de son sein, autant qu'il sera possible, parmi les médecins et les pharmaciens de son arrondissement qui lui adresseront les procès-verbaux de leurs visites.

(1) Dans le travail que le Comité de Salubrité, d'accord avec celui de Mendicité, présentera à l'Assemblée Nationale, sur les moyens d'assurer l'exécution des lois relatives à la salubrité et aux secours à donner aux malades pauvres, il proposera l'établissement d'une agence de secours et de salubrité par département, les fonctions qu'il lui attribue ici pourront être remplies par les directoires de départements eux-mêmes, soit que l'Assemblée diffère de s'occuper de cet objet, soit qu'elle n'admette pas cet établissement.

ARTICLE 16.

Les visites se feront deux fois par an. Les commissaires seront toujours au moins au nombre de deux, dont un médecin et un pharmacien ; ils seront pris ordinairement dans le voisinage des lieux où devront se faire les visites.

ARTICLE 17.

Dans le cas de contravention, le procès-verbal sera signé par tous les assistants. Les médicaments suspects seront cachetés des cachets des commissaires et de celui du délinquant. En cas de refus de signature et de scellé de sa part, il en sera fait mention dans le procès-verbal.

ARTICLE 18.

Les médicaments suspects seront examinés dans les trois jours qui suivront leur dépôt au bureau de l'agence. Le contrevenant sera averti du jour de l'examen. Les cachets seront rompus, et on procédera à l'examen des substances et des médicaments déposés. Les procès-verbaux seront déférés aux tribunaux, s'il y a lieu.

ARTICLE 19.

Les pharmaciens dont les drogues, trouvées chez eux au moment des visites, auront été déposées comme suspectes au bureau de l'agence de secours et de salubrité,

et auront ensuite été reconnues viciées, après l'examen qui en aura été fait, seront punis de la manière suivante, savoir : pour la première fois, les drogues reconnues mauvaises seront publiquement détruites. Pour la seconde fois, le pharmacien sera renvoyé à la police correctionnelle, et puni d'une amende de 100 livres, et de 6 mois d'emprisonnement, conformément à l'article 21 du code municipal ⁽¹⁾. Pour la troisième fois, l'amende ci-dessus et le temps d'emprisonnement seront doubles, et la boutique sera fermée.

ARTICLE 20.

Les pharmaciens seuls pourront vendre les médicaments composés. Eux seuls pourront vendre les drogues médicinales simples, au poids médical, et en faire la dispensation.

ARTICLE 21.

Il sera fait un tarif général, pour tout le royaume, contenant le prix de chaque substance simple, et des médicaments composés officinaux. L'évaluation se fera d'après le prix commun des dix années précédentes.

ARTICLE 22.

Ce tarif sera fait et renouvelé, à Paris, tous les cinq

(1) « En cas de vente de médicaments gâtés, le délinquant sera « renvoyé à la police correctionnelle et puni de 100 livres d'amende « et de six mois d'emprisonnement. » — (*Code municipal*, article 21.)

ans, par l'agence de secours et de salubrité, qui s'adjoindra, à cet effet, 3 commissaires pris parmi les pharmaciens et 3 parmi les marchands droguistes.

ARTICLE 23.

Ce tarif sera envoyé à tous les départements, qui pourront y faire les changements que leurs localités rendront nécessaires, et sera affiché dans toutes les pharmacies.

ARTICLE 24.

Il sera fait une énumération de toutes les drogues simples qui ne servent qu'en médecine, et de celles qui servent également en médecine et dans les arts.

ARTICLE 25.

Les pharmaciens ne pourront vendre et distribuer les drogues réputées poisons, dont la liste se trouve dans la pharmacopée, qu'aux personnes connues et domiciliées, auxquelles ces drogues seront nécessaires pour leur profession, lesquelles écriront de suite, et sans aucun blanc, sur un registre à ce destiné, et parafé à cet effet par le magistrat, leurs noms, leurs qualités et demeures, l'année, le mois, le jour et la quantité qu'elles auront prise desdites drogues, ainsi que l'objet de leur emploi ⁽¹⁾.

(1) Edit du roi de 1682, confirmé par la déclaration du 25 avril 1777.

ARTICLE 26.

A l'égard des personnes étrangères ou inconnues, ou qui ne sauront pas écrire, il ne leur sera délivré aucune desdites drogues, si elles ne sont accompagnées de personnes domiciliées et connues qui s'inscriront et signeront sur le registre, comme il est prescrit ci-dessus.

Toutes les drogues réputées poisons seront tenues et gardées en lieux sûrs, et séparées sous la clef du pharmacien seul, sans que les femmes, enfants, domestiques, garçons ou apprentis, en puissent disposer, vendre ou débiter ⁽¹⁾.

ARTICLE 27.

Toute contravention aux deux articles précédents sera punie, pour la première fois, d'une amende de 3.000 livres ⁽²⁾, et pour la seconde, de pareille amende, d'un an de prison et de la clôture de la boutique.

ARTICLE 28.

Il ne sera vendu aucun remède secret, pas même par les pharmaciens, sous peine d'une amende de 500 livres pour la première fois, et du double de l'amende à chaque récidive.

ARTICLE 29.

Les auteurs d'une découverte de quelques remèdes

(1) Déclaration du 25 avril 1777.

(2) Edit de 1682, article 7, auquel renvoie l'article 9 de la déclaration de 1777.

qui auront été jugés utiles à l'art de guérir, participeront aux récompenses nationales, aux termes de l'article 6 du titre II du décret des 10, 16, 23, 26 et 31 juillet 1790.

ARTICLE 30.

Il sera fait une pharmacopée générale pour tout le royaume, rédigée en latin et en français. Dans la partie latine, on fera usage des caractères chimiques ordinaires. Elle comprendra la liste des drogues réputées poisons. Cette liste et ces caractères n'entreront pas dans la partie française.

ARTICLE 31.

Les formules du médecin seront signées et datées par le médecin et porteront le nom de la personne à laquelle elles sont destinées.

ARTICLE 32.

Les pharmaciens conserveront les formules exécutées, au moins pendant 6 mois.

ARTICLE 33.

Il ne sortira d'aucune pharmacie aucun médicament simple ou composé qu'il n'y soit joint une étiquette portant le nom du médicament, sa dose, le nom du pharmacien, et la date de l'envoi.

ARTICLE 34.

Les veuves des pharmaciens pourront, pendant le terme de 6 mois, au plus, à dater du jour du décès de leurs maris, continuer le débit des drogues et médicaments qui se trouveront dans leur magasin, avec l'aide d'un homme instruit et sous l'inspection d'un pharmacien résidant dans la ville, qui en sera personnellement responsable.

ARTICLE 35.

Dans les villes, bourgs ou villages, où il n'y aurait aucune autre pharmacie que celle du pharmacien décédé, l'agence de secours et de salubrité, à laquelle la municipalité sera tenue de donner avis de la mort du pharmacien, autorisera, auprès de la veuve, un homme suffisamment instruit pour, pendant le cours de 6 mois, aux conditions ci-dessus, lui faciliter le débit des drogues et des médicaments qui se trouveront dans son magasin.

ARTICLE 36.

Il ne pourra être exposé en vente, dans les foires et chez les marchands droguistes, que des drogues simples.

TITRE VI

Des sages-femmes.

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi, dans chaque département, une école de

l'art des accouchements, à laquelle seront appelées les sages-femmes et les élèves sage-femmes des différents lieux du département.

ARTICLE 2.

Les élèves sages-femmes, admises à ces écoles par le choix des municipalités, seront entretenues et défrayées aux dépens des fonds destinés au soulagement public. Celles qui seront domiciliées dans la ville où se feront les cours ne pourront prétendre à ces indemnités.

ARTICLE 3.

L'enseignement dans ces écoles consistera en deux cours de 3 mois chacun, dont les époques seront déterminées par le directoire du département, selon les convenances, et qui seront faits par l'un des médecins nommés au concours chargé spécialement de professer l'art des accouchements, et de donner ses soins aux femmes en couches.

ARTICLE 4.

Les élèves qui auront suivi les deux cours, et qui voudront obtenir le titre de sages-femmes, subiront deux examens, l'un de théorie et l'autre de pratique. Ces examens seront faits publiquement par le professeur d'accouchement, les médecins de l'hôpital et deux médecins de la ville choisis à tour de rôle.

ARTICLE 5.

A la fin du second examen, les examinateurs décideront, au scrutin et à la majorité absolue, celles des élèves qu'ils jugeront capables d'exercer l'art des accouchements, à chacune desquelles il sera délivré un extrait du procès-verbal de la séance pour lui servir de titre légal. Le département sera invité à assister, par commissaires, à la réception, après laquelle il sera distribué des prix d'émulation à celles qui se seront le plus distinguées dans les examens.

ARTICLE 6.

Avant d'être admises à la pratique de leur profession, les sages-femmes devront préalablement faire enregistrer leur acte de réception au greffe de la municipalité, dans l'arrondissement de laquelle elles se proposent de s'établir.

TITRE VII

Des médecins et pharmaciens aux rapports

ARTICLE PREMIER.

Il y aura près de chaque tribunal deux médecins et un pharmacien aux rapports.

ARTICLE 2.

Les médecins et le pharmacien aux rapports seront

nommés, par le tribunal, de la manière suivante. Les médecins de l'arrondissement du tribunal réunis éliront et désigneront 4 d'entre eux qu'ils présenteront, et parmi lesquels le tribunal choisira les 2 médecins aux rapports.

Les pharmaciens de l'arrondissement réunis éliront et désigneront pareillement 2 d'entre eux qu'ils présenteront au tribunal et entre lesquels le pharmacien aux rapports sera choisi.

ARTICLE 3.

L'élection des 4 médecins à présenter et des 2 pharmaciens se fera à la pluralité absolue des suffrages, et au scrutin individuel, à chaque renouvellement du tribunal, 8 jours après son installation. Les médecins et le pharmacien sortant d'exercice seront toujours rééligibles.

ARTICLE 4.

Les médecins et pharmaciens aux rapports rempliront auprès du tribunal toutes les fonctions qui leur seront assignées par les lois.

TITRE VIII

Formation première des quatre collèges de médecine, retraites des professeurs supprimés; appointements des nouveaux professeurs; honoraires des juges du concours et des examinateurs.

ARTICLE PREMIER.

La formation première des 4 collèges de médecine sera faite sans concours, pour cette fois seulement, par les personnes chargées de l'organisation des écoles nationales, lesquelles se conformeront aux règles établies ci-après.

ARTICLE 2.

Les chaires de l'école de Paris ne pourront être conférées qu'à ceux qui sont ou qui ont été professeurs dans l'un des établissements actuels chargés à Paris de l'enseignement médical.

ARTICLE 3.

Les chaires de l'école de Montpellier ne pourront pareillement être données qu'aux professeurs actuels de la faculté de médecine et du collège de chirurgie de cette ville, à l'exception des 2 chaires de physique médicale et d'histoire de la médecine, auxquelles pourront être nommés tous les médecins et chirurgiens légalement reçus, et de la chaire de pharmacie, à laquelle pourront être nommés tous les pharmaciens légalement reçus et jugés capables de les remplir.

ARTICLE 4.

Les chaires des 2 écoles de Bordeaux et de Strasbourg seront données aux professeurs, tant des facultés et collèges de chirurgie de ces deux villes, que de toutes les autres facultés et de tous les autres collèges de chirurgie supprimés, en observant pour les 3 chaires de physique médicale, d'histoire et de pharmacie, les dispositions de l'article précédent.

ARTICLE 5.

Ne pourront être compris dans la nouvelle formation tous les professeurs qui ont atteint l'âge de 60 ans auquel la retraite sera due et accordée.

ARTICLE 6.

Tous les professeurs quelconques attachés à l'enseignement de l'une des parties de l'art de guérir, qui sont payés sur les fonds publics, et qui ne seront pas appelés à remplir une chaire, soit dans l'un des 4 collèges, soit dans tout autre établissement enseignant, obtiendront leur retraite, pour cette fois seulement, de la manière suivante.

Ceux qui sont en exercice depuis 10 ans et au-dessous, auront un tiers de leurs appointements fixes ; ceux qui sont en exercice depuis 15 ans en auront les deux tiers, et ceux qui sont en exercice depuis vingt ans auront la totalité de leurs appointements.

Chaque tiers des appointements fixes servant de base

aux pensions de retraite, au-dessous des termes de 10 et 15, sera divisé en cinq parties égales dont il en sera ajouté une pour chaque année d'activité. Le total de la pension ne pourra être moindre de 300 livres.

ARTICLE 7.

Les appointements fixes des professeurs des 4 collèges de médecine seront semblables pour chacun d'eux à ceux qui ont été fixés par le décret des 30, 31 août, 1^{er} et 2 septembre 1790, pour les juges des tribunaux de districts, en raison de la population de la ville.

Ceux du secrétaire-greffier et ceux du garde de la bibliothèque seront des trois quarts des appointements des professeurs.

Ceux du concierge seront fixés au quatre cinquièmes des appointements du secrétaire-greffier.

Ceux du commis du secrétaire-greffier et du jardinier-botaniste seront fixés aux trois cinquièmes des appointements du secrétaire-greffier ⁽¹⁾.

ARTICLE 8.

Les professeurs auront en retraite le tiers de leurs appointements fixes, après 15 ans de professorat, les deux tiers après vingt ans et la totalité après vingt-cinq années.

ARTICLE 9.

Lors de la vacance d'une chaire, les appointements

(1) On estime à peu près à 240.000 livres la dépense annuelle des quatre collèges de médecine.

fixes, échus pendant le temps de la vacance, seront divisés en deux parties égales, dont l'une sera attribuée au médecin qui aura rempli la chaire par *intérim*, et l'autre sera partagée également entre les juges du concours, non professeurs, en prélevant cependant, sur cette dernière moitié, les frais du concours.

ARTICLE 10.

Les honoraires des examinateurs pour les réceptions seront payés par les candidats qui donneront, pour chaque séance d'examen, chacun la somme de 6 livres. La somme résultant de celles-là sera partagée, après chaque examen, entre les examinateurs non professeurs.

TITRE IX

Agence de secours et de salubrité.

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi dans le chef-lieu de chaque département une agence de secours et de salubrité, composée de 9 personnes, dont 4 médecins, 1 pharmacien et 4 autres citoyens.

ARTICLE 2.

Les membres de l'agence de secours et de salubrité seront nommés par le conseil général du département.

ARTICLE 3.

Les médecins et les pharmaciens ne pourront être élus que parmi les personnes de leur état qui auront trois ans d'exercice légal dans l'étendue du département.

ARTICLE 4.

L'agence sera renouvelée par moitié tous les deux ans, et ses membres, sortis de fonction, seront toujours rééligibles.

ARTICLE 5.

L'agence nommera, à la majorité absolue des suffrages, un président, un vice-président et un secrétaire. Le président et le vice-président seront renouvelés tous les 6 mois. Le secrétaire le sera tous les ans. Les uns et les autres pourront être réélus.

ARTICLE 6.

Les assemblées se tiendront une fois par semaine au jour et à l'heure les plus convenables, mais qui seront déterminés d'une manière invariable.

ARTICLE 7.

L'agence formera, chaque année, un état nominatif, et par ordre alphabétique, de toutes les personnes du département attachées à l'art de guérir : médecins, pharmaciens et sages-femmes. Le nom de chaque personne sera précédé du millésime de l'année de sa réception

légale. On y joindra le lieu de la résidence dans le département; la désignation des fonctions publiques médicales, telles que celles de médecin de canton, membre de l'agence, etc. Ces états seront imprimés, distribués à tous les tribunaux et corps administratifs, et envoyés à Paris, à l'Institut national.

ARTICLE 8.

Les objets dont l'agence s'occupera seront :

1° Les aliments de toute espèce, solides et liquides, les eaux potables, les vins, etc.;

2° La surveillance des secours à donner dans les maladies épidémiques, contagieuses, endémiques et épizootiques, et de ceux qui sont destinés aux noyés et aux asphyxiés;

3° Tout ce qui regarde les eaux minérales, la vente et le débit des drogues et médicaments chez les pharmaciens et les marchands droguistes, l'exécution des lois qui les concernent, et surtout de celle qui prononce la prohibition des remèdes secrets. L'agence réclamera auprès des tribunaux l'exécution des lois à cet égard, et s'occupera de tous les moyens d'anéantir le charlatanisme;

4° Les établissements publics, en tant qu'ils intéressent la santé des citoyens, tels que l'assiette et la disposition des lieux destinés aux sépultures, les précautions à observer lors de l'inhumation, etc;

Les mines et minières, les dessèchements de marais, de fossés, les voiries, le transport des matières qu'on y

dépose, les égouts, etc. ; les boucheries, les tueries, tous les métiers de ceux qui préparent des parties tirées des animaux et des minéraux, et de ceux qui emploient en grand les différents degrés de fermentation ; les précautions à introduire dans ces métiers en général, et dans tous les autres, pour la conservation des ouvriers ;

L'emplacement, la construction, l'exposition des maisons de correction, des prisons, des hôpitaux, des hospices ; la meilleure manière d'y employer et d'y distribuer l'eau, l'air et la chaleur, pour leur salubrité, et de les administrer, relativement à la propreté et à la commodité ; la nourriture et l'usage des secours médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques ; et la correspondance pour tout ce qui concernera les hôpitaux avec les établissements formés par leur direction.

ARTICLE 9.

Lorsqu'une maladie épidémique ou épizootique se sera manifestée dans une ville, dans une municipalité, dans un canton du département, l'agence s'assemblera extraordinairement aussitôt qu'elle en sera informée ; elle avisera au moyen d'y porter les secours les plus prompts et en rendra compte au département, qui ordonnera ce qu'il jugera convenable.

ARTICLE 10.

L'exécution des lois concernant l'exercice de l'art de guérir dans toute l'étendue du département sera surveillée par l'agence. Toutes les fois qu'elle aura con-

naissance d'une infraction faite aux lois, elle réclamera l'autorité des corps administratifs ou des tribunaux qui seront tenus d'y faire droit dans le plus court délai possible.

ARTICLE 11.

Lorsqu'il vaquera une place de médecin ou de sage-femme de canton ou de section dans le département, l'agence présentera à la commune du canton ou de la section qui y devra nommer les médecins et les sages-femmes qui auront les qualités requises.

ARTICLE 12.

L'agence donnera ses avis et ses conseils à tous les corps administratifs et à toutes les municipalités qui les lui demanderont. Elle correspondra avec tous les officiers de santé, fonctionnaires publics du département, pour tout ce qui intéresse la santé et la conservation des citoyens.

TITRE X

Secours médicaux à domicile (1).

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi, dans chaque canton, un médecin qui soignera, à domicile, gratuitement, les pauvres qui seront malades.

(1) Les bases de ce titre ont été convenues avec le Comité de Mendicité.

ARTICLE 2.

Les villes dont la population n'excède pas 4.000 âmes partageront tous les secours de santé avec les campagnes de leur canton.

ARTICLE 3.

Il y aura un médecin des pauvres dans les villes dont la population sera de 4.000 à 12.000 âmes, indépendamment de celui du canton.

ARTICLE 4.

Dans les villes qui excéderont ce nombre, il s'era nommé des médecins des pauvres par arrondissements ou quartiers. Les arrondissements seront formés de deux sections d'assemblées primaires.

ARTICLE 5.

Les qualités nécessaires pour être éligible aux places de médecin de canton ou d'arrondissement sont : 1° d'avoir été reçu médecin légalement ; 2° de produire un certificat de bonnes vie et mœurs, donné par la municipalité du lieu du domicile ; 3° de justifier de 3 ans d'exercice de la médecine, depuis la réception légale, ou de 2 ans de service en qualité d'aide dans un hôpital, avant ou après la réception.

ARTICLE 6.

Ces médecins seront nommés à vie ; mais ils seront révocables de la manière suivante :

Sur les plaintes de l'inconduite ou de la négligence du médecin, formées par la majorité des municipalités du canton, et adressées à l'agence, il en sera rendu compte au département qui donnera à l'accusé toute facilité de se justifier, et qui, sur l'avis motivé de l'agence, pourra le conserver ou le destituer.

ARTICLE 7.

Les appointements des médecins de canton ou d'arrondissement dans les villes, seront de 500 livres par année, dont ils auront la moitié en retraite s'ils se retirent après vingt ans d'exercice, et la totalité après trente années.

ARTICLE 8.

Il leur sera donné, tous les ans, dans chaque chef-lieu de canton ou pour chaque arrondissement, par les municipalités des villes, un état des familles portées sur les rôles des pauvres. Cet état sera pour eux l'indication des secours gratuits qu'ils seront tenus de donner.

ARTICLE 9.

Ils devront, en conséquence, leurs soins à toutes ces familles, et se transporteront chez les malades, dès qu'ils en seront requis ou informés, les traiteront chez eux de leurs infirmités, maladies ou blessures.

Ils veilleront sur la santé des enfants trouvés et de tous ceux qui sont admis à l'assistance publique et sur

la santé des nourrices. A des époques fixes, ils inoculeront, sans rétribution, les enfants et les personnes de la liste des pauvres, pour lesquels ils en seront requis. Enfin, ils seront tenus de faire parvenir tous les ans, à l'agence de secours et de salubrité du département, leurs réflexions sur le climat et le sol du canton, les maladies endémiques, les épidémies, les épizooties, la manière de les traiter, et l'état comparatif des naissances, des mariages et de la mortalité.

ARTICLE 10.

Chaque médecin de canton ou de section de ville sera l'inspecteur-né de tous les objets de salubrité, dans toute l'étendue de son arrondissement. Il défèrera aux magistrats les contraventions aux lois relatives à la salubrité publique et s'adressera à l'agence pour tous les objets qui exigeront sa participation ou son intervention.

ARTICLE 11.

Lorsque le médecin de canton ou de section aura fait un rapport au tribunal, au directoire de district, à la municipalité, les corps seront obligés d'y faire droit, chacun en ce qui le concernera. En cas de délai nuisible, il s'adressera à l'agence qui demandera tous les ordres nécessaires de la part de qui il appartiendra, pour faire exécuter les lois et les mesures que la salubrité publique rendra nécessaires.

ARTICLE 12.

Les médecins des pauvres ne seront pas chargés des fournitures des drogues. Il en sera établi un dépôt dans le lieu le plus central du canton.

ARTICLE 13.

Les sages-femmes, approuvées par l'agence du département, domiciliées dans chaque canton, seront payées sur les fonds publics des soins qu'elles auront donnés aux femmes enceintes inscrites sur la liste des pauvres. Elles recevront une somme déterminée pour chaque accouchement.

ARTICLE 14.

Quant à la distribution des secours en aliments, bouillons et médicaments, il sera pris, par chaque canton, d'après la décision des départements et sur l'avis de l'agence de secours et de salubrité, les mesures qui paraîtront les plus convenables suivant les lieux, pour la plus grande exactitude et économie de ce service.

TABLEAU des cours et des examens (1)

DIVISION DES MATIÈRES EN SECTIONS et temps des examens	CHAIRES	COMMENCEMENT, FIN ET DURÉE de chaque cours	COMMENCEMENT, FIN ET DURÉE de chaque examen	MODE D'EXAMEN
PREMIÈRE SECTION Théorique	Anatomie..... Physiologie.....	1 ^{er} août au 30 avril..... Neuf mois.....	Anatomie..... Six semaines..... 1 ^{er} mai au 16 juin..... Six semaines.....	De vive voix.
Trois mois d'examen Mai, juin, juillet	Physique médicale..... Hygiène.....	1 ^{er} octobre au 30 juin..... Neuf mois.....	Physiologie..... Quinze jours..... 16 au 30 juin..... Quinze jours.....	Par écrit.
SECONDE SECTION Théorique	Botanique..... Matière médicale.....	1 ^{er} nov au 31 juillet..... Neuf mois.....	 1 ^{er} août au 15 sept..... Six semaines.....	De vive voix et par écrit.
Deux mois et demi d'examen du 1 ^{er} août au 15 octobre	Chimie et pharmacie..... Art de formuler.....	1 ^{er} décemb au 31 août..... Neuf mois.....	 1 ^{er} sept. au 15 oct..... Six semaines.....	De vive voix et par écrit.
TROISIÈME SECTION Première de pratique	Instituts comprenant la pa- thologie, la sémiologie, la no- sologie et la thérapeutique ..	15 janvier au 15 octob. Neuf mois.....	 16 au 31 octobre..... Quinze jours.....	Par écrit.
Deux mois et demi d'examen du 16 octob au 31 décembre	Théorie des maladies..... Clinique médicale.....	1 ^{er} février au 31 octob e et mois.....	Théorie des mala- dies..... Quinze jours..... 1 ^{er} au 15 novembre..... Quinze jours.....	Par écrit.
QUATRIÈME SECTION Seconde pratique	Théorie chirurgicale..... Clinique chirurgicale.....	1 ^{er} avril au 31 décemb. Neuf mois.....	Clinique médicale..... Théorie chirurgi- cale..... Quinze jours..... 1 ^{er} au 15 janvier..... Quinze jours.....	De vive voix et par écrit.
Deux mois et demi d'examen du 1 ^{er} janvier au 15 mars	Accouchements.....	1 ^{er} juin au dernier fév. Neuf mois.....	Clinique chirurgi- cale..... Six semaines..... 16 janvier au 13 mars..... Six semaines.....	De vive voix et par écrit.
EXAMEN UNIVERSEL	TOUTES LES CHAIRES		 1 ^{er} au 15 mars..... Quinze jours.....	De vive voix et par écrit.
Un mois et demi d'examen du 16 mars au 30 avril	Histoire médicale, médecine du barreau, médecine légale, police de l'art, etc.....	15 juin au 15 mars..... Neuf mois.....	 16 mars au 30 avril Six semaines.....	De vive voix.

(1) Voir ci-dessus, page 30, l'article 16 de la 2^e section du titre II du projet de décret.

BIBLIOGRAPHIE

1° SOURCES MANUSCRITES :

Archives nationales. — F ¹⁷A 1310. Nouveau plan de Constitution pour la Médecine en France (Vicq d'Azyr). Manuscrit in-folio XIV-389 pages.

Ce document est une des sources capitales de notre travail. Le Plan de Vicq d'Azyr constitue une étude critique et constructive des plus complètes. Il comprend six parties, divisées elles-mêmes en chapitres ou sections :

Partie 1^{re} : Concernant l'Enseignement de la Médecine proprement dit.

Partie 2^e : Exercice de la Médecine considérée dans ses rapports avec la salubrité publique.

Partie 3^e : Police de la Médecine et de la Pharmacie.

Partie 4^e : Médecine vétérinaire.

Partie 5^e : Académie de Médecine.

Partie 6^e : Bibliographie des divers mémoires adressés à la Société Royale pour le perfectionnement de l'enseignement et la pratique de la Médecine. — Au début de la 6^e partie de son

mémoire, Vicq d'Azyr expose que la Société Royale avait invité tous les médecins, chirurgiens et autres personnes s'intéressant à la santé publique, à concourir à ses travaux. Il ajoute plus loin : « Le projet que nous présentons à l'Assemblée Nationale, n'est que le développement des mémoires que nous avons reçus. — Vicq d'Azyr classe ces documents sous trois rubriques :

- 1) Enseignement de la Médecine;
- 2) Abus à réformer;
- 3) Epidémies. Epizooties. Médecine rurale.

La plupart de ces mémoires s'accordent à demander une formation semblable pour les médecins et les chirurgiens; l'organisation d'un service d'assistance d'Etat. Ils vantent les bons effets de la correspondance scientifique instaurée par la Société Royale de Médecine.

AF I-23. Procès-verbaux du Comité de Salubrité de la Constituante.

Registre petit in-folio où sont transcrit les procès-verbaux du Comité. Ces procès-verbaux dont le premier est daté du 4 octobre 1790 et le dernier du 26 septembre 1791, sont au nombre de 126. Ils sont, pour la plupart, signés du Président, Guillotin et du Secrétaire, Gallot. Le procès-verbal de la séance est, le plus souvent, précédé de la mention des correspondances reçues; les mémoires, brochures, ouvrages adressés au Comité y sont fidèlement inscrits.

F¹⁵. 226 à 228^e Liasses. Affaires diverses des hôpitaux (1779-1790). On trouve dans ces liasses quelques papiers paraissant provenir du Comité de salubrité de l'Assemblée Constituante. Elles ne contiennent aucun document capital.

D XXVI. Carton qui devait contenir les papiers du Comité de Salubrité et qui, en réalité, ne contient que quelques pièces insignifiantes.

Académie de Médecine.

La bibliothèque de l'Académie de Médecine possède une collection de 551 manuscrits dont plusieurs intéressent l'histoire de la médecine.

L'inventaire de ces précieux documents a été dressé par M. A. Boinet en 1908. Nous avons consulté pour notre travail les cotes 6 à 15 sous lesquelles figurent une partie des papiers de la Société Royale de Médecine et en particulier les registres des procès-verbaux des séances de cette compagnie.

A notre grand regret, il ne nous a pas été possible de consulter les archives mêmes de la Société Royale dont il n'existe aucun inventaire et qui sont renfermées, sans classement, dans plus de 50 cartons dont le dépouillement n'a jamais été fait.

Bibliothèque municipale de Nantes.

Collection Dugast-Matifeux. Papiers Gallot. (Liasses.)

La collection que le célèbre érudit vendéen a léguée à la ville de Nantes contient la majeure

partie des papiers provenant du docteur Jean-Gabriel Gallot, médecin du bas-Poitou, député à la Constituante, secrétaire du Comité de Salubrité. — Nous y avons puisé quelques renseignements biographiques.

2° IMPRIMÉS :

Archives parlementaires, série de la Constituante.

BLOCH (Camille). — L'assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution. Paris, Picard, 1908. — Ouvrage capital, en particulier, sur l'organisation des services d'hygiène et des épidémies sous l'ancien régime. Bibliographie considérable et admirablement présentée.

BLOCH (Camille) et ALEX TUETTEY. — Procès-verbaux et rapports du Comité de mendicité de la Constituante 1790-1791. — Collection des documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution Française. Imprimerie Nationale, Paris, 1911.

CORLIEU (D^r A.). — L'ancienne Faculté de Médecine de Paris. Paris, 1877.

DECHAMBRE. — *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*. Paris, 1872.

DELAUNAY (P.). — Le monde médical parisien au XVIII^e siècle. *Thèse de Doctorat*. Paris, Rousset, 1905. — Ouvrage capital sur les relations de la Faculté et de la Société Royale de Médecine suivi d'une bibliographie extrêmement étendue.

DREYFUS (Ferdinand). — Note sur le Comité de Salubrité. *Revue philanthropique*, 10 sept. 1904.

DUCHANOY, chirurgien-médecin de la ci-devant Faculté, membre de la Société de Médecine, associé de l'ancienne Académie des Sciences de Dijon et l'un des administrateurs des hôpitaux et hospices de Paris.

Projet d'organisation médicale. S. l. n. d. in-8°, 29 p.

— Brochure intéressante où l'auteur demande que les hôpitaux deviennent des écoles cliniques. Chaque cours de clinique comprendrait : 1° un professeur; 2° un adjoint; 3° deux aides internes nommés au concours pour deux ans; 4° des élèves externes. L'enseignement serait donné au lit du malade et dans les salles de conférence de l'école.

FRANKLIN (A.). — Les médecins. Paris, Plon, in-18, t. XI.

— Collection : La vie privée d'autrefois. Arts et métiers, modes, usages des Parisiens du XII^e au XVIII^e siècles.

GUILLAUME (M.-J.). — Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de l'Assemblée législative. Imprimerie Nationale, Paris, 1889.

LALLEMAND (Léon). — L'assistance Médicale au XVIII^e siècle, Paris. Imprimerie Nationale, 1895, in-8°, 22 pp. (extrait du *Bulletin des Sciences économiques et sociales. Congrès des Sociétés Savantes*, 1895).

LIARD (Louis). — L'enseignement supérieur en France, 1789-1889. Paris, 1888, 2 volumes in-8°.

LATTE. — Les Etudes Médicales du XI^e au XVIII^e siècles. *Le Monde Médical*, Paris, 2 mars 1929.

MERLE (D^r Louis). — Le Service des épidémies et l'hygiène en Poitou avant la Révolution. Niort, 1931.

NOIR (D^r J.). — Un savant, un innovateur, un réalisateur. Félix Vicq d'Azyr (1748-1794). *Concours Médical* des 6 avril et 4 mai 1927.

— Le deuxième centenaire de l'Académie de chirurgie. *Concours Médical*, 25 octobre 1931.

PAULTRE (Christian). — De la répression de la mendicité et du vagabondage en France sous l'ancien régime. *Thèse de Droit*. Librairie du *Recueil Sirey*. Paris, 1906.

VICQ D'AZYR (F.). — Œuvres ! Editées par Moreau de la Sarthe. au XIII^e (1805). Paris, Duprat-Verger.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER	5
L'enseignement de la Médecine à la veille de la Révolution.	
I. — Les Facultés de Paris, de Montpellier et de Province.	
II. — L'esprit de la Faculté de Paris.	
III. — L'Académie de chirurgie, l'Académie de Médecine.	
IV. — La Société Royale de Médecine.	
CHAPITRE II.....	27
I. — 1789 : Les cahiers de doléances	
II. — Le Comité de Mendicité (janvier 1790).	
III. — Le Comité de Salubrité (septembre 1790) Conflit entre les deux Comités.	
IV. — Les membres du Comité de salubrité : J.G. Gallot, Vicq d'Azyr et l'esprit de la Société Royale de Médecine.	
CHAPITRE III.....	44
Les travaux du Comité de salubrité.	
I. — Enquête près des Facultés et Collèges de Médecine et de Pharmacie.	
II. — Le Mémoire de Gallot.	
III. — Le plan de la Société Royale de Médecine présenté par Vicq d'Azyr.	
IV. — Les principes directeurs de la réforme de l'enseignement.	
CHAPITRE IV.....	61
Travaux du Comité de Salubrité (suite)	
I. — Réduction du nombre des Facultés. Les quatre grandes écoles : Paris, Mont- pellier, Bordeaux, Strasbourg.	
II. — Les Ecoles secondaires, leur but.	
III. — L'enseignement médical. Professeurs, élèves, scolarité, examens, diplôme.	

IV. — Les médecins spécialisés. La médecine légale.	
V. — L'Enseignement et l'exercice de la Pharmacie. Police de la Pharmacie	
VI. — L'Enseignement et l'exercice de la profession de sage-femme.	
CHAPITRE V	80
Organisation des services d'hygiène et de protection de la Santé Publique	
I. — L'Agence de Secours et de Salubrité, sa composition ; ses attributions ; les pouvoirs qui lui sont conférés	
II. — Les médecins de canton. Leur origine Les médecins cantonaux d'Allemagne et d'Alsace .. Les « Médecins commissionnés » pour le service des épidémies. — Election des médecins de cantons. Traitements et retraites. Fonctions et pouvoirs.	
CHAPITRE VI.....	95
Le plan du Comité de Salubrité devant l'Assemblée Constituante	
I. — Conflit avec le Comité de Constitution (30 octobre 1790).	
II. — Clôture des travaux du Comité. Projet de Décret (26 septembre 1791).	
III. — Le rapport de Talleyrand sur l'instruction publique ...	
IV. — Observations de Gallot .	
V. — La Constituante se sépare. Ajournement de la réforme.	
CONCLUSION	105
ANNEXE	108
Projet de Décret sur l'Enseignement et l'art de guérir présenté au nom du Comité de Salubrité, par H. Guillotin, député de Paris.	
BIBLIOGRAPHIE	167

